

Université de Montréal

« La guerre de la Conquête et les populations civiles canadiennes:
Le cas de l'Île d'Orléans (1750-1765) »

par

Dave Noël

Département d'histoire
Faculté des arts et des sciences

Mémoire présenté à la Faculté des études supérieures
en vue de l'obtention du grade de *Maître ès arts* (M.A.) en histoire

Avril, 2005

© Dave Noël, 2005



D

7

U54

2005

v. 013

AVIS

L'auteur a autorisé l'Université de Montréal à reproduire et diffuser, en totalité ou en partie, par quelque moyen que ce soit et sur quelque support que ce soit, et exclusivement à des fins non lucratives d'enseignement et de recherche, des copies de ce mémoire ou de cette thèse.

L'auteur et les coauteurs le cas échéant conservent la propriété du droit d'auteur et des droits moraux qui protègent ce document. Ni la thèse ou le mémoire, ni des extraits substantiels de ce document, ne doivent être imprimés ou autrement reproduits sans l'autorisation de l'auteur.

Afin de se conformer à la Loi canadienne sur la protection des renseignements personnels, quelques formulaires secondaires, coordonnées ou signatures intégrées au texte ont pu être enlevés de ce document. Bien que cela ait pu affecter la pagination, il n'y a aucun contenu manquant.

NOTICE

The author of this thesis or dissertation has granted a nonexclusive license allowing Université de Montréal to reproduce and publish the document, in part or in whole, and in any format, solely for noncommercial educational and research purposes.

The author and co-authors if applicable retain copyright ownership and moral rights in this document. Neither the whole thesis or dissertation, nor substantial extracts from it, may be printed or otherwise reproduced without the author's permission.

In compliance with the Canadian Privacy Act some supporting forms, contact information or signatures may have been removed from the document. While this may affect the document page count, it does not represent any loss of content from the document.

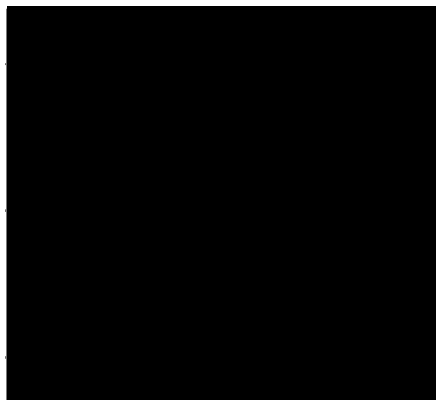
Université de Montréal
Faculté des études supérieures

Ce mémoire intitulé :
« La guerre de la Conquête et les populations civiles canadiennes:
Le cas de l'Île d'Orléans (1750-1765) »

Présenté par

Dave Noël

a été évalué par un jury composé des personnes suivantes :



20 JUIN 2005

RÉSUMÉ

Peu d'études ont relaté l'ampleur locale des perturbations démographiques entraînées par la guerre de la Conquête. Dans notre étude de ces impacts pour les populations civiles de Saint-Pierre et de Saint-Laurent de l'Île d'Orléans, nous avons constaté que c'est à la variole et au typhus, et non aux combats, qu'il faut attribuer la plupart des décès survenus lors du conflit. Par contre, pour la forte mortalité de 1759-1760, celle-ci est plutôt le fruit des insuffisances alimentaires de l'été et de l'automne de 1759. Quant à eux, les rythmes de la nuptialité et de la fécondité ont connu un ralentissement notable lors du conflit puis un effet compensatoire lors de l'après-guerre. Pour ce qui est de l'apport démographique potentiel représenté par l'implantation des militaires et des réfugiés acadiens venus au Canada entre 1755 et 1765, celui-ci est presque nul pour l'Île d'Orléans. Enfin, la documentation ne permet pas de mesurer avec précision l'ampleur des dégâts matériels subis par nos paroissiens.

Mots clés: Guerre de la Conquête, Épidémies, Acadiens, Soldats, Civils, Démographie historique, Île d'Orléans.

ABSTRACT

Few studies have examined the local magnitude of demographic upheaval and material destruction caused by the Seven Years' War. In our study of these impacts on the civil population of Saint-Pierre and Saint-Laurent of the Island of Orleans, we noticed that smallpox and typhus, rather than battles, were the main causes of the death during the struggle. However, the peak in mortality of 1759-1760 is mainly due to the disruption of harvesting and subsequent undernourishment. The rhythms of nuptiality and fecundity decreased markedly during the conflict but a compensatory effect set in after the war. As for the demographic impact of soldiers and Acadian refugees who came to Canada between 1755 and 1765, it is almost non-existent on the Island of Orleans. Finally, dearth of documentation makes it difficult to fully assess the extent of material damage in our parishes.

Key words: Seven Years' War, Epidemics, Acadians, Soldiers, Civilians, Historical demography, Orleans Island

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	p.i.
Abstract	p.ii.
Liste des tableaux	p.v.
Liste des figures	p.vi.
Remerciements	p.vii.
INTRODUCTION	p.1.
Chapitre I : Population et territoire de l'étude	p.9.
1) <i>Géographie physique et historique de Saint-Pierre et de Saint-Laurent</i>	p.9.
2) <i>Évaluation de la population de Saint-Pierre et de Saint-Laurent (1750-1765)</i>	p.14.
3) <i>L'Île d'Orléans et le siège de Québec (1759)</i>	p.18.
Chapitre II : Impacts de la Conquête sur les biens matériels	p.27.
1) <i>La version des contemporains</i>	p.28.
2) <i>État des biens ecclésiastiques</i>	p.32.
3) <i>État des biens meubles et immeubles des habitants</i>	p.37.
Chapitre III : Impacts de la Conquête sur la mortalité	p.46.
1) <i>Sources et méthodes</i>	p.46.
2) <i>Décès survenus chez les miliciens aux combats</i>	p.47.
3) <i>Analyse de l'évolution de la courbe des décès</i>	p.51.
4) <i>Perturbations perceptibles dans la rédaction des actes et la mise en terre</i>	p.58.
Chapitre IV : Impacts de la Conquête sur la nuptialité	p.67.
1) <i>Sources et méthodes</i>	p.67.
2) <i>Analyse de l'évolution générale de la courbe nuptiale</i>	p.67.
3) <i>Évolution du nombre d'unions exogames et de l'origine des conjoints étrangers</i>	p.70.
4) <i>Apport nuptial étranger lié à la guerre de la Conquête</i>	p.73.
5) <i>Évolution du profil démographique des conjoints</i>	p.81.

Chapitre V : Impacts de la Conquête sur la fécondité **p.86.***1) Sources et méthodes* p.86.*2) Analyse de l'évolution de la courbe de la procréation* p.87.*3) Perturbations perceptibles dans la rédaction des actes de baptême* p.89.**CONCLUSION** **p.93.****BIBLIOGRAPHIE** **p.96.**

LISTE DES GRAPHIQUES

- Graphique 1 :** Recensements reconstitués pour Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1765) p.18.
- Graphique 2 :** Courbe de la mortalité à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1765) p.52.
- Graphique 3 :** Courbe mensuelle de la mortalité à Saint-Pierre et Saint-Laurent selon les années récoltes (1750-1765) p.57.
- Graphique 4 :** Délais entre la mort et la mise en terre à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1765) p.61.
- Graphique 5 :** Courbe de la nuptialité à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1765) p.68.
- Graphique 6 :** Conjointes étrangers masculins à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1755) p.73.
- Graphique 7 :** Conjointes étrangers masculins à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1760-1765) p.73.
- Graphique 8 :** Courbe des conceptions à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1765) p.88.
- Graphique 9 :** Courbe mensuelle de la fécondité à Saint-Pierre et Saint-Laurent (1750-1765) p.89.

LISTE DES FIGURES

Division en fiefs et en arrière-fiefs de l'Île d'Orléans au XVIII ^e siècle	p.11.
Limites de la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul de l'Île d'Orléans	p.13.
Limites de la paroisse de Saint-Laurent de l'Île d'Orléans	p.14.
Le siège de Québec en septembre 1759	p.22.
Église de Saint-Pierre	p.33.
Église de Saint-Laurent	p.33.
Maison Gendreau de Saint-Laurent (construite vers 1740)	p.40.
Maison Goulet de Saint-Pierre (construite au milieu du XVIII ^e siècle)	p.40.

REMERCIEMENTS

J'aimerais remercier mon directeur de maîtrise, John A. Dickinson, dont les précieux conseils ont rendu possible la réalisation de ce mémoire. J'aimerais également remercier mes parents, Jean-Claude et Jacqueline, ma sœur Mélissa ainsi que ma compagne Rébecca pour leurs encouragements tout au long de mes recherches.

Épisode déterminant de l'histoire coloniale nord-américaine, la guerre de la Conquête est principalement née des rivalités coloniales entre la France et l'Angleterre¹. Amorcée sous forme d'escarmouches dans la vallée de l'Ohio en 1754, le conflit se propage rapidement aux autres colonies ou comptoirs possédées par ces nations que ce soit en Afrique, aux Antilles ou en Inde. Déclarée officiellement en 1756, cette guerre touche également l'ensemble de l'Europe qui devient rapidement, en terme d'effectifs, le foyer des principaux combats. S'y opposent alors le camp français, qui allie à la France l'Autriche, la Russie, l'Espagne et la Suède, et le camp anglais qui réunit l'Angleterre à la Prusse. En Amérique du Nord, les campagnes militaires ont principalement lieu de l'été à l'automne sur les axes de communication permettant le passage des forêts situées aux frontières sud de la Nouvelle-France². Située en dehors des lieux habités, la guerre de la Conquête se déroule en deux grandes phases. La première, qui va de 1755 à 1757, est à l'avantage de la France qui bien qu'elle y perde l'Acadie continentale, résiste et passe à l'offensive sur les lacs Ontario et Champlain, en direction d'Albany. Parallèlement à ces attaques, les alliés amérindiens de la région des Grands Lacs procèdent à la dévastation des habitations de l'ouest des colonies anglaises. En 1758 toutefois, le vent tourne et les Britanniques s'emparent graduellement des régions périphériques de la Nouvelle-France, ce qui force l'armée française à se replier vers la vallée du Saint-Laurent où se trouve l'essentiel de la population coloniale française. Survient alors le siège de Québec de 1759 durant lequel sont ravagés, pendant trois mois, la majeure partie de la ville de Québec et la plus grande partie du gouvernement du même nom; la cité sous l'effet des bombardements et les campagnes par la torche des Anglo-Américains. La prise de la capitale en septembre de cette année-là est suivie en 1760 par la capitulation de Montréal et de l'ensemble de la colonie.

Parallèlement aux opérations militaires, la guerre de la Conquête est marquée par une série de perturbations démographiques. Tout au long du conflit d'abord et même après, la vallée du Saint-Laurent doit accueillir bon nombre de réfugiés acadiens fuyant

¹ Pour désigner la guerre qui s'étend de 1754 à 1760 en Amérique du Nord, nous utilisons le qualificatif «de la Conquête» de préférence à «de Sept Ans» qui convient davantage à la phase européenne du conflit qui va de 1756 à 1763. Bien que le terme «Conquête» n'ait pas toujours été le plus neutre qui soit, il nous semble tout de même être le plus approprié dans l'optique d'une étude portant exclusivement sur la phase américaine d'un conflit composé de champs d'opérations relativement isolés.

² Ces axes de communication sont la rivière Ohio, le lac Ontario et le lac Champlain auxquels s'ajoute le golfe du Saint-Laurent à la fin du conflit.

les déportations de 1755-1758. Cette arrivée inattendue de nouvelles bouches à nourrir provoque une forte sollicitation sur l'agriculture canadienne qui doit déjà contribuer à l'approvisionnement des soldats français et des alliés amérindiens³. Ce problème logistique est d'autant plus grave que la levée des milices hypothèque déjà les plus jeunes hommes des campagnes du début de l'été au milieu de l'automne. Les campagnes, et les villes surtout, sont donc régulièrement touchées par la famine dont la menace s'accroît à mesure que les approvisionnements d'appoint acheminés de France ne parviennent plus à traverser le blocus de la flotte britannique. Conjugué au climat capricieux des dernières années de la décennie, ces événements provoquent une série de mauvaises récoltes qui contribuent à la hausse vertigineuse du prix des denrées. Parallèlement aux troubles alimentaires qui les affectent, les Canadiens sont également touchés par les maladies qui prolifèrent davantage à cause des virus propagés par les soldats français, rendus malades lors des traversées transatlantiques, et par les Acadiens réfugiés, affaiblis par leur fuite. Bien qu'ils soient souvent vecteurs de maladies, ces deux groupes comblent néanmoins une partie de la brèche démographique créée par la mortalité survenue chez les Canadiens durant la guerre. En effet, entre 1755 et 1760, ils sont au moins 700 soldats et près de 2 000 Acadiens à s'installer définitivement dans la vallée laurentienne⁴. Ainsi, bien que les combats ne touchent le territoire habité du Canada qu'à la toute fin du conflit, leurs effets indirects eux, sont ressentis dès 1755 chez l'ensemble des Canadiens.

Source de perturbations démographiques majeures dans l'histoire coloniale canadienne, la guerre de la Conquête n'a que récemment été traitée sous cet angle. En effet, les historiens des XIX^e et du début du XX^e siècle, qui se sont presque exclusivement basés sur les journaux de guerre et la correspondance de l'époque, se sont

³ Selon Mario Boleda, un total de 6 177 militaires français seraient venus au Canada entre 1755 et 1760. Ce nombre représente près de 55% des 11 071 militaires envoyés dans la colonie entre la fondation de Québec en 1608 et la chute de la Nouvelle-France en 1760. Mario Boleda, « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent », *Histoire Sociale – Social History*, Vol. XXIII, no 45 (mai 1990), p.165.

⁴ Au sujet des Acadiens réfugiés dans la vallée du Saint-Laurent, John Dickinson estime qu'ils sont près de 2 000 à s'être rendus sur les rives du Saint-Laurent entre 1755 et 1763 et qu'ils sont près de 3 000 au total à avoir gagné le Canada avant 1775. Dans John Dickinson, « Les réfugiés acadiens au Canada, 1755-1775 », *Études Canadiennes/Canadian Studies*, no 37, 1994, p.60. Pour le nombre de soldats venus dans la colonie voir Yves Landry, *Quelques aspects du comportement démographique des troupes de terre envoyées au Canada pendant la guerre de Sept ans*, Thèse de M.A. (Histoire), Université de Montréal, 1977, p.148. À noter que cette immigration acadienne et militaire compense également en partie pour le départ de près de 4 000 individus, soit de 5 à 6% de la population canadienne, qui sont retournés en France avec le changement de régime. Dans Robert Larin, *Les Canadiens passés en France à la Conquête, un portrait vu de la Guyane (de 1754 à 1805)*. Thèse de Ph. D. (Histoire), Université de Montréal, 2002, p.62.

surtout intéressés à la facette politico-militaire du changement de régime. Cette histoire classique traite donc abondamment des opérations tactiques, des différends entre militaires français et canadiens, à ceux opposant Montcalm et Vaudreuil surtout, aux magouilles de l'intendant Bigot et aux politiques métropolitaines. Cette approche est celle de François-Xavier Garneau, de Arthur Doughty, de Henri-Raymond Casgrain, de Thomas Chapais et de Lionel Groulx qui, bien qu'ils laissent parfois paraître des éléments de crise démographique dans leurs textes, ne les présentent généralement que dans une optique militaire et de manière très brève, sans autres détails que ceux fournis par les auteurs sur lesquels ils se basent⁵. Cette couverture de la Conquête demeure figée pendant longtemps et Guy Frégault, dans son ouvrage sur *La guerre de la Conquête*, publié en 1955, en est toujours à souligner que ce conflit est beaucoup plus qu'une série de batailles et de sièges et qu'il « comporte tant d'aspects que l'étude en est, à vrai dire, inépuisable »⁶. Malgré ce constat, Frégault lui-même ne s'attarde pas à l'analyse des impacts démographiques de la guerre et se concentre plutôt sur l'étude des objectifs des belligérants. Il faut donc attendre le développement au Canada de la démographie historique pour assister à l'émergence de nouvelles approches dans le traitement historiographique de la Conquête. Née en France, cette discipline, cherche effectivement à « reconstituer scientifiquement les caractères démographiques des populations anciennes » par l'entremise de documents trop souvent négligés par les historiens, soit les registres paroissiaux et les actes notariés⁷. Cette méthode permet donc d'aller au-delà des observations vagues des contemporains de la Conquête et d'obtenir un meilleur portrait des effets de la guerre. Le précurseur de cette approche au Canada, Jacques Henripin, et plus tard Hubert Charbonneau, définissent ainsi, dès leurs premiers travaux, les grandes lignes du comportement démographique des Canadiens pendant la guerre, soit l'interruption momentanée de la nuptialité et de la fécondité, l'augmentation des cas de

⁵ François-Xavier Garneau, *Histoire du Canada*, Tome II, Cinquième édition, Paris, Librairie Félix Alcan, 1920. ; Lionel Groulx, *Histoire du Canada français depuis la découverte*. Tome I : *Le Régime français*. Montréal/Paris, FIDES, 1960. ; Arthur Doughty, *The siege of Quebec and the battle of the plains of Abraham*, Québec, Dussault et Proulx, 1901. ; Henri-Raymond Casgrain, *Montcalm et Lévis*. Tours, Alfred Mame et Fils, 1899. ; Thomas Chapais, *Le marquis de Montcalm (1712-1759)*, Québec, J-P Garneau, 1911.

⁶ Guy Frégault, *Histoire de la Nouvelle-France. Tome IX : La guerre de la Conquête*, Montréal, FIDES, 1955, p.10.

⁷ Jacques Dupaquier, *Introduction à la démographie historique*, Paris, Gamma, 1974, p.15.

naissances illégitimes liées à la présence de soldats, et les hausses brutales de la mortalité chez les civils⁸.

Les nouvelles possibilités offertes par la démographie historique provoquent rapidement un éclatement des sujets d'études auprès des chercheurs qui se spécialisent désormais dans l'analyse de phénomènes précis de la guerre de la Conquête auparavant négligés. Dans ce groupe, nous retrouvons Yves Landry et Gilles Proulx, qui ont traité des comportements démographiques des militaires, John A. Dickinson qui s'est penché sur l'exode et l'implantation des réfugiés acadiens au Canada, et Louise Dechêne qui a abordé le problème des subsistances pendant la guerre⁹. Le comportement démographique des Canadiens et la réaction des institutions locales face à la Conquête ont également été abordés par les historiens des cinquante dernières années. Toutefois, peu d'entre eux ont fait de la guerre de la Conquête l'élément central de leurs travaux, à l'exception peut-être de Marcel Trudel qui s'est intéressé aux fractures et aux éléments de continuité existant dans les institutions canadiennes entre le Régime français et le Régime militaire anglais¹⁰. Chez les auteurs de monographies paroissiales et seigneuriales, qui s'attardent pourtant à l'évolution d'une région précise du Canada, la guerre de la Conquête n'est pratiquement jamais abordée de front. Ainsi, dans son étude sur la seigneurie de La Prairie par exemple, Louis Lavallée néglige la période de la Conquête en tant qu'événement bien qu'il souligne que cette guerre constitue une « période charnière [...] où tout s'agite (et pas seulement les militaires) au gré d'un conflit dont La Prairie a été de par sa géographie l'un des témoins privilégiés les plus attentifs »¹¹. Or,

⁸ Jacques Henripin, *La population canadienne au début du XVIII^e siècle : Nuptialité-Fécondité-Mortalité infantile*, Paris, PUF, 1954. et Hubert Charbonneau, *La population du Québec : études rétrospectives*, Montréal, Boréal Express, 1973.

⁹ Yves Landry, Quelques aspects du comportement démographique des troupes de terre envoyées au Canada pendant la guerre de Sept ans, *op. cit.*; John A. Dickinson, « Les réfugiés acadiens au Canada, 1755-1775 », *op. cit.*; John A. Dickinson, « Les chemins migratoires et l'établissement des Acadiens à Saint-Denis au XVIII^e siècle ». Les cahiers la Société historique acadienne, 29, 1 et 2 (mars-juin 1998). Louise Dechêne, *Le partage des subsistances au Canada sous le régime français*. Montréal, Boréal, c1994. 283p.

¹⁰ Marcel Trudel, *Histoire de la Nouvelle-France, Tome X : Le Régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France 1759-1764*, Montréal, FIDES, 1999.

¹¹ Louis Lavallée, *La Prairie en Nouvelle-France 1647-1760 : Études d'histoire sociale*, Montréal/Kingston, McGill-Queen's University Press, 1992, p.73. Colin Coates quant à lui reprend les mêmes observations de Lavallée mais toujours sans chercher à connaître l'ampleur des impacts de la guerre sur son territoire d'étude. Ainsi, il affirme par exemple pour les paroisses de Batiscan et de Saint-Anne-de-la-Pérade, que « si aucune bataille de la guerre de Sept Ans ne s'est déroulée dans la région, les répercussions sur la démographie [en] sont indéniables. Une augmentation observable du nombre

comme le souligne Alain Laberge dans sa thèse sur les seigneuries de la Grande Anse, les années troublées de la Conquête « mériteraient [...] une étude approfondie pour mieux comprendre l'impact du conflit armé sur la société civile »¹². La spécialisation des travaux des historiens des dernières décennies s'est ainsi faite aux dépens d'une vision globale des troubles démographiques vécus à la Conquête dans les villes et les campagnes canadiennes. Ce vide historiographique nous amène donc, compte tenu de l'ampleur des troubles entourant cette guerre et le changement de régime qui la suit, à nous attarder aux impacts démographiques de la guerre de la Conquête sur la société et les institutions de l'Île d'Orléans entre 1750 et 1765.

Notons d'abord que le peu d'informations que nous avons au sujet des campagnes durant le conflit a justifié notre décision initiale de traiter des perturbations démographiques des paroisses rurales plutôt qu'urbaines. En effet, le sort des villes nous est beaucoup mieux connu grâce aux écrits des officiers généraux qui y résident et qui ne passent souvent par les campagnes que pour se rendre aux forts situés en dehors des zones habitées¹³. Le choix de l'Île d'Orléans s'explique par son cadre insulaire relativement isolé par le fleuve Saint-Laurent qui, s'il ne constitue pas une barrière infranchissable, demeure un obstacle naturel considérable facilitant l'étude à laquelle nous nous astreignons. L'Île d'Orléans présente également l'avantage d'avoir connu l'ensemble des perturbations liées à la guerre de la Conquête et ce par l'entremise de l'accueil des réfugiés acadiens et du cantonnement du troisième bataillon du régiment de Berry aux hivers de 1757-1758 et de 1758-1759. À ce sujet, puisque le territoire orléanais représente l'un des rares espaces saturés du Canada au XVIII^e siècle, à cause de l'ancienneté de son peuplement et de son étendue limitée, il est également intéressant d'y observer si l'intégration d'étrangers au sein des familles décimées par la guerre y est plus

d'enterrements dans les paroisses démontre combien les souffrances peuvent être cruelles même quand la guerre est loin.» Colin M. Coates, *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*, Sillery, Septentrion, 2003, p.76.

¹² Alain Laberge, « Mobilité, établissement et enracinement en milieu rural: le peuplement des seigneuries de la Grande anse sous le régime français (1672-1752) », Thèse de Ph. D. (Histoire), Toronto, Université de York, 1987, p.13-14.

¹³ Comme le souligne Louise Dechêne au sujet des années difficiles de la fin du Régime français: « Nous ne savons pas vraiment comment les campagnes ont vécu cette décennie de confrontation quasi permanente avec l'administration, où le problème de la stricte subsistance de chaque famille, de chaque paroisse, revient d'année en année, à côté de toutes les autres calamités engendrées par la guerre. Nous connaissons un peu mieux les malheurs des villes auxquels les contemporains, qui les ont eu sous les yeux, sont plus sensibles. » Dans Louise Dechêne, *op. cit.*, p.155.

grande qu'en temps de paix. Ou du moins, de voir dans quelle proportion les nombreux Français et Acadiens qui y passent alors s'unissent aux éléments de l'excédent démographique orléanais avant de s'installer ailleurs¹⁴. Un autre élément d'intérêt justifiant le choix de notre cadre territorial est la destruction d'une partie des paroisses de l'Île par les soldats britanniques lors du siège de Québec de 1759. En effet, étant située en territoire contrôlé par l'armée britannique du début à la fin du siège, l'Île d'Orléans partagerait apparemment le même sort que tout l'est du gouvernement de Québec qui est ravagé afin d'affamer la colonie en cas d'échec. Or, si les sinistrés de la Côte-du-Sud et de la région de Baie-Saint-Paul peuvent trouver refuge dans les bois de leur arrière-pays, les insulaires eux, ne peuvent bénéficier d'aucun abri et sont donc obligés d'évacuer en entier leurs paroisses de la fin du mois de mai à la fin du mois de septembre 1759 alors qu'ils trouvent refuge dans les bois de Charlesbourg, soit derrière l'armée française postée tout le long de la côte de Beauport. Le peu d'information dont nous disposons sur les conditions de vie des habitants de l'Île d'Orléans lors de ce déplacement forcé et les lacunes historiographiques entourant l'évaluation de l'ampleur des dommages matériels survenus sur l'île lors de cet épisode ont donc également motivé le choix du cadre géographique de notre mémoire¹⁵.

Comme l'Île d'Orléans compte un nombre élevé d'habitants à la fin du Régime français, soit près de 2 500 âmes, nous avons dû limiter notre étude à deux de ses cinq paroisses, ce qui constitue tout de même un échantillon considérable. Notre choix s'est porté sur les deux paroisses de la pointe sud de l'Île d'Orléans, soit Saint-Pierre et Saint-Laurent, qui ont servi en partie de campement pour l'armée britannique lors du siège de Québec de 1759. En ce qui a trait à notre période d'étude, le choix d'étendre nos

¹⁴ À ce sujet voir Yves Landry et Réal Bates, « Notes de recherche : Population et reproduction sociale à l'Île d'Orléans aux XVII^e et XVIII^e siècles », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 45, 3 (hiver 1992), p.403-413, Gérard Bouchard, Jeannette Larouche et Lise Bergeron « Donation entre vifs et inégalités sociales au Saguenay. Sur la reproduction familiale en contexte de saturation de l'espace agraire », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 46, 3, p. 443-461 et Karine Légaré, « Préserver et partager. La reproduction familiale en terroir plein. La paroisse du Château-Richer au XVIII^e siècle », *Mémoire de M.A. (Histoire)*, Québec, Université Laval, 2000, 113p.

¹⁵ Nous n'avons effectivement que peu d'informations sur l'Île d'Orléans et ses habitants aux alentours du siège de 1759. Les travaux des historiens se sont surtout concentrés sur les régions de la Côte-du-Sud et de Charlevoix au sujet desquels nous disposons d'informations tirées du rapport de Scott. Voir Gaston Deschênes, *L'année des Anglais : la Côte-du-sud à l'heure de la conquête*, Québec, Septentrion, 1988, 180p. et Jean-Paul-Médéric Tremblay, *Tout un été de guerre : la conquête anglaise vue de la Baie Saint-Paul (1735-1785)*, Sainte-Foy, Publication de la Société d'histoire de Charlevoix, 1986. 116p.

recherches aux cinq années qui précèdent et suivent les principaux combats nous semble être l'idéal afin de bien connaître l'état de nos paroisses en période de paix, de crise et de reconstruction. À ce sujet, nous entendons par période de conflit en Amérique du Nord les années qui vont de 1755 à 1760, soit l'époque où sont stationnés au Canada des bataillons des troupes de terre de l'armée française. L'année 1754, dont les accrochages dans la région de l'Ohio marquent les débuts officiels du conflit, n'est pas comprise dans cette période puisque les événements de cette année-là ne touchent pas davantage les populations civiles du Canada que les années de l'entre-deux guerre qui s'étalent entre 1748 et 1755.

Notre mémoire cherche donc à mieux cerner la réaction démographique des Canadiens des campagnes, et par le fait même l'état matériel de leurs institutions et de leurs infrastructures locales, en regard des différentes perturbations vécues dans la colonie entre 1755 et 1760. Notre ambition n'est pas d'établir un modèle des comportements démographiques des Canadiens applicable à l'ensemble de la colonie mais plutôt de dresser un portrait local des impacts de la guerre de la Conquête afin de permettre d'éventuelles comparaisons avec les autres parties du gouvernement de Québec et du reste du Canada.

S'inscrivant dans la lignée des travaux réalisés depuis les cinquante dernières années, notre étude fera d'abord appel aux registres paroissiaux. Ces derniers, par la collecte des actes de baptême, de mariage et de sépulture, nous permettront de mieux connaître le profil démographique de nos paroisses et de compenser pour la perte, dans le cas de l'Île d'Orléans, du recensement de 1762. Complément essentiel de ces registres, les actes notariés concernant les habitants de nos deux paroisses entre 1750 et 1765 seront également utilisés afin de cerner l'état des biens meubles et immeubles des Orléanais à la suite des ravages de 1759. Les comptes de la fabrique de la paroisse de Saint-Pierre, qui nous sont heureusement parvenus, seront également consultés pour connaître l'état des biens ecclésiastiques au sortir de la guerre. Finalement, les journaux de guerre et la correspondance officielle des officiers de l'époque seront consultés afin d'en tirer certaines observations relevées par les contemporains¹⁶.

¹⁶ À noter que nous avons mis de côté la presque totalité des témoignages oraux recueillis aux XIX^e et au XX^e siècle auprès des résidents de l'Île d'Orléans. Transmis de génération en génération, ces témoignages

Dans un premier temps, nous procéderons à un état des lieux des paroisses étudiées qui comprendra une description géographique et historique des paroisses qui sera suivie de la présentation du profil démographique général des populations de Saint-Pierre et de Saint-Laurent. Nous passerons ensuite à l'évaluation de l'ampleur réelle des destructions de 1759 sur le patrimoine bâti, ecclésiastique et domestique de nos paroisses. L'analyse détaillée de l'évolution de la mortalité, de la nuptialité et de la fécondité dans nos paroisses entre 1750 et 1765 complètera finalement notre étude des impacts sociaux de la Conquête.

sont trop souvent entremêlés de légendes et d'éléments qui nous semblent pigés dans les anciennes monographies historiques de l'Île. Ces dernières en effet, en traitant des principaux faits marquants du siège de 1759, ont tôt fait de rafraîchir la mémoire des Orléanais, soit dès la fin du XIX^e siècle. De toute façon, comme le souligne Vincent Pouliot dans un mémoire sur le discours légendaire, il semble que les résidents âgés actuels de l'Île d'Orléans ne conservent de leurs ancêtres qu'un « vague souvenir de l'invasion de 1759 ». Voir dans Vincent Pouliot, *Le discours légendaire à l'Île d'Orléans*, M.A. (Lettres), Université Laval, 1992, p.26-27.

Chapitre I : Population et territoire de l'étude.

Avant de procéder à l'analyse des désordres démographiques et économiques vécus par les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent de l'Île d'Orléans à la fin du Régime français et au début du Régime britannique, nous allons d'abord dresser un état des lieux du cadre géographique, institutionnel et historique de notre territoire d'étude. S'ensuivra un portrait de l'évolution démographique générale de l'Île d'Orléans et de ses paroisses entre 1750 et 1765 suivi d'un rappel des principaux événements vécus par les Orléanais au moment du siège de Québec de 1759 dont l'importance mérite que l'on s'y attarde tout particulièrement.

1) Géographie physique et historique de Saint-Pierre et de Saint-Laurent.

Située dans l'environnement immédiat de la ville de Québec, l'Île d'Orléans s'étend sur près de 192 km². Longue de 34 km contre huit dans sa partie la plus large, cette île divise le fleuve en deux chenaux : celui du nord, parsemé de hauts-fonds «navigables que pour les petits bâtiments», et celui du sud, utilisé par « les plus forts vaisseaux »¹⁷. À l'exception d'une falaise abrupte sur le côté nord, qui s'élève à près de 145 mètres au-dessus du niveau de la mer, l'Île d'Orléans est peu accidentée et présente un relief assez uniforme parsemé de collines et de petits ruisseaux¹⁸. Milieu insulaire, ce territoire profite d'un microclimat favorable au développement de l'agriculture qui bénéficie de « l'influence maritime [qui] a pour effet de diminuer les écarts de températures entre le jour et la nuit et d'adoucir le passage des saisons » ce qui, « combiné avec le fort potentiel d'agriculture qu'ont les terres de l'île, font de celle-ci une région à haut rendement agricole »¹⁹.

¹⁷ Nicolas-Gaspard Boucalt, « État présent du Canada, dressé sur nombre de mémoires et connaissances acquises sur les lieux, par le sieur Boucalt (1754) », Québec, *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1920-1921, p.30-31.

¹⁸ Lorraine Guay, *Le Saint-Laurent insulaire : étude géographique*, Thèse de Ph.D. (Géographie), Québec, Université Laval, 2000, p.41.

¹⁹ Nathalie Giguère, Éric Laflamme, Anne Scallion, Réjean Tardif et Sandra-Joan THÉRIAULT, *La situation socio-économique de l'Île d'Orléans*. Thèse de M.A. (Aménagement), Québec, Université Laval, 1994, p.27. À ce sujet, la *Commission de protection du territoire agricole du Québec* souligne que « 17 141 hectares ou 95% de la superficie de la zone agricole [de l'Île d'Orléans], offre un très bon potentiel pour l'agriculture » et que « les sols des premières classes, classes 2 et 3 [...] couvrent 14 276 hectares ou 79% de la zone agricole. Dans Michel Dubé, *Le zonage agricole, un bilan*, Commission de protection du territoire agricole du Québec. Section A. Île d'Orléans, Section B. Côte de Beaupré. 1984, p.9.

D'abord connue des Amérindiens sous le nom de « Minigo », l'Île est successivement rebaptisée « Île de Bacchus » puis « Île d'Orléans » par Jacques Cartier. Ainsi nommée en hommage au duc d'Orléans, fils de François Ier et futur Henri II, cette dénomination s'implante solidement dans l'usage populaire et résiste par la suite à toute modification²⁰. À partir de 1675 toutefois, suite à l'érection en comté de l'Île d'Orléans, celle-ci prend officiellement le titre « d'Isle et comté Saint-Laurent ». L'usage populaire l'emporte néanmoins sur cette appellation artificielle qui, pour l'essentiel, ne se retrouve que dans certains documents officiels où l'on mentionne d'ailleurs le plus souvent les deux toponymes²¹.

Créée en même temps que la seigneurie de Beaupré, soit le 15 janvier 1636, la seigneurie de l'Île d'Orléans est d'abord concédée à Jacques Castillon. Le 29 février de la même année toutefois, les deux seigneuries sont mises en commun et redivisées en huit parts que possèdent autant de propriétaires. Le lendemain, ces derniers s'unissent au sein de la « Compagnie de Beaupré » afin d'administrer l'ensemble de leurs possessions. Entre 1662 et 1668, les différentes parts sont rachetées par Monseigneur de Laval qui se départit toutefois de la seigneurie de l'Île d'Orléans en 1675 afin d'acquérir l'Île Jésus en échange. Le nouveau propriétaire, François Berthelot, voit sa nouvelle acquisition érigée en fief noble la même année alors qu'elle devient, par édit royal, « Isle et comté de Saint-Laurent »²². En 1702 toutefois, Berthelot vend son fief à Charlotte-Françoise Juchereau mais le récupère dès 1708 à la suite d'un non-paiement. La seigneurie change à nouveau de mains en 1712 au moment de son acquisition par Guillaume Gaillard qui en demeure le propriétaire jusqu'à sa mort en 1729. Reprise par les enfants de Guillaume, Joseph-Ambroise et Jean-Baptiste Gaillard, l'Île d'Orléans est divisée en deux parties en 1748. La moitié sud, comprenant les paroisses de Saint-Pierre, de Saint-Laurent et d'une partie des paroisses de Saint-Jean et de Sainte-Famille, va alors à Joseph-Ambroise Gaillard, et

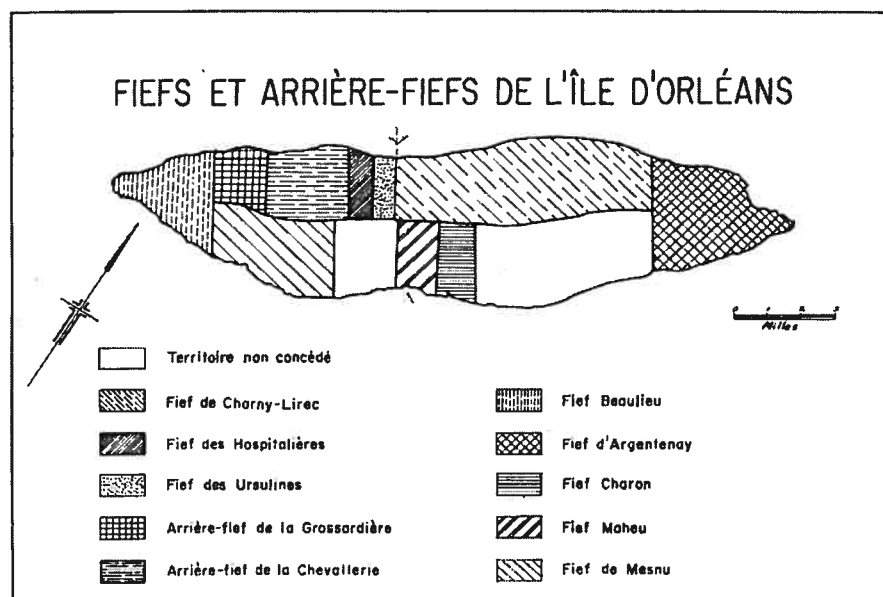
²⁰ De 1651 à 1656, l'Île d'Orléans est également connue sous le nom « d'Île Sainte-Marie » en souvenir de l'une des missions jésuites de la région des Grands Lacs d'où proviennent la plupart des Hurons qui trouvent temporairement refuge à l'Île d'Orléans suite aux attaques iroquoises.

²¹ Dans son « État présent du Canada » de 1754, Nicolas-Gaspard Boucault affirme que « l'isle et comté St-Laurent, qui était anciennement appelée l'isle d'Orléans et [...] l'est encore par la plus grande partie des habitants de cette isle et du voisinage ». Nicolas-Gaspard Boucault, *op. cit.*, p.30.

²² « Lettres d'érection en comté de l'Île Saint-Laurent (Île d'Orléans) en faveur de François Berthelot », dans Pierre-George Roy, *Lettres de noblesse, généalogie, érection de comtés et baronnie insinuées par le Conseil souverain de la Nouvelle-France*, volume I, Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1920, p.81-84.

la partie nord, comprenant l'autre partie des paroisses de Saint-Jean et de Sainte-Famille ainsi que la paroisse de Saint-François, va aux trois enfants mineurs du défunt Jean-Baptiste Gaillard. En 1752, la partie sud de l'Île, comprenant les deux paroisses de notre étude, passe aux mains du chirurgien et négociant Jean Mauvide qui en demeure propriétaire jusqu'en 1779. L'autre partie demeure la propriété de la succession de Jean-Baptiste Gaillard jusqu'en 1764, alors qu'elle devient la propriété de James Murray, lieutenant du 78^e régiment.

Division en fiefs et en arrière-fiefs de l'Île d'Orléans au XVII^e siècle²³.



Ainsi, aux débuts de la guerre de la Conquête, l'Île d'Orléans est la propriété à la fois de Jean Mauvide et de la succession de Jean-Baptiste Gaillard²⁴. À cette division bipolaire donc, s'ajoute celle provoquée par le découpage dans le territoire de l'Île, entre 1641 et 1661, d'une série de fiefs et arrière-fiefs qui sont cédés à des individus ou des communautés religieuses. De dimensions inégales, ces entités représentent toutefois peu de chose dans le sentiment d'appartenance des habitants de l'Île qui se définissent davantage selon leurs paroisses respectives²⁵. À ce sujet, dans les débuts du peuplement,

²³ Jean Poirier, *La toponymie historique et actuelle de l'Île d'Orléans*, Québec, 1961, p.23.

²⁴ Pierre-George Roy, *Inventaire des concessions en fief et seigneurie fois et hommages et aveux et dénombrement conservés aux archives de la province de Québec*, Vol. I, Beauceville, Archives de la Province de Québec, 1927, p.67-84.

²⁵ Seuls les habitants de Saint-François de l'Île d'Orléans peuvent véritablement s'identifier à leur fief, celui d'Argentenay, qui recoupe intégralement le territoire de leur paroisse. Les actes notariés concernant

qui s'amorce véritablement à la fin des années 1650, les habitants de l'Île d'Orléans relèvent tous de la paroisse de Sainte-Famille dont la fondation remonte à 1666. Toutefois, avec la progression rapide des défrichements, quatre nouvelles paroisses en sont détachées afin de mieux desservir la population. Créées en 1679, ces nouvelles paroisses sont celles de Saint-François-de-Sales, de Saint-Jean-Baptiste, de Saint-Pierre-et-Saint-Paul et de Saint-Paul (la future Saint-Laurent)²⁶. Les limites de ces paroisses sont clairement définies par les procès-verbaux dressés par Collet, entre le 4 février et le 3 juin 1721²⁷. Ainsi, il est d'abord précisé au sujet de Saint-Pierre qu'elle « est de deux lieues et demie ou environ le long du fleuve Saint-Laurent sçavoir une lieue et douze arpents à prendre du costé d'en bas depuis la rivière du Pot à Beurre jusqu'à l'église de cette paroisse, et d'une lieue et vingt cinq arpens ou environ depuis la ditte église jusqu'au bout d'en haut de cette isle »²⁸. La paroisse de Saint-Pierre comprend donc toute la pointe sud-ouest de l'Île, communément appelée le « bout-de-l'Île ». Au sujet de cette pointe, l'ordonnance du 3 mars 1722 précise que les habitants de cette région ayant leur habitation du côté sud devront payer leur dîme au curé de Saint-Laurent plutôt qu'à celui de Saint-Pierre et ce même s'ils font pourtant partie de cette dernière²⁹. Le « bout-de-l'Île » ne sera détachée de Saint-Pierre qu'en 1870 sous le nom de Sainte-Pétronille.

les habitants de cette paroisse mentionnent d'ailleurs souvent les deux appellations. À noter qu'à la fin du Régime français, des différents fiefs et arrière-fiefs concédés dans l'Île d'Orléans, il n'en subsiste que sept : ceux de Beaulieu et de la Grossardière (propriété de la succession de Jacques Gourdeau), d'Argentenay (propriété de François Martel de Brouague), de la Chevalerie (propriété de la famille Riverin), de Mesnu (propriété de la famille Duchesnay), des Hospitalières et des Ursulines qui sont la propriété des deux communautés religieuses du même nom. Dans André Bérubé, *Histoire du régime seigneurial dans la vallée du Saint-Laurent : Évaluation des ressources in situ*, Commission des lieux et monuments historiques du Canada, 1990, p.163-171.

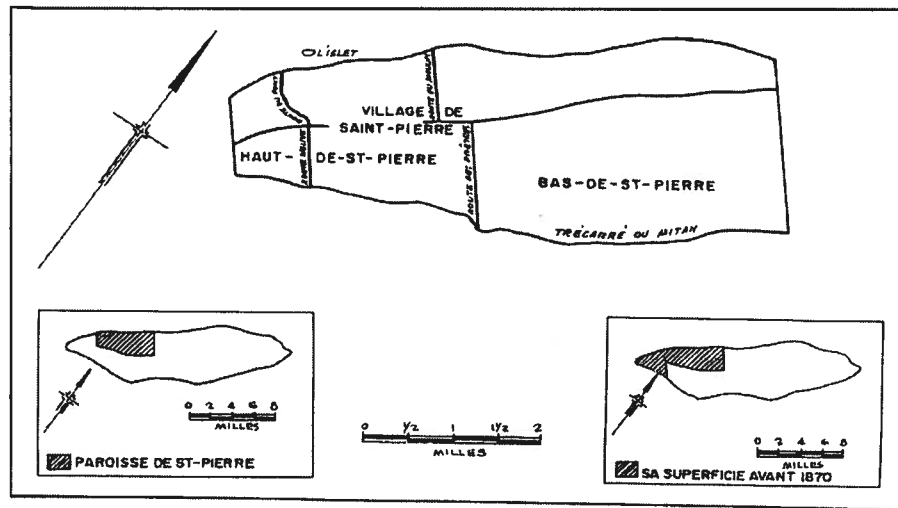
²⁶ La paroisse de Saint-Laurent ne prend son nom définitif qu'en 1698. Avant cette date elle est connue sous l'appellation de Saint-Paul. Ce changement d'appellation ne se fera toutefois pas sans heurts puisqu'il nécessite un transfert houleux de reliques entre les deux paroisses.

²⁷ Ces procès-verbaux sont dressés dans l'ensemble de la colonie afin de déterminer les limites exactes des districts paroissiaux nécessaires au paiement équitable des dîmes. La réalisation en est confiée à Benoît-Mathieu Collet, procureur général du Conseil Supérieur, assisté de Nicolas-Gaspard Boisseau. Les conclusions de cette enquête sont confirmées par un arrêt du Conseil d'État du 3 mars 1722 et sont enregistrées au Conseil Supérieur le 5 octobre suivant. Dans Mathieu-Benoît Collet, « Procès-verbaux du procureur général Collet sur le district des paroisses de la Nouvelle-France, annotés par M. l'abbé Ivanhoé Caron », Québec, *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1922-1923. p.262-263.

²⁸ *Ibid.*, p.350.

²⁹ Poirier, *op. cit.*, p.33.

Limites de la paroisse de Saint-Pierre et Saint-Paul de l'Île d'Orléans.³⁰



Dans le cas de la paroisse de Saint-Laurent, le procès-verbal mentionne qu'elle est « de deux lieues et un quart ou environ, scavoir une lieue ou environ le long du fleuve à prendre du costé d'en bas depuis la rivière Maheu jusqu'à la ditte église parroissiale de St-Laurent, et une lieue et un quart ou environ depuis la ditte église en remontant le long du fleuve jusqu'à l'habitation de Pierre Gosselin, icelle comprise »³¹. Concrètement donc, Saint-Laurent n'est séparée de Saint-Jean, à l'est, que par un simple ruisseau que l'on appelle « la rivière Maheu ». À l'ouest, elle n'est séparée de Saint-Pierre que par une modeste habitation et au nord par une ligne imaginaire appelée « Trait-Carré » ou « Mitan » qui sépare l'Île par son centre. Le seul obstacle naturel majeur existant entre Saint-Laurent et Saint-Pierre est «une lisière de bois qui va du haut au bas, [et] que les habitants conservent pour leur usage et chauffage »³². Au travers ces bois passe tout de même un sentier appelé « la route des prêtres » et qui est suffisamment ancien pour figurer sur la carte de Villeneuve de 1689³³. Un autre chemin qui ceinture l'Île et qui relie les cinq paroisses entre-elles, tracé et ordonné par le grand voyer, existe également à partir du début des années 1750.

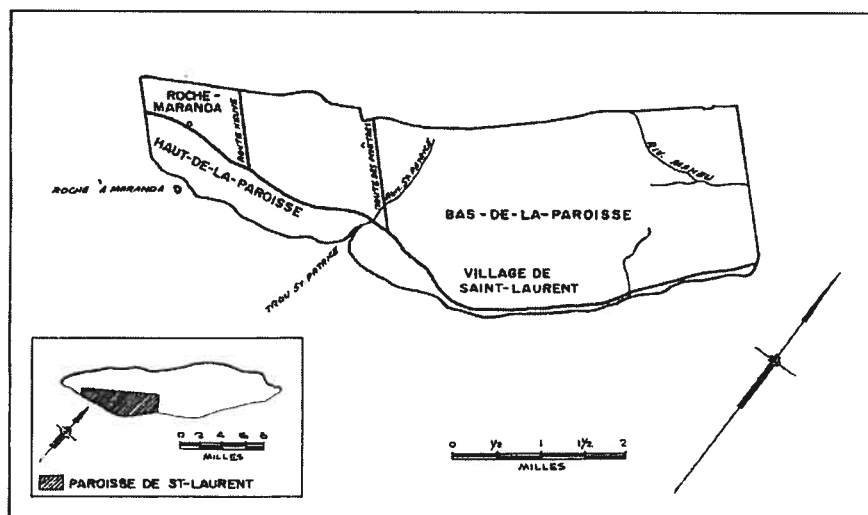
³⁰ *Ibid.*, p.37.

³¹ Collet, *op. cit.*, p.349.

³² Pierre-George Roy, *L'Île d'Orléans*, Québec, Ls A. Proulx, 1928, p.351-352.

³³ Poirier, *op. cit.*, p.65.

Limites de la paroisse de Saint-Laurent de l'Île d'Orléans.³⁴



En plus de l'infrastructure seigneuriale et ecclésiastique mise en place au XVII^e siècle et qui perdure bien au-delà de la Conquête, les habitants de l'Île d'Orléans bénéficient également depuis les années 1660 d'un tribunal seigneurial basé à Château-Richer. Comme toutes les autres cours de ce genre du Canada de la fin du Régime français, le *baillage de Beaupré*, est responsable de la basse et de la moyenne justice survenant dans les seigneuries de Beaupré et de l'Île d'Orléans³⁵. Toutefois, bien qu'il fonctionne jusqu'aux dernières années du régime français, le *baillage de Beaupré* est dissout avec la Conquête en même temps que les autres tribunaux seigneuriaux, ce qui prive les habitants de l'Île d'Orléans d'un service judiciaire favorisant les économies de temps et d'argent³⁶. Désormais, pour arbitrer leurs différends, les Orléanais devront se rendre à Québec qui est le siège d'une cour royale de justice.

2) Évaluation de la population de Saint-Pierre et de Saint-Laurent (1750-1765).

Débuté au milieu du XVII^e siècle, le peuplement de l'Île d'Orléans se déroule en trois grandes phases selon Yves Landry et Réal Bates. Tout d'abord, des premiers établissements des années 1650 aux années 1710, l'Île connaît une forte poussée

³⁴ *Ibid.*, p.183.

³⁵ John A. Dickinson, « La justice seigneuriale en Nouvelle-France : le cas de Notre-Dame-des-Anges », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol. 28, no 3 (décembre 1974). p.323-346. Malheureusement, selon André Lafontaine, « Plus de la moitié des registres du baillage de Beaupré sont perdus, et pour l'Île d'Orléans, les pertes dépassent les quatre-vingt pour cent ». André Lafontaine, *Les baillages de Beaupré et de l'Île d'Orléans*, Sherbrooke, 1987, p.XI-XIV.

³⁶ John Dickinson, « La justice seigneuriale en Nouvelle-France », *op. cit.*, p.339.

démographique qui lui permet d'atteindre dès 1720 les 2 000 habitants. À partir de cette date et ce jusqu'en 1740, le nombre d'habitants progresse toujours mais de façon beaucoup moins considérable suite à la saturation de l'espace agricole. Finalement, de 1740 à 1760, la population totale se stabilise, ayant atteint son expansion maximale avec 2 698 âmes, avant de régresser légèrement³⁷. La terre familiale n'étant pas morcelée à l'excès mais plutôt transmise au bénéfice de l'un des enfants mâles du ménage, le territoire orléanais devient donc, avant même la fin du Régime français, un « espace fermé » générant de nombreux excédents démographiques formés par les exclus de la succession.

De ce portrait général du peuplement de l'Île d'Orléans, nous avons cherché à connaître le nombre précis d'habitants domiciliés à Saint-Pierre et à Saint-Laurent dans la dernière décennie du Régime français et dans le quinquennat qui la suit. Pour ce faire, nous nous sommes d'abord dirigés vers les recensements réalisés en 1762 et 1765 par les autorités britanniques afin de mieux connaître l'état de leur nouvelle conquête. Au sujet du premier, notons qu'il est inutilisable dans le cadre de notre mémoire puisqu'il y manque l'ensemble des données relatives aux cinq paroisses de l'Île d'Orléans³⁸. Cette perte est d'autant plus malheureuse que ce recensement est nominatif et qu'il fait mention du nombre d'enfants et de domestiques, du nombre d'arpents de terre en culture et du cheptel possédé par chaque ménage³⁹. Le recensement de 1765 lui, s'il ne nous donne que le cumul des données nominatives du gouvernement de Québec, a tout de même l'avantage d'y relever les données générales de chacune des paroisses orléanaises. Ainsi, de ce dernier recensement, nous pouvons savoir que les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent comptent respectivement 466 et 471 âmes réparties sur 74 et 76 habitations⁴⁰.

³⁷ Yves Landry et Réal Bates, « Population et reproduction sociale à l'Île d'Orléans aux XVII^e et XVIII^e siècles », *op. cit.*, p.407.

³⁸ Amédée Gosselin, « Le recensement du Gouvernement de Québec en 1762 », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1925-1926, p.2-143.

³⁹ Le recensement de 1762 aurait été utile essentiellement à titre indicatif puisqu'il comprend de nombreuses omissions. Selon Alain Laberge, les lacunes de ce relevé seraient dues au contexte militaire entourant sa conception. Alain Laberge, *op. cit.*, p.19-20.

⁴⁰ Pierre-George Roy, « Récapitulation générale des paroisses dans le Gouvernement de Québec pour l'année 1765 », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1936-1937. p.118-119.

Bien qu'intéressant du point de vue des données générales, le recensement de 1765 ne nous donne pas beaucoup d'indications au sujet de l'évolution quantitative et qualitative de la population de nos paroisses dans les années qui précèdent et qui suivent la guerre. Afin de remédier à cette situation, nous avons d'abord cherché à réaliser le recensement de tous les résidents de nos deux paroisses et ce pour les 31 mars de quatre années différentes, soit 1750, 1755, 1760 et 1765. En ce qui concerne le choix de notre date de recensement, notons que le 31 mars fut choisi en tenant compte du dégel graduel du fleuve et des rivières qui y survient et qui rend plus difficile l'usage des carioles et des embarcations, ce qui stabilise les populations. Ceci étant dit, afin de concevoir notre recensement, nous avons d'abord fait appel aux registres paroissiaux de Saint-Pierre et de Saint-Laurent où nous avons relevé les noms de tous les individus ayant participé, entre 1750 et 1765, à un acte de baptême, de mariage ou de sépulture. Afin de savoir si les individus répertoriés résidaient véritablement dans ces paroisses et si oui, pour combien de temps, nous avons également consulté les greffes notariales par l'entremise du fichier *Parchemin* qui recense l'entête des actes notariés de l'époque. À partir de ce dernier, nous avons donc examiné les greffes de tous les notaires ayant exercé dans les limites du gouvernement de Québec entre 1750 et 1765.

Évidemment, notre tentative de recenser la population de nos deux paroisses par le croisement de deux sources, registres paroissiaux et actes notariés, comporte un certain nombre de limites. Tout d'abord, puisque les fiches de familles du *Registre de la population du Québec ancien* ne rassemblaient pas les actes postérieurs à 1765 au moment de notre enquête, il nous a été difficile de connaître le destin de certains individus dont l'acte de sépulture ou de mariage survient après cette date. Ainsi, dans certains cas, le seul indice de la mort d'un enfant est le baptême d'un frère plus jeune portant le même prénom. De même, nous ne connaissons pas toujours le sort des enfants laissés orphelins par les décès successifs de leurs parents: Demeurent-ils sur place? Sont-ils dispersés auprès de proches parents résident dans une autre paroisse? Nous ne le savons pas toujours avec certitude. Au sujet des célibataires et des individus de passage, les traces qu'ils laissent sont souvent trop étalées dans le temps pour permettre une localisation précise. Même dans le cas des couples, leur localisation n'est pas toujours évidente puisque la naissance et le baptême de leurs enfants peuvent très bien survenir

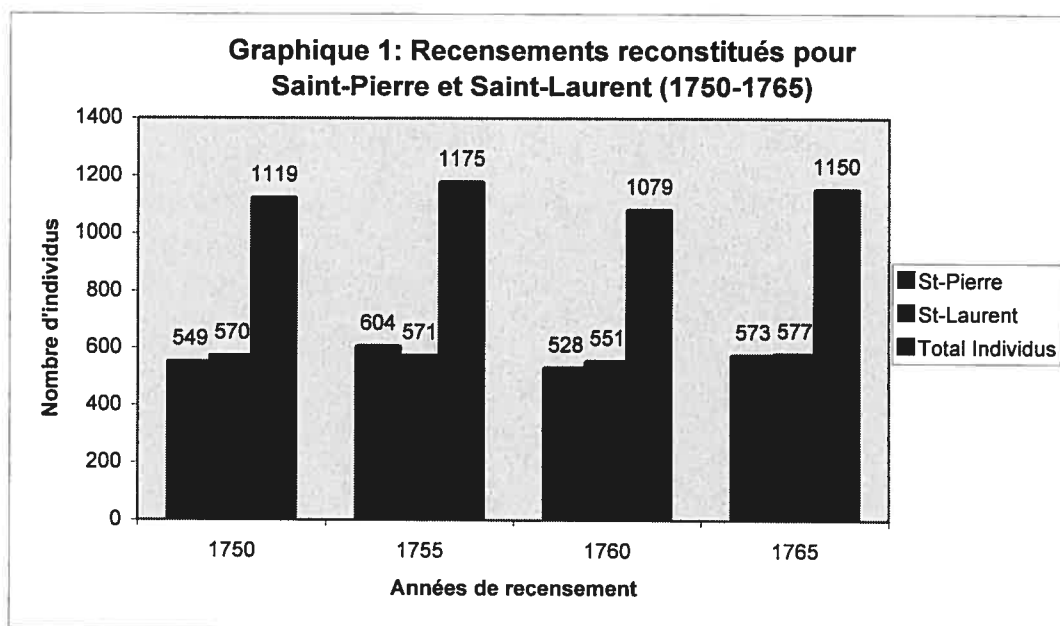
dans la paroisse des parents de l'épouse sans que le couple en question puisse toujours y être considéré comme des résidents de l'endroit⁴¹. Pour résoudre la plupart de ces mystères, il aurait fallu consulter dans le détail un nombre assez considérable d'actes notariés et encore n'y aurions-nous pas trouvé la preuve de la présence de tous les habitants de nos paroisses puisque les greffes des deux principaux notaires de l'Île d'Orléans pour la période, soit Joseph Fortier et Louis Pichet, ont été partiellement détruits lors du siège de Québec⁴².

Ainsi, afin de vérifier la valeur des résultats obtenus, nous avons d'abord comparé nos recensements de 1750 et de 1760 à ceux réalisés pour les mêmes années, mais pour l'ensemble des cinq paroisses de l'Île d'Orléans par Yves Landry et Réal Bates. Pour ce faire, en tenant pour acquis que les paroisses orléanaises comptent des proportions relativement similaires de résidents, ce qui semble être le cas selon les données du recensement historique de 1765, nous avons d'abord divisé par cinq les résultats globaux de Landry et de Bates. La moyenne paroissiale ainsi obtenue fut ensuite multipliée par deux afin de connaître la population équivalente aux deux cinquièmes de l'Île soit à peu près la part de nos paroisses. En terme de résultats pour 1750 et 1760, nos recensements recourent de façon assez significative la proportion démographique qu'elles peuvent représenter à l'époque soit 1119 et 1079 individus recensés dans nos relevés contre 1079 et 1035 pour ceux de Landry et de Bates, soit des écarts assez minimes de 40 et 44 individus en trop pour chacune de ces années⁴³. Ainsi, malgré leurs lacunes, nos recensements nous donnent tout de même une idée valable de l'évolution démographique de nos deux paroisses qui comptent ensemble une moyenne de 1 131 habitants durant les années 1750-1765.

⁴¹ Au sujet des phénomènes entourant le destin migratoire des surplus démographiques propres au monde rural voir Gérard Bouchard, John A. Dickinson et Joseph Goy, *Les exclus de la terre en France et au Québec (XVII^e – XX^e siècles) : La reproduction familiale dans la différence*, Sillery, Septentrion, 1998, 336p.

⁴² Pour ce qui est des individus de passage, si nous trouvons une preuve de leur présence quelques semaines avant ou après le 31 mars de l'une de nos quatre années, nous les recensons. Les adultes dont nous ne disposons que de l'acte de baptême et qui ne laissent aucune trace par la suite, sont automatiquement inclus dans notre corpus malgré les risques que leur mort soit déjà survenue sans qu'elle ne soit enregistrée dans un acte de sépulture.

⁴³ Landry et Bates, « : Population et reproduction sociale à l'Île d'Orléans », *op. cit.*, p.407.



À ce sujet, notons qu'entre nos recensements de 1750 et de 1755, les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent connaissent une certaine progression avec 56 nouveaux résidents. Entre le début de la guerre et sa conclusion toutefois, la population de nos deux paroisses décroît avec une perte totale de 96 résidents, soit 76 pour Saint-Pierre et 20 pour Saint-Laurent. Par la suite, avec les années qui suivent, la courbe démographique générale récupère la presque totalité de ses pertes subies durant la guerre avec 71 résidents supplémentaires, 45 pour Saint-Pierre et 26 pour Saint-Laurent. Ainsi, en nous basant sur les données obtenues par nos quatre recensements, il apparaît que la population de Saint-Pierre et de Saint-Laurent décroît sensiblement entre le début et la conclusion de la guerre de la Conquête. Les causes exactes de cette décroissance sont difficiles à repérer toutefois. En effet, bien qu'elle puisse être associée à une surmortalité due aux maladies et aux combats survenus durant la guerre, cette saignée démographique peut également être causée par l'exode démographique naturel inhérent au territoire orléanais, déjà saturé, ou tout simplement à un sous enregistrement des individus.

3) L'Île d'Orléans et le siège de Québec (1759)

Située au centre des opérations militaires du siège de Québec, l'Île d'Orléans est particulièrement touchée par les événements qui s'y déroulent. Un bref survol de cet épisode s'impose donc afin d'y voir plus clair et de mieux comprendre les perturbations

démographiques qui en découlent auprès des résidents de Saint-Pierre et de Saint-Laurent. Longtemps redoutée, l'invasion britannique de 1759 n'est pas une surprise pour la population locale. Ainsi dès le mois de février, un mandement de l'évêque informe les habitants que « l'ennemi fait des préparatifs immenses, [et que] ses forces [sont] au moins six fois supérieures » à celles de l'armée française⁴⁴. Au mois d'avril, un second mandement précise que les Britanniques attaqueront prochainement « la colonie par quatre endroits différents », soit par le golfe du Saint-Laurent, la rivière Richelieu et par les deux extrémités du lac Ontario⁴⁵. De leur côté, l'administration locale et l'état-major des troupes de terre se préparent dès 1757 au siège potentiel de la capitale en inspectant les environs de Québec afin d'y repérer les endroits qu'il convient de fortifier. Le plan de défense de la ville qui est initialement élaboré prévoit alors de fortifier l'Île d'Orléans à l'aide de deux forts construits à ses extrémités, soit « un à la pointe occidentale, l'autre à la pointe orientale »⁴⁶. Dans la réalité toutefois, ce sont plutôt les battures de Beauport qui sont défendues par l'armée française qui y construit, aux mois de mai et de juin 1759, un camp retranché et une longue ligne de fortifications. Comptant sur une armée régulière peu nombreuse complétée par des miliciens inexpérimentés, Montcalm entend compenser ses faiblesses en mettant le fleuve entre ses troupes et les forces britanniques. Cette stratégie défensive et prudente, bien qu'efficace, a toutefois le défaut de laisser sans défense les paroisses de l'est du gouvernement de Québec et tout particulièrement celles de l'Île d'Orléans. Ne disposant pas d'arrière-pays, les insulaires orléanais sont ainsi contraints d'évacuer leurs résidences afin de trouver refuge dans les bois de Charlesbourg et aux environs de Lorette, les habitants de Saint-François de l'Île d'Orléans étant contraints de se rendre aussi loin que Saint-Augustin. Les habitants de la rive sud du gouvernement qui doivent initialement subir le même sort, « préférèrent [...] s'enfoncer dans la profondeur des bois [et ce] malgré les ordres de M. le général » qui avait prévu

⁴⁴ H. Tétu, et C.-O. Gagnon (dir.), *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Évêques de Québec*, Vol. II, Québec, Imprimerie Générale A. Côté et Cie., 1888, p.133.

⁴⁵ *Ibid.*, p.134. Au sujet de ces mandements, Montcalm écrit le 1^{er} mai 1759 que l'évêque « auroit dû [...] entrer dans moins de détails sur le danger où est la colonie. Il est inutile d'apprendre aux simples habitants que les Anglois ont au moins six fois plus de troupes que nous, et qu'ils peuvent envahir le Canada par quatre côtés. ». Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm durant ses campagnes en Canada de 1756 à 1759*, Québec, Demers, 1895, p.511.

⁴⁶ Selon un projet de Bougainville mis sur papier en 1758. Roland Lamontagne (dir.), *Louis-Antoine de Bougainville. Écrits sur le Canada Mémoires – Journal – Lettres*. Sillery, Éditions du Pélican, 1993. p.362.

les retirer en face de Québec, derrière la rivière Chaudière⁴⁷. Ceux de la rive nord font la même chose en se retirant dans leur arrière-pays où ils érigent des campements hors de portée de la flotte anglaise⁴⁸.

Au sujet de la date précise de l'évacuation de l'Île d'Orléans, tout indique qu'elle se soit déroulée entre la fin du mois de mai et le début du mois de juin. De toute évidence, elle commence le 23 mai suite au signalement, dans l'estuaire du Saint-Laurent, de l'avant-garde de la flotte britannique. Monsieur de Saint-Vincent est alors envoyé dans l'Île, en compagnie de deux lieutenants, afin d'« obliger les habitants de passer à la terre du Nord avec tous leurs menages »⁴⁹. À ce sujet, il nous semble évident que l'évacuation de près de 2 600 individus et d'une partie de leurs biens ait eu lieu de façon graduelle, ce qui expliquerait d'ailleurs pourquoi d'Avène des Méloizes, dans son journal, n'y fait référence que le 7 juin⁵⁰. Quoi qu'il en soit, les derniers actes des registres paroissiaux de Saint-Pierre et de Saint-Laurent sont datés des 20 et 30 mai, ce qui semble confirmer les écrits des contemporains⁵¹. Pour ce qui est des habitants des trois autres paroisses de l'Île d'Orléans, notons que ceux de Saint-François n'enregistrent plus aucun acte dans leur paroisse après le 18 mai, ceux de Sainte-Famille après le 20 mai et ceux de Saint-Jean après le 23 mai. Certains de ces habitants demeurent tout de même dans l'Île jusqu'au 27 juin alors qu'un détachement d'une quarantaine de rangers surprend « a body of the inhabitants who were secreting their effects » qui prend alors la fuite⁵².

En ce qui a trait à l'évacuation de l'Île proprement dite, une relation anonyme nous apprend qu'elle fut « précipitée » et mal organisée par les autorités coloniales⁵³.

⁴⁷ A. Doughty et G. W. Parmelee (dir.), « Journal mémoratif de ce qui s'est passé de plus remarquable pendant qu'a duré le Siège de Québec. » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, Vol. IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901, p.166.

⁴⁸ Jean-Paul-Médéric Tremblay, *op. cit.*, p.44.

⁴⁹ A. Doughty et G. W. Parmelee (dir.), « Journal mémoratif de ce qui s'est passé de plus remarquable pendant qu'a duré le Siège de Québec. », *op. cit.*, p.166.

⁵⁰ Nicolas-Renaud, d'Avène des Méloizes, *Journal militaire de Nicolas Renaud d'Avène des Méloizes (1756-1759)*, Québec, 1930, p.35.

⁵¹ Pour la paroisse de Saint-Laurent, notons qu'il y existe un acte de sépulture daté du 30 juillet 1759, soit un mois après que les Britanniques y soient débarqués. Le mystère entourant cet acte s'explique sans doute par une erreur du curé qui, probablement pressé par son départ, y a confondu les dates.

⁵² John Knox, *An historical journal of the campaigns in north america for the years 1757, 1758, 1759, and 1760*, Toronto, The Champlain Society, 1914, Vol. I, p.377.

⁵³ Jean-Claude Hébert (dir.), « Le siège de Québec en 1759 par un militaire de l'armée française », dans *Le siège de Québec en 1759 par trois témoins*, Québec, MAC, 1972, p.58.

Toutefois, qu'ils soient pressés ou non, les habitants de l'Île d'Orléans prennent tout de même soin, avant d'évacuer leur paroisse, d'y dissimuler leurs grains dans des caches situées « sur les hauteurs et dans les profondeurs des bois » du centre de l'Île. Mises au courant, les autorités coloniales y envoient alors Monsieur Sombrun, le 6 juin, afin de les récupérer pour les besoins de l'armée⁵⁴. Une fois rendus sur la rive nord du fleuve, les miliciens orléanais demandent aussitôt la permission de retourner dans leur Île afin d'en défendre l'accès aux Britanniques. Devant cette « proposition acceptable », Montcalm donne son accord soulignant que « ce sont leurs foyers, leurs champs ensemencés qu'ils auront à protéger; [et que puisque] leurs femmes et leurs enfants en sont dehors » il n'y a aucun motif valable pour les retenir davantage⁵⁵. Le 9 juin, un corps de 500 hommes, tant miliciens qu'Amérindiens, est donc confié au sieur de Courtemanche afin d'y attendre les événements. Le 18, un autre corps de 300 hommes, formé de Canadiens et de réguliers, se joint au premier. Le 27 juin toutefois, ces détachements se retirent tous sur la rive nord du fleuve, abandonnant le contrôle du territoire aux Britanniques débarqués dans la paroisse de Saint-Laurent⁵⁶. À partir de ce moment et ce, jusqu'à la fin du siège, l'Île d'Orléans ne sera l'objet d'aucune opération militaire d'envergure, à l'exception de rares escarmouches opérées par de petits partis de Canadiens et d'Amérindiens qui s'y rendent afin de scalper des soldats isolés ou pour s'y emparer de prisonniers⁵⁷. Sécurisés par l'insularité du territoire et la stratégie défensive du général Montcalm, les Britanniques aménagent dans l'Île un hôpital militaire assez considérable afin d'y soigner leurs malades et leurs blessés et y rassemblent plusieurs têtes de bétail pris lors du pillage des côtes environnantes⁵⁸.

⁵⁴ D'Avène des Méloizes, *op. cit.*, p.39.

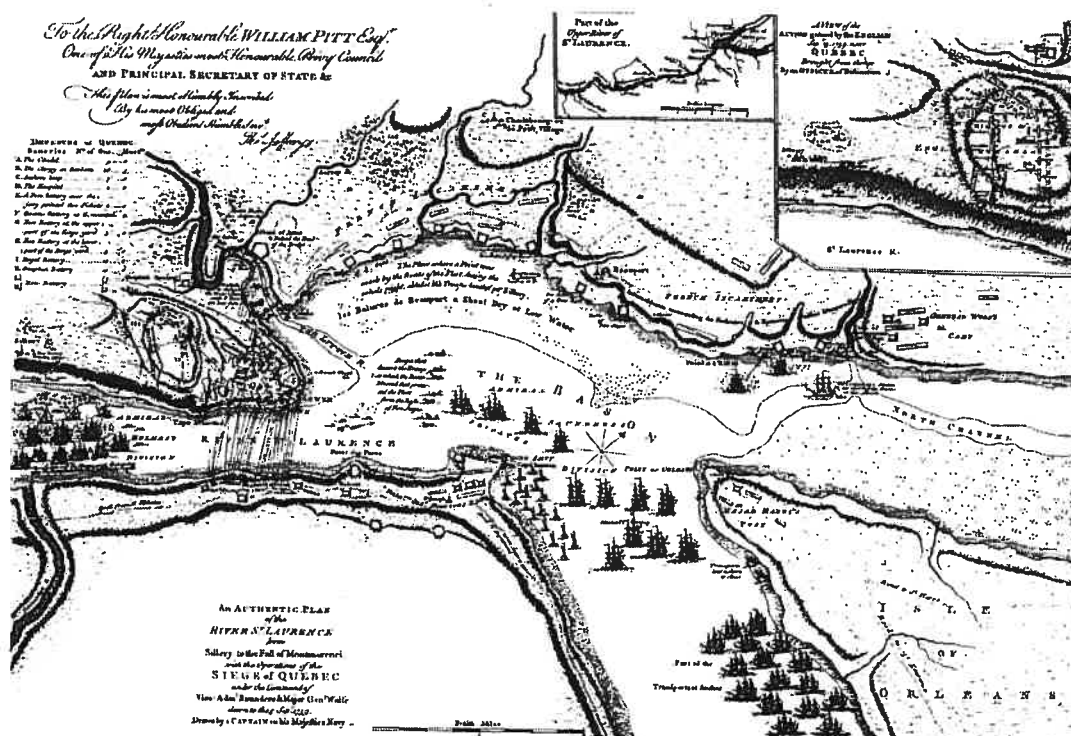
⁵⁵ Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm*, *op. cit.*, p.539.

⁵⁶ *Ibid.*, p.548; A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.). « Relation du siège de Québec » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.306-307; A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.) « A journal of the expedition up the river St Lawrence by the serjeant-major of gen. Hopson's grenadiers », dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, Québec, Dussault & Proulx, 1901, Vol. V, p.1-2.

⁵⁷ Au début de mois de juillet, un projet visant à faire débarquer sur l'Île d'Orléans près de 5 000 réguliers, Canadiens et Amérindiens est élaboré afin de s'emparer des campements britanniques qui s'y trouvent. Le projet est toutefois annulé à cause des mauvaises conditions climatiques. Jean-Claude Hébert (dir.), « Le siège de Québec en 1759 par un volontaire de l'armée française », *op. cit.*, p.75.

⁵⁸ Jean-Félix Récher, *Journal du siège de Québec en 1759*. Québec, La Société Historique de Québec, 1959, p.33; Jean-Claude Hébert (dir.), « Le siège de Québec en 1759 par un militaire de l'armée française », *op. cit.*, p.115.

Le siège de Québec en septembre 1759.⁵⁹



Peu documenté, le séjour des habitants de l'Île d'Orléans sur la rive nord du fleuve comporte bon nombre d'inconnus. Faisant partie des milices du gouvernement de Québec, les hommes valides de l'Île sont donc postés entre le ruisseau de Beauport et la rivière Saint-Charles et ce, pour toute la durée du siège⁶⁰. De leur côté, les femmes, les vieillards et les enfants sont campés non loin de là, dans les profondeurs de Charlesbourg. Partageant le sort des citoyens de Québec, les Orléanais doivent y attendre la fin des opérations avant de pouvoir retourner chez eux. Si les écrits des contemporains sont peu bavards sur leurs conditions de vie, les registres paroissiaux de la région, eux, renferment plusieurs traces du passage en ces lieux des habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent. Ainsi, à Charlesbourg et à Beauport, douze actes les concernant y sont étalés du 4 juin au

⁵⁹ Charles De Volpi, *Québec, recueil iconographique*, Don Mills, Longman Canada, 1971, p.4.

⁶⁰ Le testament d'un habitant de Saint-François de l'Île d'Orléans, daté du 2 juin, nous confirme que le lieu du campement des Orléanais est bien le même que celui des milices du gouvernement de Québec. On y mentionne effectivement que le sujet de l'acte, Thomas Chrétien, « est de présent campé ainsi que les autres habitants miliciens de ladite île au camp de la Canardière près Beauport ». Acte du 2 juin 1759, notaire Christophe-Hilarion Dulaurent.

22 septembre. En certaines occasions, le curé de Saint-Laurent, François Martel, y remplace même celui de Beauport afin d'y célébrer quelques baptêmes⁶¹.

Passant de nombreuses nuits sous les armes mais ne participant apparemment à aucun combat avant le 13 septembre, les miliciens de Saint-Pierre et de Saint-Laurent assistent à la destruction d'une partie des habitations de leur paroisse à partir de la deuxième moitié du mois d'août alors que les Britanniques, voulant encourager la désertion des Canadiens et entrevoyant l'échec de leur expédition, ravagent les campagnes abandonnées par l'armée française⁶². Le dénouement du siège ne survient qu'avec la bataille des Plaines d'Abraham le matin du 13 septembre. Surpris par le débarquement britannique survenu au sud de la capitale, Montcalm rassemble alors en catastrophe devant Québec l'essentiel de ses réguliers ainsi qu'une partie de ses milices qu'il positionne en pelotons de tirailleurs sur les flancs de son armée. Les milices du gouvernement de Québec y sont alors placées à la droite de l'armée française «dans des brosaillies»⁶³. Ainsi positionnées, elles ne participent pas à la charge principale menée par les troupes de terre mais doivent tout de même couvrir la déroute générale qui suit l'assaut. À cette occasion, entre 200 et 800 miliciens canadiens y affrontent les volontaires britanniques, lancés à la poursuite de l'armée française, entre le champ de bataille et la rivière Saint-Charles.

Au sujet de l'ampleur de la participation des Orléanais à cette bataille, tout porte à croire que les milices de l'Île y sont surreprésentées par rapport à leur poids démographique réel et ce à cause de la désertion généralisée des Canadiens. En effet, étant peu habitués aux longues campagnes et désirant retourner dans leurs foyers, les miliciens des trois gouvernements rassemblés devant Québec désertent en grand nombre au fur et à mesure que s'éternise le siège et que la victoire leur semble acquise. Ainsi, dès le mois d'août, un officier français observe que «L'Armée diminuoit tous les jours par ces désertions, et de 15 000 hommes qui en faisoient la force à l'entrée de la Campagne, elle étoit déjà réduite à 9 000 et quelques cents hommes»⁶⁴. Ayant leurs femmes et leurs

⁶¹ Les actes rédigés à Beauport par le curé Martel sont constitués de quatre baptêmes dont deux sont célébrés au mois de juin, le 8 et le 12, et les deux autres en août, soit le 7 et le 27 de ce mois.

⁶² Les détails et l'ampleur de ces destructions seront analysés dans le chapitre II.

⁶³ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.), « Journal abrégé de la campagne de 1759 par M. M., ayde de camp de M. le Mis de Montcalm », *op. cit.*, p.296.

⁶⁴ *Ibid.*, p.292-293.

enfants avec eux et étant encadrés par l'armée régulière, il est peu probable que les miliciens orléanais aient déserté l'armée française ou qu'ils aient tenté de le faire avec leurs familles. Ils sont donc, sans doute, proportionnellement surreprésentés au sein des milices du gouvernement de Québec au début du mois de septembre 1759. Quoiqu'il en soit, les habitants de l'Île d'Orléans présents à la bataille du 13, y assistent à l'écrasante victoire de l'armée britannique qui provoque, le lendemain, le repli de la presque totalité de l'armée française vers le gouvernement des Trois-Rivières.

Laissés à eux-mêmes, les réfugiés orléanais semblent alors participer au pillage des dépôts de vivres du camp de Beauport laissé intact lors de la retraite française⁶⁵. Demeurés sur les Plaines d'Abraham, les Britanniques ne s'aventurent pas au-delà de la rivière Saint-Charles avant la capitulation de Québec du 18 septembre. Après cette date, un détachement de 500 Britanniques sous les ordres du major Elliot est employé pour balayer les restes de l'armée française qui défend toujours le pont de la rivière Saint-Charles. Au sujet des Canadiens alors présents au Camp de Beauport, John Knox rapporte que « The inhabitants of Beauport received our people with open arms, and gave them wine, and such other refreshments as they were possessed of »⁶⁶. Le 22 septembre, Monckton, le nouveau commandant de l'armée britannique publie une proclamation dans laquelle il est déclaré « Que les Canadiens peuvent [désormais] s'en retourner dans leurs paroisses, prendre possession de leurs propres terres, habitations et effets, faire leurs récoltes, jouir de leur religion, sans recevoir le moindre empêchement de la part des Anglois [...] Pourvu qu'eux de leur part, rendent les armes, prennent le serment de fidélité, et demeurent chez eux en repos »⁶⁷. Comme le note alors Foligné dans son journal, « c'est à [partir de] ce jour qu'on vit sortir du fond des bois nos pauvres femmes, trainant après elles leurs petits enfants, mangés des mouches sans hardes, criants la faim »⁶⁸. Si la plupart des habitants de nos paroisses en profitent alors pour retourner dans leur Île, une partie d'entre eux demeure néanmoins à Charlesbourg un certain temps

⁶⁵ À ce sujet, un officier de l'armée britannique note que le camp de Beauport comporte une grande quantité de provisions « which was plundered and carried off by the country inhabitants ». A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Corps papers of the royal engineers, journal of Major Moncrief », dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, Québec, Dussault & Proulx, 1901, Vol. V, p.55.

⁶⁶ John Knox, *op. cit.*, Vol. II, p.134.

⁶⁷ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Secret Instructions, Letters, &c » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, Vol. VI, Québec, Dussault & Proulx, 1901, p.127.

⁶⁸ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Journal mémoratif », *op. cit.*, p.213-214.

encore, que ce soit à cause d'une grossesse avancée ou de ce qui semble être une maladie grave⁶⁹. En ce qui a trait à la reprise des registres paroissiaux dans les deux paroisses du sud de l'Île d'Orléans, les premiers actes marquant le retour de leurs habitants ne surviennent qu'aux débuts du mois d'octobre, soit le 7 pour Saint-Laurent et le 10 pour Saint-Pierre. Dans les paroisses du nord de l'Île, les premiers actes marquant le retour de leurs habitants surviennent le 25 septembre à Saint-François, le 4 octobre à Sainte-Famille et le 7 octobre à Saint-Jean⁷⁰.

Durant l'automne de 1759 et l'hiver de 1760, les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent côtoient quelques détachement de Britanniques envoyés au bout de l'Île d'Orléans afin d'y couper le bois nécessaire à la garnison de Québec pour l'hiver et faire des fascines. À cette occasion, les insulaires doivent aménager un chemin entre leur boisé et le fleuve afin de faciliter les transports vers Québec⁷¹. Évidemment, le bois pris est payé par l'armée britannique, ce qui représente une source de revenus non négligeable pour l'occasion. Toutefois, nous ne connaissons pas l'ampleur exacte de la ponction effectuée par les Britanniques sur les réserves des habitants qui sont sans doute limitées, donc nécessaires pour l'hiver de 1759 et les suivants⁷².

Résident maintenant en territoire britannique, nouveaux sujets du roi d'Angleterre, les habitants de l'Île d'Orléans ne sont plus touchés désormais par la phase militaire finale de la guerre de la Conquête. Les opérations de 1760, marquées par la tentative ratée de reconquête de Québec par l'armée française, n'atteignent pas leurs paroisses et les miliciens ne peuvent donc pas être mobilisés afin de participer à la bataille de Sainte-Foy. Certains d'entre eux semblent toutefois prendre part au court siège de Québec qui s'ensuit⁷³.

⁶⁹ Ainsi, dans les registres paroissiaux de Charlesbourg du début d'octobre, nous retrouvons encore trois actes concernant des résidents de Saint-Pierre, soit un baptême le 2 du mois, et deux sépultures les 2 et 3 octobre. Un dernier acte est même enregistré le 24 décembre à Charlesbourg et concerne toujours une résidente de Saint-Pierre. Pour ce qui est de Québec, deux sépultures concernant des habitants de Saint-Laurent y sont enregistrées les 11 et 29 octobre 1759.

⁷⁰ Pour la paroisse de Sainte-Famille, plusieurs actes rédigés à Charlesbourg et à l'Ancienne-Lorette lors du siège de Québec sont retranscrits lors du retour dans l'Île d'Orléans.

⁷¹ John Knox, *op. cit.*, Vol. II, p.271, 300, 350.

⁷² A. Doughy et G.W. Parmelee (dir.), « An accurate and authentic journal of the siege of Quebec, 1759, by a Gentleman in an eminent station on the spot » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.332.

⁷³ En effet, un observateur anonyme de l'armée française relate dans les jours qui suivent la bataille de Sainte-Foy, qu'un petit bateau contenant une pièce d'artillerie s'est perdu à la dérive sur le fleuve Saint-

Ainsi donc, au déclenchement de la guerre de la Conquête, les paroisses orléanaises et les communautés qui les habitent ont atteint un niveau de développement et de prospérité relativement élevé. L'ancienneté du peuplement, la proximité de la ville de Québec et la saturation du territoire ont effectivement contribué à la construction de sociétés complètes comprenant l'ensemble des institutions et des notables ruraux propres à l'Ancien Régime canadien. Comprenant un peu moins de 600 habitants chacune, les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent ont atteint leur population maximale au milieu du XVIII^e siècle, ce qui les contraint d'ailleurs à déverser leurs surplus démographiques sur les rives nord et sud du fleuve. Ayant vécu l'ensemble des perturbations de la guerre de la Conquête, les habitants de nos paroisses sont particulièrement touchés par le siège de Québec de 1759 qui les prive temporairement de leurs habitations et de leurs terres. Afin de mesurer les impacts de ce dernier sur l'évolution de la mortalité, de la nuptialité et de la fécondité dans les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, nous allons maintenant tenter de dresser un bilan de l'ampleur des destructions survenues dans nos paroisses lors de cet épisode.

Laurent et que, s'étant échoué sur l'Île d'Orléans, c'est un « habitant de cette île [qui] nous la ramena dans la nuit ». Dans Pierre-George Roy, « Mémoire du Canada », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1920-1921, p.172.

Chapitre II: Impacts de la Conquête sur les biens matériels (1759-1765).

La dévastation des campagnes du gouvernement de Québec lors du siège de la capitale en 1759 a souvent été évoquée par les historiens. Pourtant, rares sont ceux qui se sont aventurés dans l'estimation détaillée des dégâts réels; à l'exception peut-être de Marcel Trudel qui s'y est véritablement intéressé et encore ne l'a-t-il fait que pour les biens des ecclésiastiques pour lesquels nous disposons de comptes de Fabrique. Les autres historiens, devant l'inconnu, sont demeurés vagues, la plupart n'évoquant le plus souvent que très brièvement les dévastations effectuées sur la Côte-du-Sud, dans la Côte-de-Beaupré et dans la région de Baie-Saint-Paul qui nous sont connues par diverses relations de l'époque. Ainsi, aucune analyse systématique n'a été faite au sujet du sort des biens meubles et immeubles des habitants de l'Île d'Orléans durant l'été du siège. Le présent chapitre vise donc à mieux connaître l'état du patrimoine bâti et du cheptel des habitants des paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent au sortir du siège de 1759 et ce afin d'en tenir compte succinctement dans l'analyse des impacts de la Conquête sur la mortalité, la nuptialité et la fécondité. Pour ce faire, nous passerons d'abord en revue les journaux et la correspondance de l'époque, afin d'en extraire les passages relatant les événements survenus dans l'Île d'Orléans à l'été et à l'automne de 1759, puis nous passerons à l'analyse des comptes de la Fabrique de Saint-Pierre, afin de mieux connaître l'état matériel du patrimoine ecclésiastique de nos paroisses. Une étude de cas basée sur les inventaires après décès et de quelques autres actes notariés connexes concernant certains paroissiens de Saint-Pierre et de Saint-Laurent entre 1759 et 1765 sera enfin réalisée afin de mieux connaître l'état des biens meubles et immeubles des particuliers au sortir de la guerre⁷⁴.

⁷⁴ Laissés de côté dans le cadre de notre mémoire, les témoignages recueillis auprès des descendants des Orléanais du XVIII^e siècle sont passablement biaisés par le temps et les ouvrages historiques publiés à grande échelle au XIX^e et au XX^e siècles. À titre indicatif donc, nous avons tout de même consulté les commentaires rapportés par Louis-Philippe Turcotte qui signale en 1867, soit près de cent ans après les événements, que « Les vieillards rapportent avoir entendu raconter par leurs père que, depuis le moulin de la Ste. Famille jusqu'au commencement de St. Pierre, il ne resta qu'une vieille mesure. [Que] Les temples mêmes ne furent pas respectés. [Que] Les soldats anglais se campèrent plusieurs jours dans l'église de St. François, et [qu'ils] massacrèrent tout l'intérieur de cet édifice ». Louis-Philippe Turcotte, *Histoire de l'Île d'Orléans*. Québec, Atelier typographique du Canada, 1867. p.45-46. De son côté, Vincent Pouliot, dans une étude qu'il réalise en 1992, signale que « la mémoire populaire [ne] conserve [q'] un vague souvenir de l'invasion de 1759 ». L'épisode de la lettre laissée par le curé de Saint-Laurent sur la porte de son église afin qu'on épargne son temple est évidemment signalé, sans doute à cause des monographies qui évoquent toutes cet événement. Une anecdote rapportée par les descendants des Orléanais est toutefois assez

1) *La version des contemporains.*

Ayant rapidement pris le contrôle militaire de l'Île d'Orléans, abandonnée par les civils et l'armée française, les Britanniques établissent très vite un campement au « bout-de-l'Île » qui représente pour eux un point d'observation idéal. Ils peuvent effectivement y observer Québec et le camp français de Beauport tout en utilisant le bassin situé entre leur camp et la ville afin d'y faire des manœuvres de débarquement ou de diversion. De plus, étant relativement bien protégés d'une attaque surprise par le fleuve, les Britanniques en profitent pour aménager de petits hôpitaux de campagne en divers endroits de l'Île d'Orléans pour leurs soldats malades ou blessés.

Au sujet du nombre de soldats présents et des établissements militaires et sanitaires établis par les Britanniques dans le comté de Saint-Laurent à l'été de 1759, un déserteur de l'armée anglaise signale à la fin du mois de juillet 1759 « Qu'il ne croit pas qu'il y ait sur l'Isle d'Orléans plus de 200 hommes pour garder tant l'hôpital que les ouvrages qui y ont esté faits et qui estoient très forts ». Ce déserteur signale encore qu'il y a plus de 100 bœufs rassemblés dans l'Île, moitié pour le transport de l'artillerie, moitié pour les vivres du général et de quelques officiers⁷⁵. De son côté, un militaire de l'armée française signale plutôt qu'il y aurait des milliers de bovins rassemblés, soit 7 000, répartis en plusieurs troupes⁷⁶. Quant à lui, l'abbé Récher note seulement, sans rien mentionner au sujet des animaux, qu'il y aurait « plus de 700 hommes blessés ou malades à la pointe de l'Isle, gardés par 300 hommes »⁷⁷. Des trois estimations faites, c'est celle de l'abbé Récher qui nous semble la plus juste. En effet, ce dernier base ses propos sur les dires d'un déserteur britannique ayant fui ses fonctions de domestique pour un commissaire des guerres. Quoi qu'il en soit, il semble que le nombre de militaires

intéressante et concerne « une dame [qui] demeura chez elle refusant d'aller se réfugier au Trait-Carré de Charlesbourg comme l'avait fait les autres insulaires ». Il s'agirait alors d'une « madame Marquis » de Sainte-Famille qui, étant déjà veuve, « Tous les autres habitants s'étaient en allé, ça avait déménagé partout. Elle était restée toute seule. Elle avait de quoi à manger pour se réchapper. Les soldats ne l'ont pas massacrée. [...] Quand les gens sont revenus, elle était là. Tout était massacré, même les animaux ». Vincent Pouliot, *Le discours légendaire à l'île d'Orléans*. *op. cit.*, p.26-27.

⁷⁵ D'Avène des Méloizes, *op. cit.*, p.57.

⁷⁶ Le chiffre avancé par ce contemporain nous semble étonnant. L'auteur a sans doute voulu parler de 700 bovins. Jean-Claude Hébert (dir.), « Le siège de Québec en 1759 par un militaire de l'armée française », *op. cit.*, p.115.

⁷⁷ Jean-Félix Récher, *op. cit.*, p.33;

présents sur l'Île d'Orléans ait fluctué continuellement tout au long du siège à cause des mouvements entre les camps britanniques de la Pointe-Lévis et celui de l'Ange-Gardien.

Si la plupart des Britanniques séjournant dans l'Île d'Orléans durant l'été de 1759 n'y sont que pour s'y rétablir ou pour défendre l'hôpital, le camp et la flotte stationnée dans le chenal du sud de l'Île, certains d'entre eux sont tout de même détachés afin d'effectuer des reconnaissances. Ainsi, à partir du 25 juillet 1759, une expédition formée de six compagnies de grenadiers et de trois compagnies d'infanterie légère est envoyée en détachement tout autour de l'Île d'Orléans. Deux jours plus tard, le 27, un officier signale la découverte d'objets enfouis par les insulaires et qui comprennent différentes pièces de vêtements ainsi que « many other Articles too tedious to mention and some Cash » représentant un total de 500 livres sterling⁷⁸. Cette découverte nous amène donc aux observations de John Knox qui affirme qu'en quittant leur île les Orléanais ont emporté avec eux tous leurs biens, ne laissant que quelques objets de faible valeur dans les bois du centre de l'Île⁷⁹. Selon Monseigneur de Pontbriand toutefois, qui tire sans doute ses informations de ouï-dire circulant à Charlesbourg où il passe tout son été, la plupart des caches laissées par les habitants de l'Île d'Orléans ont pu être facilement découvertes, voire pillées⁸⁰. Cette assertion semble toutefois infirmée par les inventaires après décès que nous avons consultés.

Au sujet du patrimoine bâti qu'ils trouvent sur l'Île, les officiers britanniques semblent d'abord frappés par le niveau matériel atteint par les paroisses de l'Île d'Orléans. Parmi ceux-ci, nous retrouvons John Johnson, un officier du 58^e régiment, qui souligne que le comté de Saint-Laurent est « a bountiful Island, and well cultivated, and produces all kinds of grain, pasture and vegetables; is full of Villages, plantations, and abounding in people », et John Knox qui qualifie l'Île de « fertile and agreeable »⁸¹. Ces constats enthousiastes de la part des Britanniques nous ramènent d'ailleurs aux

⁷⁸ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.) « A journal of the expedition up the river St Lawrence by the serjeant-major of gen. Hopson's grenadiers », *op. cit.*, p.4.

⁷⁹ John Knox, *op. cit.*, Vol. I, p.379.

⁸⁰ Dans une lettre qu'il écrit au ministre, Pontbriand affirme que « les caches que l'on avoit fait dans les bois [des paroisses de l'est du gouvernement de Québec] ont été decouvertes par l'ennemi ». Pontbriand, « Lettre de Mgr de Pontbriand au ministre », *Bulletin des Recherches Historiques*, 1936, volume 42, p.552.

⁸¹ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.), « Genuine letters from a volunteer in the British service at Quebec », dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, Québec, Dussault & Proulx, 1901, Vol. V, p.16. John Knox, *op. cit.*, Vol. I, p.377.

observations faites par le sieur Boucault en 1754 alors qu'il traite de l'Île d'Orléans dans un mémoire où il souligne qu'elle est l'«une des plus belles seigneuries du pays», ce qui représente un commentaire digne de mention chez un observateur qui a visité l'ensemble de la colonie durant sa carrière⁸². C'est donc dans cet environnement, à Saint-Laurent plus précisément, que le général Wolfe rédige le 27 juin son premier manifeste adressé aux Canadiens. Dans ce document, les Canadiens sont prévenus que « si, par une vaine obstination et par un courage mal guidé, ils veulent prendre les armes, ils doivent s'attendre aux conséquences les plus fatales; leurs habitations seront pillées, leurs églises exposées à une soldatesque exaspérée, leurs récoltes seront complètement détruites, et la flotte la plus formidable les empêchera d'avoir aucun secours »⁸³. Dans le cas des paroisses évacuées du gouvernement de Québec, la portée et l'application de cet avertissement nous semblent difficiles à établir. Selon les journaux de l'époque, les raids effectués dans la Côte-de-Beaupré, dans la région de Baie-Saint-Paul et sur la Côte-du-Sud sont motivés par les coups de feu tirés sur les navires britanniques par des Canadiens cachés dans l'arrière-pays, donc par une résistance armée. Or, le général Wolfe doit savoir que les hommes de l'Île d'Orléans, ayant abandonné leur habitation, sont parmi les milices présentes de l'autre côté du chenal, au camp de Beauport. En tenant compte de ce facteur, les inclut-il dans les Canadiens motivés « par une vaine obstination et un courage mal guidé »?

Quoi qu'il en soit, avant sa défaite de Montmorency du 31 juillet, il semble, selon un déserteur interrogé par l'état-major français, que le général Wolfe ait donné des ordres « précis pour empêcher qu'on ne ravageat sur l'Isle, soit les maisons les champs

⁸² Nicolas-Gaspard Boucault, *op. cit.*, p.30-31. Bénéficiant d'un climat particulièrement favorable à l'agriculture et de la proximité du marché de la ville de Québec, les habitants de l'Île d'Orléans semblent avoir atteint un niveau de vie relativement élevé au milieu du XVIII^e siècle. Au sujet des relations commerciales existant entre l'Île d'Orléans et la ville de Québec, qui favorisent cet état, Thomas Wien souligne que la ville de Québec « représente un marché [...] diversifié pour les producteurs situés à proximité », qu'une « zone péri-urbaine, encore mal délimitée par les historiens, semble satisfaire les besoins des citadins en denrées et en fourrages pour les chevaux [et qu']au-delà, on peut imaginer une seconde zone plus large qui ajoute au blé habituel une production plus importante de menus grains et quelques animaux de plus pour la vente. ». Thomas Wien, « Les travaux pressants. Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII^e siècle. » *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 43, 4 (printemps 1990), p.541.

⁸³ Gaston Dechêne, *op. cit.*, p.58.

ou les meubles »⁸⁴. Après l'échec de son unique attaque d'envergure de la première partie du siège, Wolfe rédige un nouveau manifeste qui est distribué afin de pousser les Canadiens à regagner leurs terres pour de bon. Un ultimatum y est alors fixé pour le 10 août date à partir de laquelle les habitations des absents seront détruites⁸⁵. L'application de ce nouveau manifeste semble être bien réelle dans le comté de Saint-Laurent si l'on se fie à Foligné qui mentionne en date du 17 août que les « ennemis brulèrent environ quinze à vingt maisons tant à l'Isle d'Orleans qu'à la pointe de Levy »⁸⁶. De même, le 19, l'abbé Récher note que « dans l'isle d'Orléans, les maisons de la paroisse de St-François, [et] la moitié de celles de la Ste-Famille » sont brûlées⁸⁷. Le 21 et le 23 août, Foligné puis Montcalm mentionnent encore que les Britanniques brûlent le reste des côtes de Beaupré, de l'Île d'Orléans et de la rive sud⁸⁸. Au début du mois de septembre, la dévastation des paroisses orléanaises est toujours signalée, sans plus de détails, par Ramezay le 1^{er} et par Foligné deux jours plus tard⁸⁹.

Évidemment, ces observateurs sont tous Français et leurs commentaires sont sans doute exagérés. De plus, comment expliquer le silence des Britanniques sur ces dévastations qui seraient effectuées par eux dans l'Île d'Orléans? En effet, en tenant compte du rapport écrit effectué par Scott lors de la dévastation de la Côte-du-Sud et des relations qui nous renseignent tout de même suffisamment sur les ravages de la Côte-de-Beaupré et de la région de Baie-Saint-Paul, il semblerait étonnant qu'une destruction massive des habitations de l'Île d'Orléans ait échappé aux commentaires des Britanniques. À moins bien sûr, que le rapport de Scott ait été rendu nécessaire par le besoin de justifier des actions effectuées dans un secteur relativement éloigné de l'enjeu

⁸⁴ D'Avène des Méloizes, *op. cit.*, p.57. Une relation française anonyme pour sa part, nous signale toutefois, par ouï-dire il est vrai, qu'avant même le 31 juillet, « les ennemis [...] ont chaque jour brûlés maisons ou grange a la coste de Beaupré et dans les paroisses au dessous sur Lisle D'orleans et a la coste du sud, [et que] les ravages qu'ils ont foit dans les campagnes sont immenses ». A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.). « Relation du siège de Québec », *op. cit.*, p.303-326.

⁸⁵ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Corps papers of the royal engineers, journal of Major Moncrief », *op. cit.*, p.43-44.

⁸⁶ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Journal mémoratif », *op. cit.*, p.184.

⁸⁷ Jean-Félix Récher, *Journal du siège de Québec en 1759*, *op. cit.*, p.35.

⁸⁸ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Journal mémoratif », *op. cit.*, p.197-198. et Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm*, *op. cit.*, p.594.

⁸⁹ Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de Ramezay. *Mémoire du Sieur de Ramezay, commandant à Québec, au sujet de la reddition de cette ville*. Québec, Presses Lovell, p.18. et A. Doughty et G.W. Parmelee (dir), « Journal mémoratif », *op. cit.*, p.201.

principal, que les raids survenus sur la Côte-de-Beaupré et dans la région de Baie-Saint-Paul aient laissé des traces écrites à cause des coups de feu qui y sont échangés et qu'à côté de cela, les destructions de bâtiments dans le comté de Saint-Laurent, à la vue de toute l'armée anglaise et à moins d'une journée de marche du camp du « bout-de-l'Île », n'aient pas favorisé ou nécessité la rédaction de rapports et d'écrits de la part des Britanniques⁹⁰. Vu le grand nombre d'incertitudes entourant la véracité des affirmations des contemporains français et le silence des Britanniques au sujet du sort des biens meubles et immeubles de l'Île d'Orléans, nous allons maintenant passer à l'analyse de l'état des biens ecclésiastiques de nos paroisses.

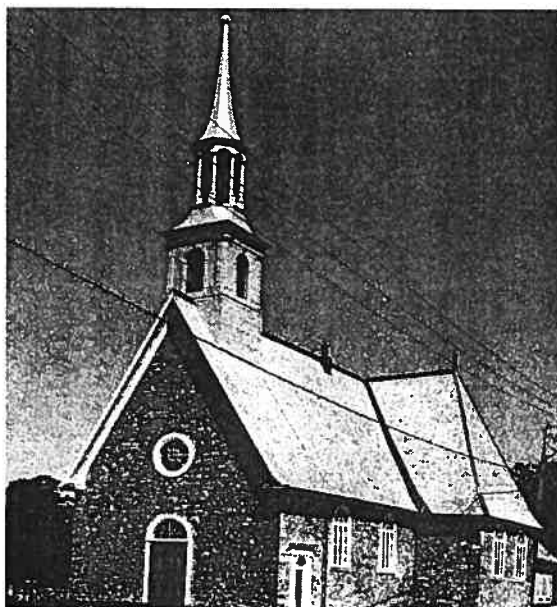
2) *État des biens ecclésiastiques.*

Dans une relation anonyme, un observateur français signale qu'« il est singulier qu'en portant partout le feu et la destruction ils [les Britanniques] n'ayent presque rien ménagés que les Églises de ces campagnes »⁹¹. Or, si elles ont été épargnées afin d'éviter tout fanatisme religieux de la part des miliciens canadiens, des églises ont tout de même

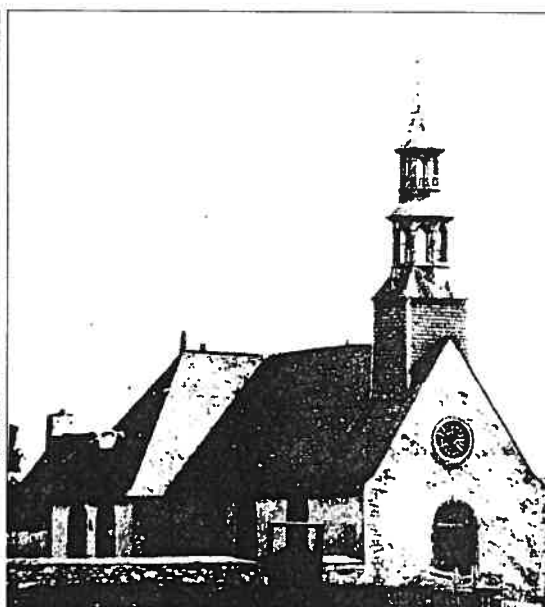
⁹⁰ Les actions du major Scott sur la Côte-du-Sud se déroulent entre le 7 et le 17 septembre 1759. Dans son rapport, Scott signale avoir brûlé « 998 bons bâtiments, deux sloops, deux goélettes, dix chaloupes, plusieurs bateaux plats et petites embarcations » tout en ayant « capturé quinze prisonniers, dont six femmes et cinq enfants, et fait cinq victimes chez l'ennemi » de Kamouraska au Cap-Saint-Ignace. Les dévastations opérées par le détachement commandé par Scott ne prennent fin qu'avec la bataille des Plaines d'Abraham qui rend possible à nouveau la prise de Québec. Ainsi, le 15 septembre, des navires de transport sont envoyés sur la Côte-du-Sud, à Saint-Roch, afin de ramener les troupes qui s'y trouvent alors. À cause des vents contraires qui empêchent tout embarquement, les dévastations se poursuivent toutefois jusqu'au 17 septembre, soit une journée seulement avant la capitulation de Québec. Paroisse par paroisse, ces destructions représentent 165 maisons brûlées à Kamouraska, 121 entre cet endroit et la paroisse de Rivière-Ouelle, 55 maisons du Cap au Diable à la Rivière Ouelle, 216 sur le bord de la Rivière Ouelle toujours, 151 maisons entre cette rivière et la paroisse de Sainte-Anne, 90 maisons entre cette paroisse et celle de Saint-Roch puis 200 maisons près de Cap-Saint-Ignace. Voir Gaston Dechênes, *op. cit.*, p.145-146. Sur la Côte-de-Beaupré, nous sommes surtout renseignés sur l'escarmouche survenue entre les Britanniques et un groupe de Canadiens menés par le curé de Saint-Joachim, et par les dévastations faites par les Britanniques lors de leur abandon du camp de l'Ange-Gardien. Au sujet de cette paroisse, un militaire français signale que toutes les habitations furent incendiées, « tous les arbres fruitiers mis à bas; l'église [...] épargnée, et les pièces de bled sans aucun dommage » Jean-Claude Hébert (dir.), « Le siège de Québec en 1759 par un militaire de l'armée française », *op. cit.*, p.115. À Baie-Saint-Paul, nous savons qu'au début du mois d'août, près de 50 maisons sont détruites ainsi que la majeure partie des troupeaux de l'endroit et que les autres paroisses des environs sont également touchées par le passage de Goreham. Dans A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.) « A journal of the expedition up the river St Lawrence by the serjeant-major of gen. Hopson's grenadiers », *op. cit.*, p.6-7. Moins souvent relatées, les destructions survenues au milieu du mois d'août sur la rive sud en amont de Québec concernent les paroisses de Saint-Antoine, de Saint-Nicolas et d'une partie de Sainte-Croix « que les Anglais ont brûlé » Jean-Félix Récher. *Journal du siège de Québec en 1759*, *op. cit.*, p.35.

⁹¹ A. Doughty et G.W. Parmelee (dir.). « Relation du siège de Québec », *op. cit.*, p.317.

été partiellement endommagées durant le siège. Ainsi, selon Marcel Trudel, quatre églises ont été « incendiées ou détruites » dans le gouvernement de Québec durant l'été de 1759 dont trois le sont lors du bombardement de la ville de Québec et une autre en milieu rural, celle de Saint-Joachim, à cause de la résistance des paroissiens de l'endroit qui y sont menés au combat par leur curé. Parmi les églises « plus ou moins lourdement endommagée », Trudel signale près de 12 lieux de culte à être apparemment touchés par le siège de 1759 dont trois sont situés dans la ville de Québec, trois dans la région de Portneuf, quatre sur la rive sud et les deux derniers dans l'Île d'Orléans (soit ceux de Saint-Pierre et de Saint-François)⁹².



Saint-Pierre⁹³



Saint-Laurent⁹⁴

⁹² Dans les églises « plus ou moins lourdement endommagées » pour 1759, Trudel signale les chapelles du Séminaire de Québec, des Récollets et des Ursulines à Québec; les églises de Neuville, des Écureuils et de Deschambault dans Portneuf; et les églises de Saint-Antoine-de-Tilly, de Saint-Nicolas, de la Pointe-Lévy et de Saint-Michel sur la rive sud. Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, Québec, Presses de l'Université Laval, 1956, volume I, p.35-36.

⁹³ Construite en pierre de 1717 à 1719, l'église de Saint-Pierre a été préservée jusqu'à aujourd'hui bien qu'elle ait subie de nombreuses modifications tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Ainsi, le chœur est allongé aux alentours de 1775, le clocher originel est reconstruit en 1788 puis à nouveau en 1830, la décoration intérieure est refaite entre 1831 et 1849 et le crépit recouvrant les pierres de l'église est finalement retiré au milieu des années 1950 afin de « restaurer » l'église. Guy-André Roy et Andrée Ruel, *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1982. p.21-25.

⁹⁴ Cette photo prise au milieu du XIX^e siècle de l'ancienne église de Saint-Laurent, construite en 1698, nous montre grossièrement l'allure générale du temple de la paroisse au moment du siège de Québec. Les seuls grands travaux qui ont modifié son allure par la suite sont une sacristie de pierre de 9.75 mètres par

Dans le comté de Saint-Laurent, ces dévastations semblent avoir touché des églises assez bien développées pour l'époque puisqu'un volontaire de l'armée britannique qui les visite au début du siège de 1759 affirme que par leur finesse, leurs dorures et leurs sculptures, les églises de l'Île d'Orléans « exceeds most of the kind in England »⁹⁵. En ce qui a trait à l'état matériel, paroisse par paroisse, de ces églises au sortir du siège, il semble que celle de Saint-Pierre ait souffert de son occupation par une partie des soldats de l'armée britannique, qui y logent à partir de la mi-août, et par celle des Orléanais de la paroisse qui s'y réfugient à leur retour dans l'Île à l'automne de 1759⁹⁶. Lors de leur séjour dans l'église de Saint-Pierre, les différents occupants y endommagent la chaire, la tribune, et les sculptures effectuées par étapes entre 1720 et 1756. Selon les historiens Guy-André Roy et Andrée Ruel, la rénovation de l'intérieur de l'église débute dès 1759 et ne se termine que 10 ans plus tard. Durant cette décennie, « L'on a refait les portes, les fenêtres, les planchers, les bancs et le retable du maître-autel. Gabriel Gosselin exécuta un tabernacle ainsi que des chapiteaux pour les colonnes du nouveau retable, et l'on fit l'acquisition de deux statues sculptées par les Levasseur ». Globalement, les travaux ont été d'une grande ampleur puisque l'on a même pris la peine d'inscrire l'année 1769 au-dessus de la porte de l'église afin d'en marquer la fin des réparations⁹⁷. En chiffres absolus et en se basant sur les comptes de la Fabrique analysés par Marcel Trudel, les coûts engendrés par ces travaux seraient dans les années immédiates qui suivent le siège de Québec, de 25 livres pour 1760 (sur une grande quête de 437 livres), de 497 livres pour 1762, de 602 livres pour 1763 et de 222 livres pour 1764. En ne comptant que les dépenses véritablement liées aux réparations, et non au renouvellement des équipements désuets de l'église, Marcel Trudel les estime à près de 1 346 livres, ce qui représente une somme relativement importante pour une paroisse de l'Ancien Régime puisque ce sont près de 70% des revenus de la Fabrique entre 1760 et 1764 qui sont affectés aux dommages causés par les Britanniques⁹⁸. Autre fait à noter, les dépenses supplémentaires

4.85 mètres qui est érigée à l'arrière de l'église en 1766 suivie d'un transept qui est ajouté en 1774. Cette église est finalement démolie peu de temps après la prise de cette photo. *Ibid.*, p.221, 225.

⁹⁵ A. Doughy et G.W. Parmelee (dir.), « Memoirs of the siege of Quebec and total reduction of Canada in 1759 and 1760 by John Johnson, clerk and quarter mas'r sergeant to the 58th reg't » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*, Québec, Dussault & Proulx, 1901, Vol. V, p.80.

⁹⁶ Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, op. cit., volume I, p.30.

⁹⁷ Guy-André Roy et Andrée Ruel, *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*, op. cit., p.22.

⁹⁸ Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, op. cit., volume II., p.391

engendrées par les destructions surviennent au même moment où les recettes liées à la location des bancs deviennent inexistantes puisque, comme le note le curé Desgley en 1760, « Les bancs d'église ayant été détruits pendant le siège, ils n'ont produit aucune rente »⁹⁹. La même année toutefois, le seigneur de Tilly et de Bonsecours, Philippe Noël, lègue en décédant la somme de 1 200 livres à la Fabrique de Saint-Pierre, ce qui permet à cette dernière d'alléger son fardeau.

Les problèmes financiers de la Fabrique de Saint-Pierre sont d'autant plus graves que la Fabrique doit exceptionnellement contribuer aux réparations du presbytère endommagé par les Britanniques. En effet, normalement entretenus grâce aux dons en argent ou en nature des paroissiens, les presbytères ne peuvent être rétablis par les habitants qui ne sont guère en état de s'en occuper¹⁰⁰. À ce sujet, Marcel Trudel rappelle le peu d'information quant au sort des presbytères de l'est du gouvernement de Québec durant le siège. Pour ceux de l'Île d'Orléans, l'historien affirme d'abord pour Saint-Pierre qu'il « semble bien disparaître en même temps que les maisons privées » tout comme les presbytères de Saint-Laurent et de Sainte-Famille qui feraient partie des 14 presbytères incendiés dans le gouvernement de Québec en 1759¹⁰¹.

Pour ce qui est de l'état des biens ecclésiastiques de la paroisse de Saint-Laurent, nous savons d'abord par le journal du Britannique John Knox que le curé Martel, en plus d'y laisser une note demandant aux envahisseurs d'épargner l'église, était parti avec « all the ornaments of the altar » et n'avait laissé que « a few indifferent paintings », comme ont dû faire le reste des curés de l'Île d'Orléans¹⁰². Si l'église de Saint-Laurent est laissée en meilleur état que celle de Saint-Pierre, le presbytère de cette paroisse est tout de même détruit, comme nous l'avons vu plus haut. Durant le Régime militaire toutefois, le gouverneur Murray va tout de même verser en compensation une somme de 1 970 livres afin de restaurer la résidence du curé Martel¹⁰³.

⁹⁹ Henri Aubin. *L'Île d'Orléans à Saint-Pierre*. Saint-Pierre, Édition Saint-Pierre, 1985. p.28.

¹⁰⁰ En ce qui concerne l'année de la construction et les dimensions de ce presbytère, Guy-André Roy et Andrée Ruel estiment qu'il a été bâti au XVIII^e siècle et qu'une partie de ses matériaux ont été réutilisés en 1851 dans la construction du troisième presbytère de la paroisse. Guy-André Roy et Andrée Ruel, *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*, op. cit., p.56.

¹⁰¹ Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, op. cit., volume I, p.38.

¹⁰² John Knox, op. cit., Vol. I, p.377-378.

¹⁰³ Marcel Trudel, « Les églises ont-elles souffert de la Conquête? » *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 8, 1 (juin 1954), p.33-34. Contrairement à celui de Saint-Pierre dont nous ignorons à peu près tout de son aspect, nous savons que celui de Saint-Laurent fut érigé en pierre dans la dernière partie des

Pour ce qui est du reste de l'Île d'Orléans, Trudel nous signale d'abord qu'à Sainte-Famille, l'église et le couvent des Sœurs de la Congrégation sont laissés intacts bien qu'endommagés tandis que le presbytère est incendié. À Saint-Jean, le toit de l'église est endommagé et à Saint-François il y a pour près de 500 livres de réparations à faire à cause des dommages, dont 181 livres sont versées à l'achat d'une nouvelle cloche; l'originale ayant été probablement enlevée comme souvenir du siège par des matelots de la flotte britannique¹⁰⁴. Il semble également que l'église et le presbytère de cette paroisse aient servis de campement pour les Britanniques durant le siège avant d'être utilisés comme hôpital¹⁰⁵.

Les réparations qui doivent être faites par les Fabriques des cinq paroisses de l'Île d'Orléans sont donc considérables, surtout pour celle de Saint-Pierre, et ce d'autant plus qu'elles surviennent au même moment qu'est dévaluée la monnaie de papier versée par les habitants aux Fabriques en dons et en dîmes. Ce phénomène est d'ailleurs aggravé par le laxisme des paroissiens qui profitent de l'anonymat du don à la quête de la Fabrique pour se débarrasser, durant l'incertitude monétaire de l'après-guerre, de leur propre « argent mort »¹⁰⁶. Finalement, lorsque vient le temps du remboursement des ordonnances et des cartes distribuées en grand nombre dans les dernières années du conflit, ce n'est qu'une infime partie du trésor des Fabriques qui sera remboursée. De plus, en 1763, les Fabriques de la colonie doivent encore défrayer collectivement les frais encourus par le voyage du seigneur Étienne Charest, député en Grande-Bretagne suite à la cession de la colonie. À Saint-Pierre et à Saint-Laurent, ce sont donc des sommes de 50 et de 40 livres qui sont alors respectivement versées, ce qui représente un don dans la moyenne pour des paroisses de cette dimension¹⁰⁷.

années 1730 et qu'il fut sans doute détruit en 1860 afin d'être remplacé par un nouvel édifice. Guy-André Roy et Andrée Ruel, *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*, op. cit., p.256.

¹⁰⁴ Dans Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, op. cit., volume I, p.31, 35.

¹⁰⁵ Jacques Côté, *Saint-François Île d'Orléans*, Québec, Les Éditions Saint-Yves, 1979. p.24.

¹⁰⁶ Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, op. cit., volume II, p.400-401.

¹⁰⁷ *Ibid*, p.397.

3) *État des biens meubles et immeubles des habitants.*

Au sujet du sort des paroisses du gouvernement de Québec durant le siège de 1759, Marcel Trudel nous signale, en y incluant les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent qui y perdent leur presbytère, que « Là où le presbytère avait été incendié, il y avait eu en même temps dévastation générale de la paroisse »¹⁰⁸. Or, Trudel n'a pas pris la peine, vu l'ampleur de la tâche, d'appuyer cette affirmation sur une analyse des actes notariés concernant les résidents des paroisses ayant perdu leur presbytère. Les greffes des notaires sont pourtant une bonne source d'information à ce sujet.

À l'Île d'Orléans, les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent du milieu du XVIII^e siècle font appel à une multitude de notaires exerçant aux environs de leur Île; que ce soit à Québec (Panet, Louet, Saillant et Sanguinet) ou sur la rive nord (Huot, Parent et Genest). C'est toutefois vers Joseph Fortier, habitant de Saint-Jean, et Louis Pichet, de Saint-Pierre, que se tournent la majorité des habitants de nos paroisses dans les dernières années du Régime français. Lors de l'évacuation précipitée de l'Île d'Orléans au début de l'été de 1759, l'activité notariale de ces deux notaires connaît une interruption brutale. Ainsi, le notaire Fortier ne rédige aucun acte entre le 7 mai et le 28 octobre 1759 tandis que son collègue Pichet rédige son dernier acte connu le 10 avril, soit près de deux mois avant l'évacuation des insulaires. Cet acte est d'ailleurs le dernier de sa carrière puisque Louis Pichet décède à Saint-Pierre le 13 mai 1760. À son sujet, notons qu'il est toujours possible que Pichet ait rédigé d'autres actes avant le début du siège puisque la majeure partie de son greffe est justement détruite, dans des circonstances nébuleuses, durant les opérations de l'été de 1759.

Les pertes subies par les greffes de Pichet et de Fortier ont donc limité l'ampleur de notre analyse de l'état des biens matériels des habitants de nos paroisses entre 1750 et 1765. Ainsi, pour toute la décennie de 1750, seul une trentaine d'actes notariés, dont seulement cinq inventaires après décès, concernant des habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent nous sont parvenus. En contrepartie, nous avons retrouvé plusieurs inventaires après décès aux lendemains du siège, soit plus d'une vingtaine dont le premier est du mois de janvier 1761 et la grande majorité des autres des années 1764 et 1765; donc dans un laps de temps assez long entre le siège de 1759 et la rédaction de

¹⁰⁸ Marcel Trudel, *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*, op. cit., volume I, p.40.

l'inventaire. Les principaux notaires ayant été consultés lors des inventaires de l'après-guerre sont toujours Joseph Fortier qui en rédige six et Antoine Crespin qui en rédige 11 à lui seul et qui semble d'ailleurs combler le vide laissé par le notaire Pichet. Au sujet du notaire Crespin, son greffe a déjà fait l'objet d'un mémoire de maîtrise, « *Aménagement intérieur et fonctions de la maison rurale de l'Île d'Orléans entre 1761 et 1767* », qui bien qu'il soit basé sur l'analyse des habitations privées d'un gouvernement partiellement dévasté, ne fait jamais véritablement allusion aux séquelles laissées sur le patrimoine bâti par la guerre. Pourtant, de nombreuses traces transparaissent au travers des inventaires et dans quelques autres actes de cette époque¹⁰⁹. En effet, parmi les actes notariés concernant les habitants de nos paroisses, nous retrouvons d'abord Marie-Madeleine Lemelin de Saint-Laurent qui, dans une donation effectuée en août 1760, déclare « qu'il n'y a plus aucun bâtiment sur la dite terre (...) ayant été bruler par les Anglois ». Par la suite, en janvier 1761, nous avons l'« estimation d'une maison de la Dame Noël » faite par le notaire Huot et qui nous indique qu'il doit « faire estimer les débris d'une maison qui a été brûlée ». Plus tard dans l'année, soit le 2 mars, le notaire Genest affirme dans l'inventaire des biens de feu Joseph Couture, de la paroisse de Saint-Pierre, qu'« Il n'y a aucun batiments ou dépendances » sur sa terre puisqu'ils « ont estés consumés par l'incendie arrivée dans l'Isle et comté de Saint-Laurent ». Dans un autre inventaire rédigé quelques années plus tard, soit en janvier 1764, le notaire Sanguinet note au sujet de l'habitation de Joseph Maranda de Saint-Laurent, que sa « maison de pierre couverte en planche simples », que sa grange de bois couverte de foin et son étable de bois de pieux couverte d'herbe sont « tous presqueneuf ayant été construit au lieu et place des anciens batiments qui ons été brûlés pendans les troubles de la guerre ». Finalement, une mention directe du passage de la guerre de la Conquête dans nos paroisses apparaît aussi tard qu'en janvier 1765 alors qu'il est mentionné dans l'inventaire du capitaine de milice de

¹⁰⁹ Il semble effectivement que Suzanne Jean ait voulu dresser un portrait type de la maison rurale de l'Île d'Orléans et ce sans tenir compte du contexte de l'après-guerre de 1761-1767. Ainsi, dans son avant-propos, l'auteure déclare : « Nous situons notre étude entre les années 1760 et 1767. Nous aurions préféré la décade 1750-1760 mais il a été impossible de trouver un greffe de notaire complet pour cette période, les deux greffes importants pour les lieux et dates qui nous intéressent, ceux de Fortier et Pichet, ayant brûlé. Le notaire Crespin dont nous exploitons les actes a exercé à l'Île d'Orléans entre 1760 et 1780. Cette période nous permet tout de même de présenter la maison québécoise traditionnelle au tout dernier moment de la présence française au Canada ». Suzanne Jean, *Aménagement intérieur et fonctions de la maison rurale de l'Île d'Orléans entre 1761 et 1767*. Thèse de M.A. (Histoire), Québec, Université Laval, 1976. p.ii.

Saint-Pierre, qu'« attendu que par la revolution de la guerre tout [a] été entierement ruiné et que sous luy [Pierre Côté] n'avoient point été retabli », il ne reste aucune habitation à léguer¹¹⁰.

Si un certain nombre de bâtiments de nos paroisses semblent avoir été détruits par la guerre ou assez fortement endommagés pour être rebâtis à neuf, il semble toutefois qu'une bonne part des habitations et des dépendances agricoles soit tout de même demeurée intacte ou qu'elle n'ait seulement été abîmée lors du siège de 1759. Ainsi, dans de nombreux inventaires après décès de l'après-guerre, nous retrouvons plusieurs fois la mention de bâtiments auxquels l'ont accolé le qualificatif de « vieux » ou qui sont recouverts de « vieilles planches »; ce qui signifie que leur construction remonte à plus d'une dizaine d'années au moins. Dans ce cas, nous retrouvons en octobre 1761 la « vieille maison » de colombage ayant appartenu à François Goulet de Saint-Pierre, qui fait 40 pieds de long par 20 pieds de large et qui est couverte de vieilles planches »; en mars 1762 à Saint-Laurent, « une vielle baraque de pieces sur pieces couverte en vieilles planches, non estimée » appartenant de son vivant à Thomas Isabelle; en mars 1764, une « vieille grange » couverte de paille appartenant à feu Joseph Chabot de Saint-Pierre et en août 1765, une « vielle grange » de 36 pieds de long par 10 pieds de large ayant appartenu à Jean Baillargeon de la paroisse de Saint-Laurent¹¹¹.

Pour ce qui est des maisons de pierre signalées dans les inventaires après décès, et dont certaines sont demeurées en place jusqu'à nos jours, il est difficile de savoir exactement si elles ont été détruites ou simplement abîmées durant le siège de 1759¹¹². Dans certains cas, il n'est pas impossible de croire que le carré de maçonnerie de la maison, ayant perdu sa toiture et sa charpente par le feu, ait pu être récupéré. À ce sujet, Michel Lessard souligne que « Plusieurs maisons d'esprit français devront être reconstruites après l'invasion britannique, et des toits refaits à la suite de l'incendie de

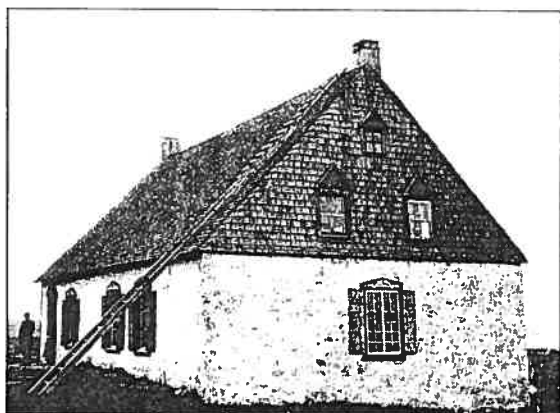
¹¹⁰ Acte du 11 août 1760, notaire Jean-Claude Panet. Acte du 22 janvier 1761, notaire Nicolas Huot. Acte du 2 mars 1761, notaire André Genest. Acte du 23 janvier 1764, notaire Simon Sanguinet. Acte du 7 janvier 1765, notaire Antoine Crespin.

¹¹¹ Acte du 21 octobre 1761, notaire Nicolas Huot. Acte du 22 mars 1762, notaire Antoine Crespin. Acte du 8 mars 1764, notaire Antoine Crespin. Acte du 20 août 1765, notaire Joseph Fortier.

¹¹² Parmi ces cas incertains, nous comprenons la « maison de pierre » de 36 pieds de long par 24 pieds de large de feu François Godbout de Saint-Laurent (Acte du 9 août 1764, notaire Joseph Fortier) et la « maison construite en pierre » de feu Ambroise Leclerc de Saint-Pierre (Acte du 17 mars 1765, notaire Antoine Crespin).

patrimoines par l'armée belliqueuse [et que] plusieurs charpentes légères sur des vieux carrés témoignent de ces « reconstructions »¹¹³. De même, la « Maison Poitras » de Saint-Laurent posséderait toujours des « traces d'incendie [...] [qui] laissent penser que la maison de ferme a été endommagé par l'armée du général James Wolfe en 1759 »¹¹⁴. Quoi qu'il en soit, l'urgence pour l'habitant sinistré de se loger et les sommes nécessaires à la construction d'une maison de pierre neuve nous laisse penser que la presque totalité des maisons de pierre inventoriées dans les actes notariés de l'après-guerre ne peuvent être que des bâtiments construits au plus tard durant la décennie de 1750. Parmi ces inventaires, nous retrouvons celui de Gabriel Gosselin de Saint-Laurent, du mois d'août 1761, qui comprend « une petite maison de pierre » de 25 pieds de long par 17

Maison Gendreau de St-Laurent
(Construite vers 1740)¹¹⁵



Maison Goulet de St-Pierre
(Construite au début du XVIII^e siècle)¹¹⁶



pieds de large, et celui de François Audet de Saint-Laurent, du mois de février 1761, où il est fait mention d'« une maison construite en pierre couverte en planche et qui a besoin d'une couverture double », faisant 39 pieds de long par 26 pieds de large. Ces deux inventaires, qui sont rédigés dans les deux années qui suivent le siège, décrivent donc selon nous des bâtiments ayant survécu aux dévastations tout comme la maison de pierre du navigateur François Volant dit de Champlain qui est « en très mauvais état » en 1764

¹¹³ Michel Lessard, *L'Île d'Orléans : aux sources du peuple québécois et de l'Amérique française*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1998. p.274.

¹¹⁴ Claude Reny. « Maison Poitras », Commission des biens culturels du Québec. Les Chemins de la mémoire. Tome I. Québec, Les publications du Québec, 1990. p.285.

¹¹⁵ Michel Lessard, *op. cit.*, p.288.

¹¹⁶ *Ibid*, p.271.

mais qui demeure debout¹¹⁷. Par contre, la « maison de pierre couverte en planches simples » de Joseph Maranda de Saint-Laurent, décrite dans un inventaire du mois de janvier 1764, semble être un bâtiment neuf ou reconstruit à partir de peu de choses puisque le notaire note que ce bâtiment de 40 pieds de long par 24 pieds de large est « presque neuf ayant été construit au lieu et place » de l'ancienne habitation¹¹⁸.

Les maisons décrites après 1761 dans les inventaires après décès sont donc assez difficiles à dater. En effet, à moins d'une mention spéciale du notaire, ces bâtiments, à l'exception des maisons de pierre, peuvent très bien avoir été construits à neuf lors du retour de la paix. Cette situation est présente dans le cas d'une maison de colombage décrite dans l'inventaire de Pierre Moreau de Saint-Laurent qui se reconstruit une nouvelle habitation entre le 22 janvier 1761 et le 31 janvier 1767, passant d'une « vielle maison de colombage de trente pieds de long sur seize de large couverte d'une vielle couverture en bardos et planches » à une « maison construite a neuf de colombage »¹¹⁹. Selon Suzanne Jean, il semble également que la maison de colombage appartenant à François Leclerc, capitaine de milice de Saint-Pierre, et inventoriée par Crespin le 17 juin 1765, soit aussi une maison récente et ce à cause de « la grandeur du carré de la maison (40' x 23'), la valeur de cette construction (300 livres), la description de la cheminée (c'est rare qu'il le fait) et [...] [la mention de] la présence de châssis et de la porte »¹²⁰.

Ainsi donc, en nous basant seulement sur les inventaires après décès du quinquennat de 1760-1765, les actes de vente et les donations étant trop vagues, il semblerait qu'entre 20 et 40 % des habitations de Saint-Pierre et de Saint-Laurent aient été détruites ou trop sérieusement endommagées pour être habitées à l'automne de 1759. En effet, sur 16 inventaires après décès mentionnant la présence de bâtiments pour nos deux paroisses entre 1760 et 1765, trois d'entre eux seulement signalent une destruction totale des habitations et trois autres une reconstruction ou des indices évidents de reconstruction. La réparation de certains corps de logis est d'ailleurs palpable dans quelques inventaires où l'on signale des dettes liées aux événements de 1759. Parmi ces dettes, nous retrouvons ainsi celles contractées par Joseph Maranda de Saint-Laurent

¹¹⁷ Acte du 1^{er} août 1764, notaire Claude Louet.

¹¹⁸ Acte du 3 août 1761, notaire Joseph Fortier. Acte du 22 février 1761, notaire Antoine Crespin. Acte du 23 janvier 1764, notaire Simon Sanguinet.

¹¹⁹ Suzanne Jean, *op. cit.*, p.185.

¹²⁰ *Ibid.*, p.174-175.

envers Ambroise Roberge de Saint-Pierre à qui il doit huit livres « pour reste de la menuiserie qu'il a fait pour la maison » et huit autres livres à Claude Vaillancourt de Sainte-Famille « pour la charpente qu'il a fais a la maison ». De même, dans l'inventaire de feu Pierre Côté de Saint-Pierre, il est mentionné que ce dernier devait 12 livres et 12 sols pour des travaux de charpente, 128 livres pour la menuiserie et la couverture ainsi qu'une douzaine de livres pour du charriage de pierre et de chaume¹²¹.

La nécessité de loger les officiers et les soldats britanniques du camp du « bout-de-l'Île » expliquerait donc la préservation de la plus grande partie des habitations de Saint-Pierre et à Saint-Laurent. À ce sujet, au milieu du XX^e siècle, des restaurateurs ont découvert « plusieurs pièces de monnaie anglaise, des balles de mousquet ainsi qu'un bouton d'uniforme anglais » sous le plancher de la « Maison Gendreau » à Saint-Laurent¹²². La présence sur le territoire de nos paroisses de l'un des trois principaux campements britanniques présents lors du siège de Québec les aura ainsi protégées d'une dévastation massive. À ce sujet, il serait intéressant de connaître, à titre comparatif, le nombre de bâtiments brûlés dans la paroisse de la Pointe-Lévis où se trouve un second camp à l'été et au début de l'automne de 1759. Toutefois, les destructions survenues dans cette paroisse l'année suivante, suite à l'occupation de celle-ci par un détachement français repoussé par l'armée britannique, rendraient cette étude hasardeuse. En effet, il doit être impossible de démêler les dégâts de 1759 de ceux de 1760 dans les inventaires après décès où l'on signale le plus souvent, en parlant des destructions, qu'elles sont survenues lors de « la révolution de la guerre ». Quoi qu'il en soit, en observant les dégâts engendrés à l'Ange-Gardien par l'évacuation, au mois d'août 1759, du troisième camp majeur établi durant l'été par les Britanniques, il nous semble possible d'affirmer que les environs des deux autres camps auraient connu le même sort n'eut été de la victoire britannique à la bataille des Plaines d'Abraham¹²³. Bien que notre affirmation entre dans le domaine de la pure supposition, il nous semble néanmoins logique d'en venir à la conclusion que le sort du patrimoine bâti des paroisses de Saint-Pierre, de Saint-Laurent et de la Pointe-Lévis se soit joué durant cette bataille qui aura rendu inutile

¹²¹ Acte du 23 janvier 1764, notaire Simon Sanguinet. Acte du 7 janvier 1765, notaire Antoine Crespin.

¹²² Michel Bergeron. « Maison Gendreau ». Commission des biens culturels du Québec. Les chemins de la mémoire. Tome I. Québec, Les publications du Québec, 1990, p.286.

¹²³ Jean-Claude Hébert (dir.), « Le siège de Québec en 1759 par un militaire de l'armée française », *op. cit.*, p.115.

la destruction systématique des possibilités de subsistance du gouvernement de Québec. Évidemment, il aurait été intéressant d'en savoir davantage sur l'état matériel des paroisses du centre et du nord de l'Île d'Orléans. Il est possible en effet que ces dernières n'aient pas bénéficié des effets « bénéfiques » de la proximité du camp du « bout-de-l'Île ». Toutefois, s'il est vrai qu'un hôpital fut aménagé jusqu'à la fin du siège dans l'église de Saint-François, située à la pointe nord de l'Île, il se peut fort bien alors que son patrimoine bâti ait été épargné dans des proportions similaires à celles de Saint-Pierre et de Saint-Laurent.

Quoi qu'il en soit, s'il est difficile de dresser un portrait détaillé de l'état du patrimoine bâti des habitants de nos paroisses aux lendemains du siège de 1759, il est tout aussi ardu de connaître l'état de leur outillage domestique et des animaux qu'ils possèdent alors. Comme nous l'avons vu plus haut, lors du siège de Québec, les Britanniques ont accumulé dans l'Île d'Orléans un nombre assez élevé de bovins qu'ils ont utilisés pour leur subsistance. Après la prise de Québec, les Britanniques les ont de toute évidence transportés dans les environs de la capitale avant de faire boucherie pour l'hiver. Pour ce qui est du cheptel des insulaires, il semble assuré que la majorité des animaux aient d'abord été transférés à la rive nord au moment de l'évacuation de l'Île à la fin mai et au début du mois de juin 1759. En effet, dans les inventaires après décès de la période 1760-1765, le nombre d'animaux énumérés semble tout à fait normal dans un contexte où la dimension du cheptel du début des années 1750 a été graduellement altérée par les réquisitions faites pour les besoins de l'armée française. Par exemple, en février 1761, dans l'inventaire de Jacques Denis de la paroisse de Saint-Laurent, nous apprenons que ce dernier possède alors deux paires de bœufs, deux vaches, l'une de quatre ans et l'autre de 10 ans, un taureau d'un an et quatre cochons. Pour sa part, Gabriel Gosselin possède entre autres, en août 1761, un bœuf, deux vaches, trois veaux, deux brebis et un agneau¹²⁴. En comparaison, dans le gouvernement de Montréal pour les années 1740-1750, Christian Dessureault et John Dickinson ont calculé un cheptel moyen, pour les années 1740-1750, de 6.7 bovins, de 5.1 porcins, de 1.8 chevaux et de 4.3 moutons¹²⁵. En

¹²⁴ Acte du 19 février 1761, notaire Antoine Crespin. Acte du 3 août 1761, notaire Joseph Fortier.

¹²⁵ Christian Dessureault et John. A. Dickinson. « Farm implements and Husbandry in Colonial Quebec, 1740-1840 » dans P. Benes (dir.), *New England / New France, 1600-1850*, Boston, Boston University 1992, p. 119.

1762 pour le gouvernement de Québec, Marcel Trudel a calculé une moyenne de 4.1 bêtes à cornes, de 2.18 moutons, de 2.35 cochons et de 1.23 chevaux possédés par chaque ménage¹²⁶. Ainsi, les inventaires après décès disponibles pour l'Île d'Orléans laissent une impression de normalité au travers des cheptels qu'ils décrivent.

Pour ce qui est des objets de la vie quotidienne possédés par les habitants de nos paroisses au lendemain du siège de Québec, il semble qu'ils aient connu un sort similaire à celui des animaux. En effet, dans les inventaires de 1759-1765, les Orléanais possèdent de nombreux objets qualifiés de vieux par les notaires, ce qui indique que ces derniers ont survécu au siège. Par exemple, Gabriel Gosselin de Saint-Laurent possède en août 1761 « deux vieilles couvertes » valant 20 livres; en mars 1762, la succession de Thomas Isabelle de Saint-Pierre « un vieux attelage d'un cheval » valant cinq livres; en février 1763, François Audet de Saint-Laurent « une vieille cariolle » de 8 livres; en janvier 1764, la succession de Antoine Gosselin de Saint-Laurent deux vieilles paires de raquettes d'une valeur de trois livres, un vieux lit, un vieux canot de bois valant 10 livres et trois vieux chapeaux faisant 20 sols; finalement, en juin 1765, François Leclerc de Saint-Pierre possède une vieille paire de roues valant trois livres et une vieille carriole de 12 livres¹²⁷. Ainsi, en nous basant sur les inventaires après décès, il semble que la plupart des objets possédés par les Orléanais aient été transportés sur la rive nord au moment de l'évacuation du comté de Saint-Laurent ou qu'ils aient été enfouis dans les caches aménagées au centre de l'Île. Dans le cas de cette dernière possibilité, il semble que ces caches aient été épargnées par les Britanniques, ce qui est indiqué par la présence de roues et de carrioles dans les inventaires. Finalement, pour ce qui est des papiers et de l'argent, il semble que la plupart des ménages les aient conservés intacts. En effet, seul Joseph Maranda de Saint-Laurent fait exception, ayant « perdu pendant les troubles de la guerre tous les titres en papier concernant la propriété de ses biens ainsi que l'expédition de son contrat de mariage »¹²⁸.

¹²⁶ Marcel Trudel, *Le Régime militaire, op. cit.*, p.255.

¹²⁷ Acte du 3 août 1761, notaire Joseph Fortier. Acte du 22 mars 1762, notaire Antoine Crespin. Acte du 22 février 1763, notaire Joseph Fortier. Acte du 12 janvier 1764, notaire Lemaître Lamorille. Acte du 17 juin 1765, notaire Antoine Crespin.

¹²⁸ Acte du 23 janvier 1764, notaire Simon Sanguinet.

Ainsi, en conjuguant les écrits des contemporains, les comptes de Fabrique et les actes notariés de l'après-guerre, il nous est maintenant possible de dresser un portrait approximatif de l'état matériel des paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent au sortir du siège de 1759. D'abord, il semble qu'une partie seulement des habitations de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, peut-être 20 à 40%, aient été totalement détruites ou suffisamment altérées pour être considérées comme tel. Le reste des bâtiments quant à eux, sont demeurés en assez bon état, profitant de la proximité du campement britannique du « bout-de-l'Île » dont les alentours ont été utilisés pour le logement des officiers et des soldats anglais. De leur côté, si les églises de nos paroisses sont épargnées, l'intérieur de ces dernières est tout de même suffisamment altéré pour que des investissements massifs y soient nécessaires. Dans ce dernier cas, la paroisse de Saint-Pierre se démarque tout particulièrement avec des dépenses étalées sur dix ans et qui vont au-delà du millier de livres françaises. De même, il n'est pas impossible que la majeure partie des paroissiens aient eu à faire quelques travaux afin de remettre en état leurs habitations et leurs dépendances agricoles, ces dernières ayant sans doute souffert de leur occupation par des militaires. Ainsi, bien qu'il comporte encore quelques zones d'ombre, l'état des biens des habitants de nos paroisses au sortir du siège de 1759 que nous venons de dresser entrera maintenant en ligne de compte dans nos prochaines analyses des perturbations démographiques.

Chapitre III : Impacts de la Conquête sur la mortalité.

De toutes les perturbations de la vie quotidienne engendrées par la guerre de la Conquête, la multiplication des décès en est la plus visible et la plus directement ressentie par les habitants de l'époque. Conséquemment, nous avons choisi de la traiter en premier lieu, plutôt que de passer d'abord par l'analyse de la procréation puis de la nuptialité. Dans la première partie de ce chapitre, nous analyserons donc l'évolution de la courbe des décès en essayant de la relier aux phénomènes généraux s'étant produits au moment de la guerre de la Conquête; soit les maladies contagieuses qui y prolifèrent et la mortalité directe découlant des combats. De cette observation générale de l'évolution des décès, nous tenterons ensuite, dans notre seconde partie, de retrouver des traces de la guerre dans le contenu des actes de sépulture et dans celui des testaments concernant les habitants de nos deux paroisses à l'étude.

1) Sources et méthodes.

Afin de connaître l'ampleur réelle et l'évolution de la mortalité à Saint-Pierre et à Saint-Laurent entre 1750 et 1765, nous avons utilisé le *Registre de la population du Québec ancien* conçu par le *Programme de Recherche en Démographie historique* (PRDH), du département de démographie de l'Université de Montréal. Dans ce registre informatisé de tous les registres paroissiaux de notre période, nous avons d'abord relevé les actes de sépulture survenus dans nos deux paroisses pendant les quinze années qui nous intéressent. À ces actes, nous avons ajouté ceux concernant des résidents de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, mais dont le décès a été enregistré à Charlesbourg et Québec entre mai et décembre 1759 alors que la population est évacuée à l'occasion du siège¹²⁹. Nous avons ensuite regroupé l'ensemble de ces actes par année récolte, qui va du 1^{er} juillet au 30 juin de chaque année, plutôt que par année civile. Ce choix cadre mieux avec le mode de vie agricole de l'époque et la rigueur des hivers au Canada. Il nous a

¹²⁹ Les actes de sépulture que nous avons ajoutés à notre corpus sont au nombre de 14 (sept pour Saint-Pierre et sept pour Saint-Laurent). Ils ont tous été enregistrés à Charlesbourg à l'exception de trois d'entre eux qui l'ont été à Québec. Nous avons compté tous les actes jusqu'en décembre 1759 et ce même si les registres paroissiaux de Saint-Pierre et de Saint-Laurent reprennent dès septembre. Ce choix, qui peut paraître contestable, nous a paru valable puisqu'il existe une période de grande instabilité dans la rédaction des actes au retour de l'évacuation de 1759. Ainsi, au début de l'année 1760, le curé de Saint-Pierre en est toujours à enregistrer des décès survenus en décembre de l'année précédente.

également permis de faire davantage ressortir certaines pointes de mortalité qui sont moins visibles lorsque ces mêmes actes sont étalés sur une année civile¹³⁰. Notre corpus comprend donc 347 actes de sépulture survenus sur quinze ans et qui sont répartis également entre nos deux paroisses; soit 174 pour Saint-Pierre et 173 pour Saint-Laurent.

2) *Décès survenus chez les miliciens aux combats.*

Ne concernant que les décès liés aux paroissiens décédés sur leurs terres, les 347 actes de notre corpus ne comprennent évidemment pas ceux qui sont survenus chez les miliciens lors des expéditions s'étalant de 1755 à 1760 ou lors des voyages de transport de marchandises vers les postes de l'Ouest. En effet, le décès des miliciens et le dévoilement de leur identité ne sont que rarement signalés par les officiers de l'état-major qui se sont davantage attardés aux pertes survenues chez les gradés. Ainsi, bien que chacune de nos paroisses ait théoriquement compté une compagnie de milice de 60 à 80 hommes et qu'elles aient pu en fournir davantage en mobilisant tous les hommes valides, nous n'avons retracé que deux sépultures concernant des miliciens de nos paroisses décédés en campagne et ce pour toute la période de 1755-1760. Ces deux actes, tout deux tirés des registres du fort Saint-Frédéric au lac Champlain, signalent la mise en terre, les 27 juillet et 13 août 1756, de François Aubin de Saint-Pierre, âgé de 24 ans, et de Pierre Noël de Saint-Laurent, âgé de 20 ans. À leur sujet, aucun détail n'est donné sur les circonstances de leur mort¹³¹. De même, aucune mention du décès de l'un de ces deux hommes n'a été retrouvée dans les registres de Saint-Pierre et de Saint-Laurent ce qui est également le cas des paroissiens décédés sur la rive nord du fleuve lors du siège de 1759. Ainsi, pour toute la période 1750-1765, les curés Desgly et Martel ne se sont préoccupés que des mortalités survenues dans les limites de leur cure. L'ampleur des pertes subies par les miliciens canadiens en général est donc difficile à mesurer. Nous pouvons tout de

¹³⁰ En effet, pour nos deux paroisses, nous ne retrouvons que 25 sépultures pour l'année civile de 1755 alors que nous en retrouvons 41 concentrées entre le 1^{er} juillet 1755 et le 30 juin 1756. En 1759, nous avons 57 sépultures pour l'année civile et 87 entre le 1^{er} juillet 1759 et le 30 juin 1760.

¹³¹ Dans Marthe Faribault-Beauregard, *La population des forts français d'Amérique (XVIII^e siècle) : répertoire des baptêmes, mariages et sépultures célébrées dans les forts et les établissements français en Amérique du Nord au XVIII^e siècle*, Montréal, Éditions Bergeron, 1982, p.40, 45 et 46. Outre le registre du fort Saint-Frédéric au lac Champlain, la seule autre source d'information que nous avons retrouvée qui nous indique le lieu du décès d'un milicien de l'Île d'Orléans en campagne est un acte notarié du 30 mai 1765 concernant la succession de Jacques Asselin, habitant de Sainte-Famille, qui « a été tué à la bataille de Lachute entre les forts George et Carillon ». (Acte du 30 mai 1765, notaire Antoine Crespin).

même affirmer qu'elles furent moindres que celles subies dans les paroisses elles-mêmes lors du passage des épidémies. En effet, les miliciens du gouvernement de Québec incluant ceux de l'Île d'Orléans, essentiellement utilisés sur la frontière du Lac Champlain, n'y participent apparemment qu'en faible nombre aux combats; que ce soit celui entourant le bref assaut de Dieskau contre le camp britannique du lac Saint-Sacrement en 1755 ou ceux entourant les opérations du siège du fort William-Henry en 1757 dont le commandant capitule sans combattre. En 1758, les milices sont pratiquement absentes de l'armée française participant à la bataille de Carillon et ne servent qu'à renforcer la frontière pour le reste de la campagne où il ne se passe rien de majeur¹³². En 1759, les milices orléanaises changent complètement de champ d'opération et se retrouvent sur les bords de Beauport, près de leurs terres et de leurs habitations. Cette campagne, dont les détails ont été précisés dans le chapitre I, est la dernière à laquelle participent les milices de nos paroisses. Si pertes militaires il y a en 1759, celles-ci doivent presque toutes avoir lieu à la bataille des Plaines d'Abraham lors des escarmouches qui précèdent et qui suivent l'affrontement principal. Or, pour les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, seul Jean-Baptiste Langlois semble manquer à l'appel suite à cette bataille et encore sa mort n'y est qu'hypothétique. En effet, entre le décès de son fils François le 26 mars 1759 et le mariage de son fils Jean-Baptiste en 1765, où son décès est signalé, cet habitant de Saint-Laurent n'est mentionné dans aucun document, que ce soit dans les registres paroissiaux ou dans les greffes des notaires. De plus, dans les actes notariés concernant les résidents de nos paroisses après 1759, aucune mention n'est faite au sujet d'éventuelles disparitions d'habitants aux environs du 13 septembre 1759¹³³. Fait à noter au sujet des registres de l'Hôpital-Général et dans ceux des paroisses

¹³² Peu estimés par les autres miliciens canadiens, les miliciens du gouvernement de Québec semblent être essentiellement utilisés pour les opérations ayant lieu aux environs du lac Champlain entre 1755 et 1758. À ce sujet, Bougainville note d'ailleurs en juin 1758 que les miliciens de Montréal, « trop bons pour qu'on nous les laisse » sont destinés « à l'armée de faveur » et qu'à la place, la défense de la frontière du lac Champlain est assurée par les milices « du gouvernement de Québec que les Canadiens mêmes méprisent ». Au-delà des propos médisants de Bougainville sur les miliciens du gouvernement de Québec, difficilement vérifiables, il semble que cette affirmation soit tout à fait véridique puisque les rares traces laissées par les miliciens orléanais en campagne se retrouvent toutes à la frontière du lac Champlain. Dans Roland Lamontagne (dir.), *op. cit.*, p.292.

¹³³ Un exemple de milicien disparu lors de la bataille des Plaines d'Abraham et qui fut probablement inhumé par les Britanniques dans une fosse commune nous est connu par un *témoignage de liberté au mariage* établi par Alexis Dumontier de la Pointe-à-la-Caille au sujet d'un dénommé Alexis Gagné de Berthier duquel il affirme « qu'il est mort dans le combat, comme je le pense », ce qui permet à sa veuve de

environnant le champ de bataille, nous n'avons retrouvé qu'un seul acte de sépulture liant un Orléanais à la bataille des Plaines d'Abraham. Il concerne un milicien de Saint-Jean de l'Île d'Orléans, Jean Fortier, qui décède le lendemain de la bataille à l'Hôpital-Général de Québec.

Pour ce qui est du calcul de la mortalité survenue chez les officiers de milice des paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent durant la guerre, plus facile à mesurer et plus significative pour notre analyse puisque ses membres sont presque toujours des notables de leur paroisse, donc des résidents permanents, il faut souligner que leur identification ne nous a été rendue possible que par l'entremise des registres paroissiaux et de certains actes notariés auxquels ils ont participé¹³⁴. À la tête de la hiérarchie milicienne de nos paroisses, nous avons d'abord dénombré trois majors de milices pour toute notre période, soit Maurice Crépeau (de 1736 à 1753), Pierre Côté (de 1752 à 1757), et Joseph Chabot (de 1753 à 1763)¹³⁵. Théoriquement à la tête d'au moins deux compagnies de milice, ces majors sont tous les trois des résidents de la paroisse de Saint-Pierre. Leur nombre élevé s'expliquerait par l'étendue de leur commandement qui semble s'étendre sur une partie ou sur l'ensemble l'Île d'Orléans comme c'est le cas de Joseph Chabot au sujet duquel un acte notarié de 1753 indique qu'il est « major de milice de toute l'étendue du comté St-Laurent ». Bien qu'identifiés comme majors de milice, ces trois hommes ne sont pas nécessairement actifs jusqu'à leur mort. Il est possible en effet que le major Crépeau, âgé de 77 ans au début de la décennie 1750, n'exerce déjà plus ses fonctions mais qu'il y soit toujours identifié par son ancien grade. Cette hypothèse est plausible puisque, par exemple, certains soldats français établis au Canada après la guerre sont toujours identifiés par leur grade et leur régiment dans les documents et ce plusieurs

se remarier. Ce genre de document conjugué aux actes notariés semble indiquer qu'il soit possible de retracer le sort de l'ensemble des miliciens décédés lors de la bataille du 13 septembre. Ainsi, l'absence de telles mentions pour nos paroisses suggère qu'il n'y a pas eu de pertes lors de cette bataille chez les miliciens de notre territoire d'étude, du moins chez les hommes mariés. Cyprien Tanguay, Cyprien. *À travers les registres*. Montréal, Librairie Saint-Joseph/Cadioux et Derome, 1886, p.185-186.

¹³⁴ À noter qu'il n'existe pas de relevé exhaustif des officiers de milice du XVIII^e siècle canadien. Parmi les auteurs qui ont tenté de les retracer, nous retrouvons tout de même Antoine Roy qui fait un catalogue incomplet des officiers de milice de tout le Régime français et Marcel Trudel qui dresse quant à lui un tableau de tous les officiers de milice qu'il a pu retrouver pour le Régime militaire. Claude de Bonnault, « Le Canada militaire ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1949-1951, p.263-527; Marcel Trudel, *Le Régime militaire*, op. cit., p. 92-111

¹³⁵ Ces dates sont données à titre indicatif seulement. Elles sont fixées selon la première mention du grade trouvée et prennent fin avec la dernière qui est le plus souvent celle de l'acte de sépulture.

années après le retour de leur régiment en France. Comme le soulignent d'ailleurs Christian Dessureault et Roch Legault au sujet de la milice canadienne du XIX^e siècle, « Même après leur retraite, les anciens officiers continuent de porter leur titre » à cause du prestige associé à cette fonction¹³⁶. Il est également possible que certains individus qualifiés de major aient plutôt porté le grade d'aide-major de milice. Il serait étonnant en effet que nos paroisses aient compté simultanément sur un aussi grand nombre de ce type d'officiers, comme c'est le cas pour les majors Chabot et Côté entre 1753 et 1757, puisque le nombre de capitaines, donc de compagnies, que nous avons retracés pour les quinze années de notre mémoire est minimal. En effet, il ne semble pas exister plus d'une compagnie dans chacune de nos paroisses au moment de la Conquête. Ce constat rejoint d'ailleurs le calcul effectué par Marcel Trudel qui a estimé pour le Régime militaire un *ratio* de un capitaine de milice par paroisse de 522 habitants dans le Gouvernement de Québec¹³⁷. À Saint-Pierre donc, deux capitaines se succèdent : Pierre Côté *le père* entre 1752 et 1760 et François Leclerc qui semble prendre le relais avec des mentions entre 1763 et 1765. À Saint-Laurent, nous ne retrouvons que Pierre Cinq-Mars qui y est capitaine de 1752 à 1765. Si la recherche des majors et des capitaines de milice comporte un certain nombre d'incertitudes, celle des officiers inférieurs l'est encore davantage. Regroupés sous le terme générique d'« officiers de milice », le lieutenant et l'enseigne de chaque compagnie sont difficilement identifiables. Parmi ceux-ci, nous retrouvons tout de même quatre officiers de milice à Saint-Pierre pour la décennie 1750, soit François Leclerc, le futur capitaine de la paroisse qui est officier de milice de 1748 à 1755, François Goulet (1749-1760), Michel Montigny (1753-1761) et Philippe Noël (1760) qui est également seigneur de Tilly et de Bonsecours bien qu'il n'y réside pas. Dans la décennie suivante, deux autres officiers semblent prendre la relève : Amador Raté (1760-1764) et Joseph Côté (1765). À Saint-Laurent, nous sommes assez mal renseignés avec seulement deux mentions d'officiers, soit Gabriel Rouleau Sansoucy de 1751 à 1761 et

¹³⁶ Christian Dessureault et Roch Legault, « Évolution organisationnelle et sociale de la milice sédentaire canadienne : le cas du bataillon de Saint-Hyacinthe, 1808-1830 », *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société historique du Canada*, vol. 8 (1998), p.94.

¹³⁷ Évidemment, cette moyenne générale n'a pas de valeur absolue puisque certaines paroisses ayant une taille similaire et même inférieure à celles de Saint-Pierre et de Saint-Laurent y comptent parfois jusqu'à deux compagnies. Parmi celles-ci nous retrouvons par exemple Château-Richer avec 478 habitants, Sainte-Foy avec 464 habitants et Saint-Joachim avec 389 habitants. Dans Marcel Trudel, *Le Régime militaire*, op. cit., p. 92-113.

Julien Gendreau Lapoussière au sujet duquel nous savons seulement qu'il est lieutenant de la compagnie de la paroisse en 1760¹³⁸.

Ainsi, durant la guerre de la Conquête, nous retrouvons pour nos deux paroisses dix gradés en fonctions à différents échelons, soit deux majors, deux capitaines et six officiers. Parmi eux, il ne semble pas qu'il y ait eu de pertes directement liées aux combats auxquels ils auraient participé. En effet, la majorité d'entre eux, soit six individus, sont toujours vivants au moment de la capitulation de Montréal et de l'ensemble de la colonie. Même chez les quatre gradés de nos paroisses décédés durant le conflit, tout semble indiquer qu'ils soient décédés des suites d'une maladie quelconque ou d'une insuffisance alimentaire, étant inhumés dans leur paroisse d'office durant la saison morte. De ce nombre, nous retrouvons d'abord le major Pierre Côté, décédé au mois de février 1757, à Saint-Pierre, à l'âge de 28 ans, puis trois autres décès également survenus à Saint-Pierre aux mois de janvier et de mars 1760. Nous retrouvons ainsi chronologiquement, le capitaine Pierre Côté *le père*, qui décède à l'âge de 56 ans, l'officier François Goulet, âgé de 48 ans, et finalement l'officier et seigneur de Tilly et de Bonsecour, Philippe Noël, décédé à l'âge de 54 ans. Ainsi, chez les gradés de la milice de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, aucune mort n'est directement liée aux combats survenus durant la guerre de la Conquête, ce qui va à l'encontre de la surmortalité généralement présente chez leurs homologues des troupes de terre qui sont, proportionnellement, les plus décimés par les batailles et les sièges du XVIII^e siècle. La faible mortalité survenue chez les miliciens de nos paroisses en dehors de celles-ci nous amène donc à traiter de la mortalité survenue chez les civils durant le conflit.

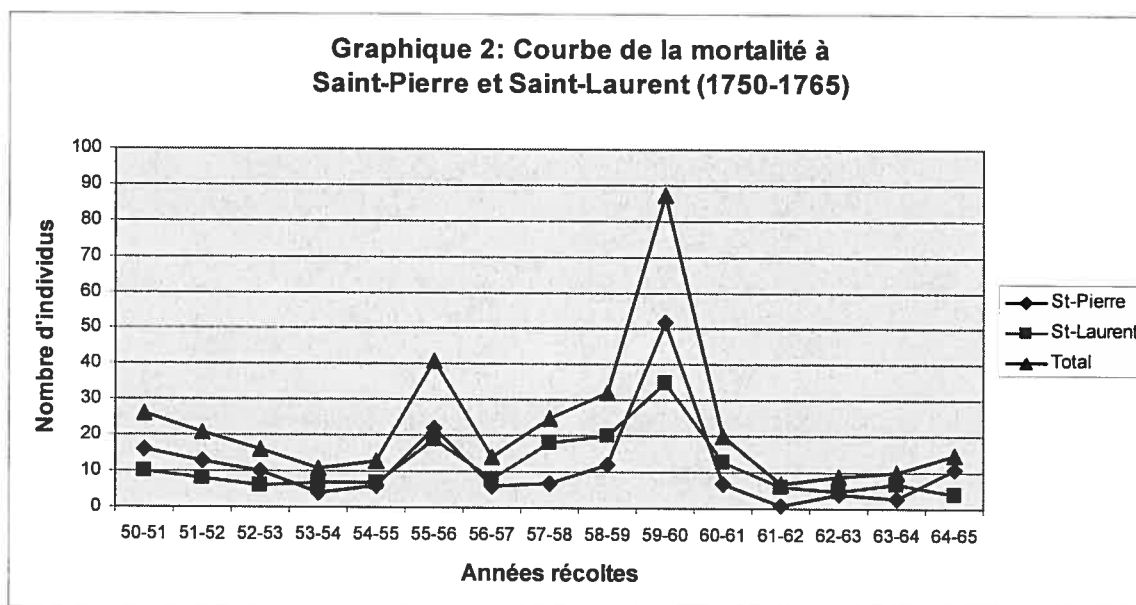
3) *Analyse de l'évolution de la courbe des décès.*

La courbe des décès, en ce qui concerne son allure générale entre 1750 et 1765, est marquée par trois grandes séquences (voir le graphique deux)¹³⁹. La première, qui comprend les années de paix allant de 1750 à 1755, n'est touchée que par une mortalité

¹³⁸ C'est donc un total de 13 officiers de milice que nous avons retracés pour toute notre période et pour nos deux paroisses: 10 pour Saint-Pierre et trois pour Saint-Laurent. À leur sujet, notons qu'une famille, les Côté, s'accapare de la majeure partie des postes de la paroisse de Saint-Pierre. En effet, entre 1750 et 1765, nous comptons trois de ses membres, soit Pierre Côté, capitaine entre 1752 et 1760, et ses deux fils : Pierre et Joseph qui sont respectivement major (1752-57) et officier de milice (1765).

¹³⁹ Notre graphique comprend les 14 actes concernant des résidents de nos paroisses qui ont trouvé refuge sur la rive nord du fleuve à l'occasion du siège de Québec de 1759.

assez faible qui diminue au fil des ans. Les années de guerre, qui vont de 1755 à 1760, se distinguent plutôt par une mortalité un peu plus forte marquée par deux pointes très élevées pour les années 1755-1756 et 1759-1760. Finalement, la séquence de 1760-1765 marque le retour à la paix et à une mortalité « normale » qui est même inférieure au niveau de 1750-1755.



Des trois séquences identifiées plus haut, nous avons tenté d'en savoir plus sur les caractéristiques des décédés en temps de guerre afin de mieux comprendre le contexte entourant les deux sommets majeurs survenus au début et à la fin de la Conquête, soit ceux de 1755-1756 et de 1759-1760. Pour ce qui est du premier sommet, notons qu'il provoque une rupture radicale avec les années de mortalité « normale » qui le précèdent. Ainsi, nous passons d'une moyenne de 17.4 décès par année pour le quinquennat de 1750-1755 à 41 décès pour la seule année de 1755-1756. L'année suivante, soit en 1756-1757, la courbe des décès reprend un niveau « normal » avec 14 cas seulement. Autre point à signaler, le pic de 1755-1756 ne semble pas toucher davantage une tranche d'âge qu'une autre dans la population de nos paroisses puisque les proportions restent similaires à ce qu'ont connu Saint-Pierre et Saint-Laurent en période de paix. Ainsi, dans l'ordre, nous retrouvons pour 1755-1756 les moins de 16 ans qui, mortalité infantile oblige, sont toujours majoritaires (53.6%) suivis des 16-50 ans (26.8%) et des 51 ans et plus (19.5%).

En ce qui a trait à l'origine paroissiale des décédés, aucun phénomène significatif n'émerge puisqu'à l'instar des autres années de la période 1750-1765, l'écrasante majorité des décédés est originaire de la paroisse de la mise en terre ou d'une paroisse voisine.

De toutes les sépultures enregistrées dans nos paroisses à l'année 1755-1756, la seule qui porte mention de la cause du décès est celle de Charles Roulot, 7 mois, de la paroisse de Saint-Laurent, qui serait « mort de la picotte », donc de la variole, le 24 septembre 1755. Au-delà de cet acte isolé, il nous semble évident que la surmortalité de 1755-1756 relève de la prolifération d'une maladie contagieuse, la variole de toute évidence. En effet, comme le signale Monseigneur de Pontbriand en 1755, « une maladie épidémique, qui fit autrefois tant de ravage dans cette colonie, commence à se répandre et à donner de tristes alarmes »; ce qui fait évidemment référence aux épidémies de variole de 1702-1703 et de 1733¹⁴⁰. Au sujet de cette maladie épidémique, Montcalm note d'ailleurs qu'elle « est regardée en Canada [...] comme une maladie populaire qui prend tous les vingt ans » et que son activité à l'hiver de 1755 « fait de grands ravages »¹⁴¹. Or, puisque la hausse des décès de 1755-1756 survient la même année qu'arrivent dans la colonie les premiers contingents massifs de troupes de terre venues de France et des premiers groupes d'Acadiens réfugiés, il est possible que les pertes humaines de cette année-là soient également attribuables, en partie seulement, à la présence d'une autre épidémie. Ainsi, une maladie comme le typhus, contractée par des militaires durant leur traversée trans-atlantique et par des groupuscules acadiens lors de leur périple entre l'Acadie et la vallée laurentienne, aura alors pu se transmettre à l'habitant et se conjuguer à la variole pour augmenter le nombre de décès. Évidemment, la part prise dans le pic de 1755-1756 par le typhus est difficilement mesurable. Hubert Charbonneau souligne d'ailleurs qu'elle « est certainement la maladie contagieuse la plus méconnue de notre histoire »¹⁴².

¹⁴⁰ H. Tétu et C-O. Gagnon, « Mandements, lettres pastorales et circulaires des Évêques de Québec », *op. cit.*, p.104. Comme l'indique Hubert Charbonneau, la première apparition de la variole au Canada survient durant les années 1702 et 1703 alors qu'une personne sur 14 en décède. En 1733, la variole revient une seconde fois mais y cause moins de pertes humaines à cause de l'immunisation causée par la première épidémie. Hubert Charbonneau, « Les grandes mortalités épidémiques avant 1760 », *Mémoire de la société généalogique canadienne-française*, vol. 46, no 2 (été 1995), p.129-130.

¹⁴¹ Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm*, *op. cit.*, p.59 et 317.

¹⁴² Hubert Charbonneau, « Les grandes mortalités épidémiques avant 1760 », *op. cit.*, p.130.

Or, qu'elle soit née d'une conjugaison de la variole et du typhus ou qu'elle ne soit attribuable qu'à la première des deux, il semble que l'épidémie de 1755-1756 ait d'abord frappé Saint-Pierre à l'automne de 1755 avant d'atteindre Saint-Laurent dans les premiers mois de 1756¹⁴³. Le passage de cette première contagion, qui a ravagé nos deux paroisses, pourrait également avoir protégé ces mêmes habitants l'année suivante puisque 1756-1757 ne comporte qu'un nombre restreint de décès et ce malgré l'arrivée d'un second contingent de soldat des troupes de terre et de nombreux Acadiens¹⁴⁴. Cette résistance à la maladie, favorisée par les précautions prises par les autorités coloniales et militaires, semble cependant être de courte durée si l'on se fie à la progression constante du nombre de sépultures qui reprend graduellement et qui coïncide avec le cantonnement du troisième bataillon du régiment de Berry sur l'île d'Orléans aux hivers de 1757-1758 et de 1758-1759. Arrivé en compagnie du second bataillon du même régiment à l'été de 1757, ce corps d'armée serait selon Montcalm « dans le plus mauvais état du monde »¹⁴⁵. Fortement atteints par la maladie, les deux bataillons de Berry doivent effectivement laisser une partie considérable de leurs hommes dans les hôpitaux de Québec¹⁴⁶. Toutefois, la mortalité chez les civils pour l'année 1757 ne semble pas uniquement liée à la présence de ces nouveaux soldats. En effet, toujours selon Montcalm, les décès dans la colonie pour cette année-là sont essentiellement attribuables à la propagation d'une nouvelle épidémie de petite vérole transmise par les Acadiens réfugiés et les prisonniers

¹⁴³ La paroisse de Saint-Pierre compte 14 décès entre août et décembre 1755 contre six à Saint-Laurent pour la même période. À l'inverse, la paroisse de Saint-Pierre n'est touchée que par huit décès dans les six premiers mois de 1756 contre 13 pour Saint-Laurent.

¹⁴⁴ En 1756, près de 900 recrues sont envoyées au Canada en plus des deuxièmes bataillons des régiments de Royal-Roussillon et de La Sarre. Au sujet des maladies développées lors des traversées transatlantiques de 1756, le commissaire des guerres, Doreil, note qu'il y a 300 malades hospitalisés à Québec peu après le débarquement des troupes de terre et des recrues. Le *Léopard*, l'un des navires utilisés lors de la traversée, compte à lui seul 280 de ces 300 malades. Pour ce qui est de la maladie développée sur ce vaisseau, Doreil note d'abord que l'« On soupçonnoit du poison et [qu']on agissoit pour le traitement sans certitude ». Afin de mieux connaître la source de cette maladie devenue épidémique, deux corps de grenadiers récemment décédés sont ouverts. À cette occasion, « On trouva la rate d'un volume considerable et gangrenée; un engorgement de Sang et un gonflement dans la tête avec un commencement de supuration dans le cerveau ». Après cette autopsie, Doreil note que « Cette connaissance du Siège de la maladie a été le Salut des malades ». Doreil, « Lettres de Doreil », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1944-1945, p.81.

¹⁴⁵ Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres du marquis de Montcalm au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, p.50.

¹⁴⁶ Bien que certaines parties des deuxièmes et troisièmes bataillons de Berry n'arrivent qu'à la fin de l'été de 1757, le gros de ces unités débarque à Québec entre le 23 et le 29 juillet. De ce nombre le commissaire des guerres note qu'il y a « plus de 200 hommes malades et sept à huit officiers, la plus grande partie à toute extrémité de fievres malignes mêlées de beaucoup de scorbut. » Doreil, *op. cit.*, p.103.

anglais capturés au fort William-Henry durant la campagne de 1757¹⁴⁷. Cette assertion semble d'ailleurs être confirmée dans nos paroisses lors du mois de juillet 1758 alors qu'il s'y concentre 40% des décès de cette année-là, essentiellement à Saint-Laurent, et que ceux-ci concernent tous des enfants de moins de deux ans¹⁴⁸. Ce phénomène serait alors explicable par une recrudescence de la variole qui, comme le souligne Hubert Charbonneau au sujet des Canadiens qui en sont toujours atteints en 1758 et en 1759, n'atteint plus que des enfants, « la plupart des adultes ayant sans doute acquis l'immunité » suite à l'épidémie de 1755¹⁴⁹. Quoi qu'il en soit, les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent comptent successivement 25 et 32 décès pour les deux années où sont cantonnés les soldats du troisième bataillon de Berry, ce qui constitue une augmentation notable par rapport à l'année précédente¹⁵⁰. Chez les militaires cantonnés dans nos paroisses, seuls deux d'entre eux semblent y décéder et ce de façon accidentelle plutôt que des suites d'une maladie. Il s'agit d'un soldat non identifié, apparemment décédé par noyade en juillet 1757, au large de Saint-Laurent, et d'un dénommé Veron « trouvé mort et gelé [...] [en février 1758] dans le chemin qui conduit de St-Laurent à St-Pierre ». La mortalité de cette paroisse l'emporte d'ailleurs sur Saint-Pierre lors des deux années de cohabitation avec les militaires du régiment de Berry. En effet, Saint-Laurent compte successivement 72% et 62.5% des décès enregistrés dans les deux paroisses de la pointe sud de l'Île pour 1757-1758 et 1758-1759, ce qui est potentiellement attribuable à l'accueil d'un plus grand nombre d'Acadiens et de soldats du régiment de Berry. Cette augmentation importante et régulière de la mortalité nous amène donc au sommet inégalé de 1759-1760.

¹⁴⁷ Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm*, op. cit., p.317. Le constat de Montcalm est confirmé par son aide de camp Bougainville qui note la même chose dans son journal. Le recoupement entre les journaux de ces deux hommes n'est alors pas très étonnant puisque Bougainville est l'aide de camp du général Montcalm entre 1756 et 1758. Roland Lamontagne (dir.), op. cit., p.270-271.

¹⁴⁸ En effet, 12 sépultures sur 32 de cette année-là sont enregistrées en juillet 1758 dont 10 à Saint-Laurent et deux à Saint-Pierre. Cette surmortalité localisée est très brève puisque les mois de juin et d'août 1758 ne comptent réunis que quatre décès.

¹⁴⁹ Hubert Charbonneau, « Les grandes mortalités épidémiques avant 1760 », op. cit., p.130.

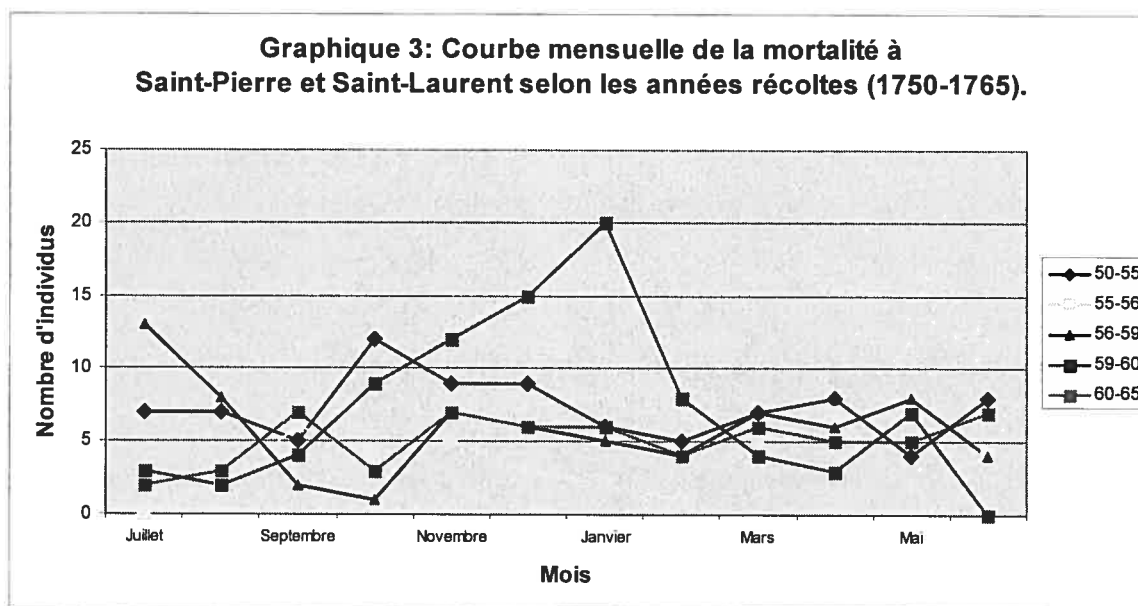
¹⁵⁰ Les 32 actes de l'année 1758-1759 comprennent un décès survenu en juin 1759 à Québec mais qui concerne un résident de Saint-Pierre. Il s'agit du seul décès concernant un résident de nos paroisses pour le mois de juin 1759. Ainsi, la séparation en années récoltes de la période 1750-1765 ne cause pas de problèmes majeurs pour notre analyse du siège de Québec de 1759 et ce bien que le séjour des Orléanais à Charlesbourg soit séparé en deux parties; le mois de l'évacuation (juin) étant inclus dans l'année 1758-1759 et le reste de l'été dans celle de 1759-1760.

Résultat direct des privations alimentaires vécues dans les bois de Charlesbourg, au camp fortifié de Beauport et dans les paroisses partiellement dévastées de l'Île lors du retour de leurs habitants, le sommet de 1759-1760 compte 74 actes de sépulture enregistrés à Saint-Pierre et Saint-Laurent. À ce nombre imposant, nous avons ajouté 13 autres actes concernant les résidents de nos paroisses mais qui ont été enregistrés à Charlesbourg, paroisse refuge pendant le siège, et Québec. Demeurant à Saint-Pierre pour la majorité, ces 87 individus décédés sont répartis assez équitablement lorsque vient le temps de les regrouper par tranches d'âge. Ainsi, nous retrouvons exceptionnellement presque *ex-aequo* les moins de 16 ans (35.63 %), les 16 à 50 ans (33.3 %) et les 51 ans et plus (31.03%). Ce phénomène est sans doute lié à un sous-enregistrement des décès d'enfants. Pour ce qui est des causes des nombreux décès de cette année, nous n'avons retrouvé aucune note dans les actes de sépulture. Évidemment, tout porte à croire que cette hausse radicale, circonscrite en une année, de la courbe des décès est d'abord liée aux privations alimentaires amenées par la campagne de 1759 qui interrompt une récolte déjà mauvaise dans l'ensemble de la colonie. À ce sujet, Louise Dechêne nous rappelle que les récoltes furent « absolument désastreuses » dès 1757 et que la situation empira jusqu'en 1760. De son côté, André Côté signale que les deux dernières années du Régime français furent marquées par une disette générale qui « ne se termina qu'à l'automne de 1760, grâce au retour des bonnes récoltes dans la région de Montréal »¹⁵¹. Cette disette généralisée, durement ressentie par l'ensemble des campagnes de la colonie, a sans doute eu un plus grand impact chez les réfugiés de l'Île d'Orléans qui ont dû connaître un rationnement sévère auquel ils n'étaient pas habitués, similaire à celui vécu par les troupes régulières et les citoyens. En effet, campés dans les bois de Charlesbourg à l'été de 1759, les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, privés de leurs terres et de leurs caches de nourriture, ont été exposés comme jamais à des privations facilitant l'implantation et le développement des virus¹⁵². Ainsi, c'est avec un système immunitaire affaibli que les habitants de l'île d'Orléans, en retournant dans leurs terres, ont dû se

¹⁵¹ Louise Dechêne, *Le partage des subsistances*, op. cit., p.152. André Côté, *Joseph-Michel Cadet, 1719-1781, négociant et munitionnaire du roi en Nouvelle-France*, Sillery, Septentrion, 1998, p.107.

¹⁵² Les mauvaises récoltes de la fin du Régime français, bien que leur ampleur soit difficilement mesurable, semblent bel et bien avoir touché l'Île d'Orléans. À ce sujet, André Côté signale que les habitants des campagnes « furent durement frappés par la seconde crise de l'automne 1757 » et qu'à partir de cette date, les « disettes apparurent dans les villes, et même dans les campagnes, au cours de chaque hiver et de chaque printemps, jusqu'en 1760 ». *Ibid.*, p.107.

protéger des rigueurs de l'automne et de l'hiver, certains devant se réfugier dans l'église ou chez un voisin pour y passer l'hiver. L'ensemble de ces facteurs trouvent leur corollaire suite au retour d'exil, soit durant le mois de septembre 1759, alors que la courbe des décès amorce sa montée. Par la suite, l'ampleur de la mortalité s'accroît graduellement et atteint son point culminant en janvier avec 20 décès dont la majorité surviennent à Saint-Pierre. Après ce mois fatidique, le nombre des décès décroît rapidement malgré une remontée temporaire en mai. Ainsi, les pertes humaines de 1759-1760 se sont surtout produites au centre de l'année récolte, soit dans les mois de novembre, décembre et janvier où sont concentrés près de 55 % des décès (voir le graphique trois)¹⁵³. Cette tendance est d'autant plus intéressante qu'elle contraste avec la répartition mensuelle de la mortalité dans nos deux paroisses entre 1750 et 1765 qui demeure sensiblement la même que ce soit en années de paix ou de guerre.



¹⁵³ Ce graphique comprend les actes de sépulture enregistrés à Saint-Pierre et Saint-Laurent ainsi que ceux que nous avons retrouvé à Charlesbourg de juillet à décembre 1759 concernant des résidents de ces paroisses. Les courbes se basent sur la répartition de notre période d'étude en trois grandes phases soit celles des années de paix de 1750-1755 et de 1760-1765 et de celles du temps de guerre de 1755-1760. Cette dernière période est toutefois divisée en trois sous-sections afin de faire ressortir la répartition mensuelle de la mortalité selon les deux grands pics de 1755-1756 et de 1759-1760

Au sujet des éventuelles pertes humaines survenues par noyade en mai et en juin 1759, au moment de l'évacuation précipitée de l'Île d'Orléans, signalons qu'aucune trace n'en est perceptible dans les registres paroissiaux des environs de nos paroisses. Ceci étant dit, l'absence de sépultures liées à cet épisode n'indique pas nécessairement qu'il n'y soit pas survenu un certain nombre d'accidents ayant échappé, dans la confusion du moment, à l'enregistrement des curés de la région. Quoi qu'il en soit, ce nombre d'omissions a dû être infime puisque les corps des individus décédés par noyade font également l'objet d'actes de sépulture lorsqu'ils sont retrouvés et ce même quand le corps ne peut être identifié.

Ainsi, en nous basant sur les documents disponibles, il nous semble acquis que la courbe impressionnante de 1759-1760 soit essentiellement due à la conjugaison des contraintes alimentaires de l'exil de l'été 1759 et du manque de protection contre le froid d'une partie des insulaires lors du retour dans les paroisses de l'Île. Dans les années de paix qui suivent cette surmortalité, la courbe des décès subit une chute radicale en passant de 87 à 20 cas enregistrés pour 1760-1761. Elle poursuit toujours sa chute par la suite et tombe en 1762-1763 à son plus bas niveau des quinze années de notre étude, soit un maigre 7 décès. Elle se termine finalement avec une légère remontée jusqu'en 1764-1765. Plus faible encore que celle du quinquennat de 1750-1755 (moyenne de 12.2 décès par année contre 17.4), la mortalité moindre de l'après-guerre est tout à fait normale puisque, comme le souligne Jacques Henripin, en période de grand décès « la maladie fait mourir des personnes qui, à cause de leur vieillesse ou d'une morbidité latente, seraient normalement mortes quelques années plus tard »¹⁵⁴.

4) Perturbations perceptibles dans la rédaction des actes et la mise en terre.

Ainsi, c'est principalement à la maladie que seraient dues les pointes de mortalité élevées du quinquennat de 1755-1760. Il est dommage, toutefois, de ne pas en trouver une preuve plus évidente dans les actes de sépulture. Or, comme le soulignent Yves Landry et Rénald Lessard, « Le rédacteur des actes, qui n'a généralement aucune formation médicale, ne rapporte que certaines causes de décès, obéissant à des critères de

¹⁵⁴ Jacques Henripin, *op. cit.*, p.15.

choix apparemment arbitraires ou fantaisistes»¹⁵⁵. Ainsi, les curés ont noté « relativement peu de décès attribués à la maladie mais beaucoup d'accidents » puisque « la plupart des causes de décès relevées dans les actes de sépulture servaient en fait à justifier le prêtre de n'avoir pu administrer les derniers sacrements»¹⁵⁶. Ce phénomène est particulièrement présent dans nos deux paroisses où, sur les six cas où il est fait mention de la cause du décès, tous notés par le curé François Martel de Saint-Laurent, nous retrouvons deux hommes noyés et un homme trouvé mort gelé. Pour ce qui est des autres actes, il est possible que deux d'entre eux soient également liés à la noyade puisque, dans le premier cas, il est précisé que le décédé est contremaître sur le navire le Saint-Joseph de Nantes et que le second est « un soldat [...] mort à la flutte La Fortune»¹⁵⁷. Le seul décès par maladie évoqué pour la période est celui, mentionné plus haut, de Charles Roulot décédé de la picote. Ce qui ressort également de ces notes du curé Martel est la forte représentation d'étrangers d'outre-mer lorsque vient le temps d'expliquer un décès. Ainsi, sur nos six actes, nous retrouvons trois Français parmi lesquels nous avons deux soldats du troisième bataillon de Berry. D'ailleurs pour l'ensemble de l'Île d'Orléans et pour toute notre période, l'acte de sépulture le plus impressionnant en termes de détails est justement celui d'un soldat inconnu, mort noyé de surcroît, retrouvé le 8 juin 1758 à Sainte-Famille dans « la pêche de la veuve Jacques Foucher ». À l'occasion de son inhumation, son corps y est ainsi décrit par le curé Eudo :

Lequel quoique pourri, a paru à ceux qui l'ont levé, âgé de vingt et cinq a trente ans, grand de cinq pieds quatre à cinq pouces, cheveux rouges, ayant pour habillement l'uniforme du régiment de Berri infanterie, savoir : un habit gris blanc, doubles poches en long, bouton de cuivre jaune, parements rouges, collet et veste de même couleur, culotte blanche doublée de toile, chemise de toile neuve non garnie, un mouchoir de soie rouge et blanc rayée à son col, bas gris sur

¹⁵⁵ Yves Landry et Rénald Lessard, « Les causes de décès aux XVII^e et XVIII^e siècles d'après les registres paroissiaux québécois », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol 48, no 4 (printemps 1995), p.511.

¹⁵⁶ *Ibid.*, p.516-517.

¹⁵⁷ Durant les années de la guerre de la Conquête, les environs de la paroisse de Saint-Laurent sont les témoins de plusieurs naufrages accompagnés de noyades. L'un d'entre eux survient le 25 juillet 1757 alors que le navire la *Toison d'Or*, un bâtiment de 300 tonneaux en provenance de Bordeaux, « chargé de vins, eau-de-vie et d'une partie des effets du régiment de Berry », s'échoue à la « pointe St-Laurent ». Quelques mois plus tard, soit le 26 septembre 1757, c'est au tour de la *Société*, navire de 120 tonneaux provenant de La Rochelle de périr « précisément vis-à-vis la *Toison d'Or* », sur les battures de Beaumont. Au sujet de cette région particulière du chenal sud, Bougainville note que « Les écueils dont ce fleuve est rempli, sa navigation, [qui est] la plus dangereuse et la plus difficile qu'il y ait, font le meilleur rempart de Québec ». Roland Lamontagne, *op. cit.*, p.264.

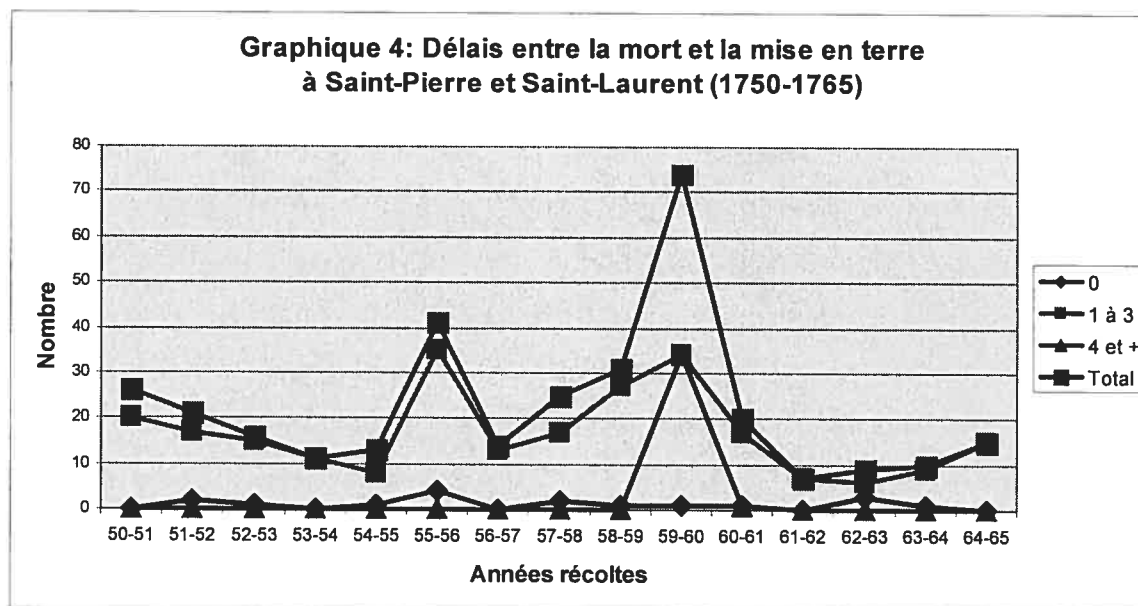
d'autres bleus, souliers presque neufs avec des boucles d'acier. Dans sa poche d'habit au côté droit, l'on a trouvé une chemise de toile de Beaufort enveloppée dans un petit sac de toile blanche, un bonnet rouge et un mouchoir bleu blanc. Dans la poche de sa veste du côté gauche, un livret de piété portant le titre de « Journée du chrétien » et une ordonnance de trente sols dans un portefeuille de cuir. Le tout pourri et hors de service, excepté son livre et les trente sols qu'on a mis à faire prier Dieu pour lui.

L'abondance de détails dans cet acte semble ainsi s'expliquer par le fait que le cadavre a été « inhumé sans différer malgré l'absence du curé » qui n'a pu lui administrer les sacrements. Il est toutefois intéressant de constater toute l'attention portée par le prêtre afin de noter le moindre détail vestimentaire de ce soldat. Peut-être les curés devaient-ils rapporter aux états-majors des différents bataillons les décès survenant chez les soldats durant leur séjour dans les paroisses?

Si les prêtres de Saint-Pierre et de Saint-Laurent sont généralement peu loquaces au sujet des décès par maladies chez les civils, il semble qu'il soit tout de même possible de lier un court délai, entre la mort et l'enterrement d'un individu, à une maladie contagieuse. Cette théorie se base, comme le soulignent toujours Landry et Lessard, sur « la prescription religieuse d'un délai minimum d'un jour entre le décès et la sépulture, sauf pour les sujets morts de maladies contagieuses »¹⁵⁸. Bien que cette affirmation soit contestable, nous avons tout de même tenté de savoir si nous pouvions relever une évolution réelle dans les délais d'enterrement entre 1750 et 1765 pour les mettre, s'ils existent, en relation avec les événements de la Conquête. Or, de ce que nous avons pu observer pour nos deux paroisses (voir le graphique quatre), il ne semble pas qu'il y ait un lien direct à faire entre un enterrement la journée même du décès et la présence d'une pointe de mortalité liée à la maladie. Ainsi, bien que l'année de crise de 1755-1756 coïncide avec une légère augmentation du nombre d'enterrements le jour même, soit quatre cas sur les 39 délais connus, il ne nous est pas apparu possible d'infirmier ou de confirmer cette théorie étant donné le faible nombre de cas, que ce soit en période normale ou en période de troubles. De plus, les écarts élevés de l'année 1759-1760 qui peuvent aller jusqu'à 66 jours entre le décès et la rédaction de l'acte ne permettent pas de comparer les pics de 1755-1756 et de 1759-1760 avec l'évolution des délais. En effet, les

¹⁵⁸ Yves Landry et Régnald Lessard, *op. cit.*, p.510-511.

34 cas d'écarts de plus de quatre jours de cette dernière année semblent davantage indiquer un rattrapage dans l'enregistrement des actes qu'un enterrement tardif, ce qui ne nous en dit pas plus long sur le contexte entourant la mise en terre de ces paroissiens. De toute façon, il serait risqué selon nous de tenter une généralisation quelconque sur le mode d'enterrement sans être certain du moment de la journée où surviennent les décès des individus de notre corpus. Ainsi, un homme peut très bien être décédé en toute fin de journée, sans que l'on ne le sache, être enterré le surlendemain, et être comptabilisé dans les délais de deux jours, bien qu'il ne soit exposé qu'une journée. Toutefois, si l'on se base tout de même sur les dates indiquées dans les actes, il semble qu'il ne s'écoule généralement qu'une seule journée entre un décès et un enterrement entre 1750 et 1765¹⁵⁹.



¹⁵⁹ En ce qui concerne le rituel et la coutume entourant la veillée funèbre, André Lachance la résume ainsi : « Dès que la mort est constatée, parents et amis font la toilette du défunt, pendant qu'à l'église on sonne le glas pour avertir du décès tous les paroissiens. Puis on lui met ses plus beaux habits et on l'expose sur les planches, et non dans son lit comme en France. Alors, la veillée funèbre commence et se prolonge jusqu'au lendemain : on a peur que la personne soit enterrée vivante si l'on procède trop rapidement à l'inhumation. Pendant la soirée, la « visite du corps », par des voisins et des parents éloignés, est quelquefois l'occasion d'un réveillon qui peut rappeler celui de Noël. Seul les riches ont les moyens de se faire embaumer. Or, étant donné qu'il est difficile de conserver le corps exposé plus que douze heures sans qu'il dégage des odeurs, en particulier l'été, le prêtre revient à la maison et procède à la levée du corps. » dans André Lachance, *Vivre, aimer et mourir en Nouvelle-France : la vie quotidienne aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Montréal, Libre Expression, 2000, p.198.

Comme l'analyse des délais entourant la mise en terre d'un individu est peu concluante, nous avons essayé de voir s'il existait tout de même des traces de la guerre dans le nombre d'individus énumérés par les curés dans les actes de sépulture. Ainsi, en se basant sur le fait que « Le droit canon exige qu'au moins deux témoins assistent à la cérémonie de mise en terre et signent l'acte », nous avons tenté de voir si ce minimum a été respecté dans nos deux paroisses et ce malgré la période troublée entourant le siège, soit l'évacuation et le retour dans un habitat dévasté¹⁶⁰. De ce calcul, notre constat principal est que le nombre d'individus mentionné est surtout lié aux choix du rédacteur de l'acte et non aux événements. Ainsi, alors que le curé Desgly de Saint-Pierre affiche une certaine constance (cinq individus mentionnés par acte en ne comptant pas le sujet), celui de Saint-Laurent, François Martel, est plus fluctuant (généralement de deux à quatre mentions). Ainsi, à la mort de ce dernier au début de 1763, ses remplaçants successifs, Desgly et Joseph-Nicolas Martel, sont portés à mentionner un plus grand nombre de témoins. Quant au nombre d'actes de sépulture ne répondant pas au minimum de deux témoins exigé par le droit canon, nous n'en n'avons retrouvé que deux sur les 333 consultés.

Ainsi, que ce soit pour le délai entre la mort et la rédaction de l'acte ou le nombre de témoins, le seul moment où les événements de la Conquête semblent laisser une trace majeure dans l'évolution du contenu des actes se produit en 1759-1760 alors que le curé de Saint-Pierre procède à trois rattrapages successifs. Brièvement évoqués plus haut, ces derniers surviennent le 18 décembre 1759 (sept sépultures en un jour), le 15 février 1760 (24 sépultures) et le 30 mars 1760 (trois sépultures). À ces trois occasions, le curé Desgly rédige des actes concernant des sujets décédés depuis plusieurs semaines voir un peu plus d'un mois¹⁶¹. Ce phénomène, qui semble lié à l'instabilité des mois d'hiver suivant le retour des habitants dans leurs paroisses, est sujet à de multiples hypothèses qui ne sont pas faciles à vérifier. Il est possible, entre autres, que ces actes aient concerné des individus temporairement inhumés en terre profane à cause d'une congestion à l'intérieur

¹⁶⁰ *Ibid.*, p.200.

¹⁶¹ Pour ce qui est des sept actes du 18 décembre 1759, nous retrouvons des écarts allant de 12 à 42 jours de retards sur la mort; de deux à 43 jours pour le 15 février 1760 et de 18, 25 et 34 jours pour les trois décès du 30 mars.

des murs du cimetière¹⁶². Quoiqu'il en soit, au regard du nombre d'individus mentionnés par Desgly, il semble que ces actes aient été rédigés plus sommairement que d'habitude, le curé n'y mentionnant que trois ou quatre individus au lieu des cinq auxquels il nous a habitués en temps normal. Au final, ce rattrapage demeure un cas isolé et unique pour nos deux paroisses et ce pour toute notre période d'étude.

En ce qui a trait à l'évolution des pratiques d'inhumation en période de conflit, peu de traces dans les actes permettent d'en saisir la moindre perturbation. Ainsi, les cas de fosses communes ne sont pas davantage signalés en temps de guerre qu'en temps de paix. À telle enseigne que pour Saint-Pierre et Saint-Laurent nous ne retrouvons que deux mentions nous indiquant de telles pratiques entre 1750 et 1765 et encore ne s'agit-il là que de cas de très jeunes enfants décédés les mêmes jours et enterrés ensemble¹⁶³. Au niveau des inhumations pratiquées dans l'enceinte des églises, normalement réservées à l'élite locale et à ceux qui peuvent se les payer, aucun changement qualitatif ou quantitatif ne semble s'opérer à leur sujet¹⁶⁴. Sur les six cas observables en temps de guerre, tous survenus à Saint-Pierre, seule Marie Paradis, inhumée le 12 mai 1755 à l'âge de 78 ans, ne semble n'avoir aucun lien avec quelque notable local que ce soit. Parmi les autres cas d'inhumation *intra-muros*, nous retrouvons en ordre chronologique Pierre Côté, le major de la paroisse (inhumé en février 1757), Hélène Côté, la femme du capitaine de milice (en décembre 1759), François Volant de Champlain, capitaine de navire (en février 1760), Philippe Noël, seigneur de Tilly et de Bonsecours et officier de milice (en mars 1760) et François Martel de Brouague, commandant du Labrador et

¹⁶² Dans les registres paroissiaux de la Côte-du-Sud, Gaston Deschênes y observe quelques notices concernant des individus décédés dans les bois ou lors d'escarmouches à l'été de 1759. Ayant alors été inhumés en terre profane, ces derniers sont déplacés vers les cimetières de leur paroisse respective à la toute fin des hostilités. Ainsi, à l'automne de 1759, de nombreux restes humains sont exhumés puis déplacés avant de faire l'objet d'actes de sépulture réglementaires. Dans le cas de Saint-Pierre toutefois, il est peu probable que les corps inhumés dans les bois de Charlesbourg aient été déterrés et transportés dans l'Île et ce d'autant plus que Desgly nous indique clairement que la date des décès des trois rattrapages ne concernent que des individus morts suite à leur retour de la rive nord. Voir Gaston Deschênes, *op. cit.*, p.91-95.

¹⁶³ En effet, seulement deux fosses communes nous sont signalées par un de nos curés, celui de Saint-Laurent, pour le 29 décembre 1754 et pour le 11 août 1757.

¹⁶⁴ Comme le souligne André Lachance, « L'enterrement dans le temple religieux répond à la croyance que le défunt participe plus directement aux prières récitées dans l'église s'il est inhumé à l'intérieur plutôt qu'à l'extérieur. Aussi, le cadavre court moins le risque d'être visité par des animaux errants ». Dans André Lachance, *op. cit.*, p.201.

seigneur du fief d'Argentenay (en mars 1761)¹⁶⁵. Ainsi, même en situation de crise, alors que l'église de Saint-Pierre est utilisée comme abri temporaire pour certains sinistrés à l'hiver de 1759, les inhumation sous les planchers du temple de l'endroit se poursuivent avec tout ce que cela implique en désagréments olfactifs.

En ce qui a trait à l'analyse de l'évolution du contenu des testaments en temps de guerre, la rareté de tels documents nous empêche d'arriver à toute conclusion satisfaisante. Selon Marie-Aimée Cliche, cette rareté « s'explique par le fait que la Coutume de Paris [...] prévoyait un partage rigoureux des biens entre les membres de la famille »¹⁶⁶. Ainsi, pour nos paroisses entre 1755 et 1760, nous ne retrouvons que deux testaments qui concernent tous deux des résidents de Saint-Laurent, soit Jacques Denis et Louis Civadier et ce pour les 5 et 24 avril 1758. En ce qui a trait à l'année cruciale du siège de Québec, seul quatre testaments ont été retrouvés pour l'ensemble de l'Île d'Orléans; l'un d'entre eux concerne un résident de Saint-Jean et les trois autres des habitants de Saint-François dont celui de Thomas Chrétien qui est rédigé au camp de Beauport le 2 juin 1759, soit peu de temps avant que l'armée britannique ne débarque en sol canadien. Une analyse poussée, basée sur un nombre significatif de testaments rédigés dans l'ensemble de la colonie au moment de la guerre de la Conquête, reste donc à faire. Nous pourrions ainsi y chercher les dispositions particulières prises par le testateur afin de préparer son passage vers l'au-delà et comparer les dispositions spirituelles propres aux militaires français ou aux civils canadiens¹⁶⁷.

¹⁶⁵ Pour ce qui est de l'inhumation du commandant du Labrador à Saint-Pierre, l'acte de sépulture que nous avons retrouvé va à l'encontre de Pierre-George Roy qui affirme qu'il est décédé à Québec le 15 mars 1761 et de l'article de José Igartua du *Dictionnaire Biographique du Canada* qui ne mentionne ni l'année exacte ni le lieu de son décès. Quoi qu'il en soit, Martel de Brouague semble demeurer à Québec jusqu'à l'automne de 1758 au moins. Il est possible qu'il se soit réfugié chez son beau-frère suite au siège de 1759 qui entraîne la destruction de la majeure partie du patrimoine bâti de la capitale. Voir Pierre-George Roy, *La famille Martel de Brouague*. Lévis, 1934. p.24. et José Igartua. « François Martel de Brouague ». *Dictionnaire Biographique du Canada*. Volume III (1741-1770), Québec/Toronto, Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1974. p.467-469.

¹⁶⁶ Marie-Aimée Cliche, « Les attitudes devant la mort d'après les clauses testamentaires dans le gouvernement de Québec sous le régime français », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 32, 1 (juin 1978), p.59.

¹⁶⁷ À ce sujet, Marie-Aimée Cliche, bien qu'elle signale que l'on retrouve « une grande quantité de testaments de miliciens durant la guerre de Sept Ans », n'indique pas si leurs contenus divergent des autres testaments rédigés en période de paix. Elle signale toutefois que les « hommes partant pour la guerre ou un voyage » ne prennent pas la peine de mentionner l'endroit où ils désirent être inhumés, sachant qu'ils n'auront pas de sépulture en terre sainte en cas de décès. *Ibid.*, p.59 et 66.

Les analyses de ce présent chapitre nous ont permis de constater que l'étude de la mortalité en période de conflit s'applique surtout aux populations civiles à cause des difficultés de suivre le destin des miliciens. Ce problème ne représente toutefois pas une grande perte dans le cadre d'une analyse démographique puisque les batailles et les escarmouches du XVIII^e siècle ne sont pas de grandes faucheuses d'hommes. En effet, les troupes régulières et les populations civiles sont davantage touchées par la prolifération des maladies contagieuses que par les combats. À ce sujet Monsieur Doreil souligne d'ailleurs cyniquement, à cause de ses nombreuses visites auprès des soldats hospitalisés à Québec, qu'il « aimerois infiniment mieux monter la tranchée » où il « risquerois beaucoup moins » sa vie, que de passer son temps dans les hôpitaux¹⁶⁸. Il y a deux grandes pointes épidémiques qui sévissent à Saint-Pierre et Saint-Laurent entre 1755 et 1760. La première, celle de 1755-1756, est en lien avec la grande variole de cette année-là qui touche l'ensemble du Canada tandis que la seconde, celle de 1759-1760, semble liée à la conjonction des maladies liées à l'affaiblissement physique des Orléanais, lors de leur séjour forcé à Charlesbourg, et au manque de vivres et d'abris pour une petite partie des insulaires lors de leur retour dans l'Île. L'arrivée de nombreux Acadiens et des contingents de troupes de terre en 1755, 1756 et 1757 ne semble donc pas avoir causé une croissance démesurée de maladies dans le milieu insulaire de nos paroisses bien que la courbe de la mortalité y dénote alors une légère augmentation potentiellement liée à la présence du typhus et à un léger retour de la variole auprès des jeunes enfants. Il est possible également que d'éventuelles contagions n'aient pas toutes conduit à la mort des individus infectés, ce qu'il nous est impossible de mesurer. L'analyse du contenu des registres paroissiaux ne nous a donné qu'assez peu d'informations sur les éléments expliquant l'évolution de la courbe des décès. Les causes de décès autres que par accident sont quasiment inexistantes. Les délais entre le décès et l'inhumation ainsi que le nombre de témoins indiqués dans les actes ne nous informent pas davantage. Les pratiques d'inhumation, rarement indiquées, ne semblent pas bouleversées dans le cas des notables locaux en tout cas. Finalement, pour ce qui est des testaments, leur faible nombre ne permet d'en extraire aucune évolution. Ce bilan de nos

¹⁶⁸ Doreil, *op. cit.*, p.108.

analyses de la mortalité nous conduit maintenant, tout naturellement, à traiter de la nuptialité et de la fécondité en période de conflit.

Chapitre IV : Impacts de la Conquête sur la nuptialité.

La guerre de la Conquête, si elle gonfle le rythme de la mortalité naturelle des civils canadiens, influence également celui de la nuptialité ne serait-ce que par la nécessité pour certains veufs et veuves de se remarier dans de courts délais afin de survivre. Ce chapitre s'attarde donc aux caractéristiques quantitatives et qualitatives des unions contractées au moment et dans les années qui suivent le conflit. Par le fait même, comme l'implantation d'un étranger à une paroisse passe le plus souvent par son mariage, une attention toute particulière sera donnée ici aux Acadiens réfugiés et aux soldats français de l'armée régulière. Comme nous l'avons déjà fait dans le chapitre précédent pour les actes de sépulture, nous essayerons également de savoir si le conflit a eu un impact sur le contenu des actes de mariage.

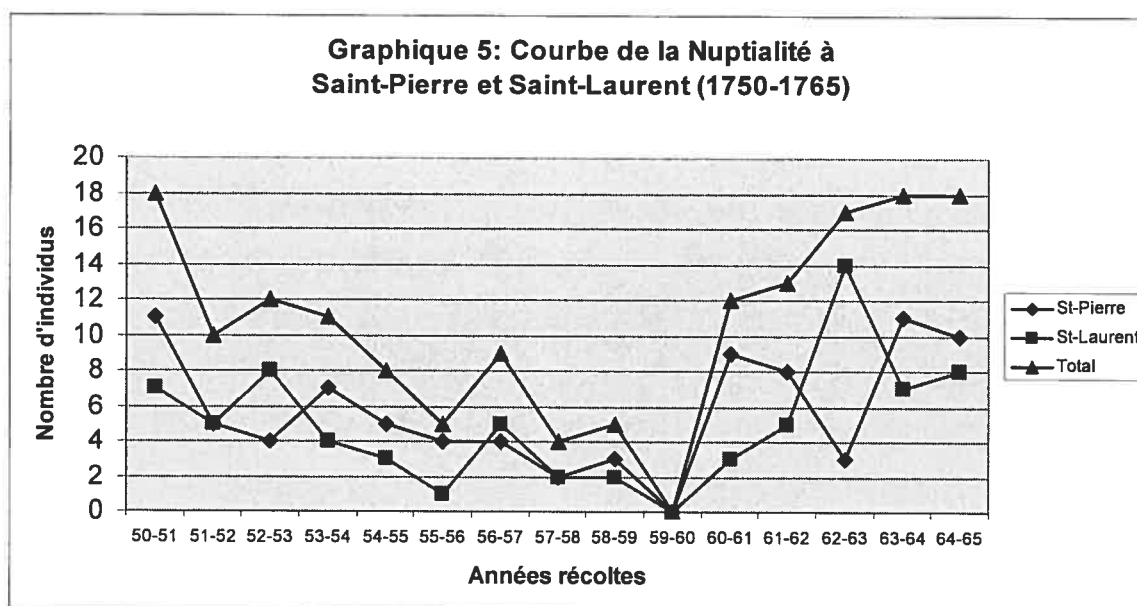
1) Sources et méthodes.

Dans le cadre de cette analyse de la nuptialité, qui fait toujours appel aux registres paroissiaux, par l'entremise du *Registre de la population du Québec ancien*, nous avons choisi de nous limiter aux actes de mariage célébrés dans les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent entre le 1^{er} juillet 1750 et le 30 juin 1765. Notre corpus comprend ainsi 160 actes dont 86 ont lieu à Saint-Pierre et 74 à Saint-Laurent. Évidemment, notre analyse ne comprend pas les unions de tous les résidents de nos paroisses puisqu'une bonne proportion d'entre eux, des hommes surtout, doivent célébrer leur mariage dans la paroisse de leur épouse afin de respecter le droit catholique. Le profil démographique de ces individus est donc remplacé par celui des étrangers venus dans nos paroisses pour y épouser une habitante du lieu que ce soit pour une installation sur place ou dans une tierce paroisse. En ce qui a trait au séjour des Orléanais à Charlesbourg à l'été de 1759, notons que les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent s'y sont abstenus de toute activité nuptiale. Ainsi, contrairement aux corpus des sépultures et des baptêmes, aucun acte supplémentaire n'a dû être ajouté.

2) Analyse de l'évolution générale de la courbe nuptiale.

Étant moins fréquents que les sépultures et les baptêmes, les actes de mariage ne nous ont pas semblé suffisamment nombreux pour permettre une analyse quantitative

poussée sur une base annuelle. En effet, à l'exception de l'année 1759-1760, alors qu'il y a une interruption complète de la nuptialité, il serait hasardeux de chercher une relation de cause à effet entre un pic annuel et un événement perturbateur. Ainsi sommes nous demeurés prudents en n'identifiant, pour les quinze années qui nous intéressent, que deux séquences de longue durée qui ressortent clairement de notre analyse (voir le graphique cinq). Dans la première séquence observable, soit la décennie 1750, nous sommes d'abord témoin d'une baisse graduelle du nombre de mariages célébrés puis d'un arrêt total pour l'année récolte de 1759-1760. Suite à ce point de rupture, lié aux perturbations du siège de Québec, le rythme nuptial reprend de la vigueur et semble vouloir compenser pour la faible activité de la décennie 1750. Ainsi, la moyenne annuelle des unions célébrées dans nos paroisses double entre la décennie de 1750-1760 et le quinquennat du retour à la paix de 1760-1765 en passant de 8.2 à 15.6 mariages par année.



Bien qu'elle semble suivre un mouvement continu, la séquence de chute du rythme nuptial de la décennie 1750 peut également être divisée en deux sous-séquences révélatrices. En effet, si l'on divise nos quinze années en trois périodes marquées par la paix (1750-1755), la guerre (1755-1760) et la reconstruction (1760-1765), nous obtenons des moyennes quinquennales significatives de 11.8, de 4.6 et de 15.6 mariages par année. À première vue donc, les années marquées par la guerre comportent suffisamment

d'instabilité pour que les habitants des campagnes en viennent à retarder leurs unions jusqu'aux années tranquilles qui suivent la Conquête.

En ce qui a trait aux différences de rythme entre les paroisses, l'évolution de la courbe nuptiale ne comporte pas de divergences notables avant les années de reconstruction de 1760-1765. Ces années sont alors marquées par une rupture brutale. D'abord, la paroisse de Saint-Pierre se signale par un redressement plus rapide de son rythme nuptial avec 68% des mariages célébrés dans les deux paroisses entre 1760 et 1762, soit 17 unions contre 8 pour Saint-Laurent. Par la suite toutefois, en 1762-1763, Saint-Laurent reprend son retard de façon spectaculaire avec 82% des mariages célébrés dans les deux paroisses, soit 14 des 17 unions. Le retour de l'équilibre nuptial entre les paroisses ne survient qu'à la fin de notre période d'étude, soit entre 1763 et 1765, alors que Saint-Pierre n'enregistre qu'une légère avance sur Saint-Laurent avec 10 unions contre 8.

Si la guerre de la Conquête se fait sentir dans l'évolution annuelle des mariages, nous n'en avons observé aucune trace dans son évolution mensuelle. En effet, conflit ou pas et peu importe le nombre de mariages survenus dans l'année, 73% des nouveaux couples qui se marient à Saint-Pierre et à Saint-Laurent choisissent les mois d'octobre, de novembre, de janvier et de février pour se marier, ce qui ne diffère pas des habitudes nuptiales des Canadiens du XVIII^e siècle¹⁶⁹. Fixées dès la fin du XVII^e siècle au Canada, ces habitudes se rapprochent alors de celles de l'ensemble des pays de tradition catholique de l'Ancien Régime. Ainsi, pour les mois de décembre et de mars, marqués respectivement par l'interdiction de se marier durant l'avent et le carême, nous ne retrouvons que deux mariages et ce pour toute notre période¹⁷⁰. Le maintien du rythme nuptial traditionnel malgré la guerre est facilement compréhensible puisque les campagnes militaires ayant potentiellement perturbé le rythme nuptial canadien ne surviennent qu'en été, ce qui laisse aux miliciens démobilisés la possibilité de se marier selon leurs habitudes religieuses ou agricoles¹⁷¹.

¹⁶⁹ André Lachance, *op. cit.*, p.92.

¹⁷⁰ Yves Landry, « Quelques comportements des Canadiens au XVII^e siècle d'après les registres paroissiaux ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 31, 1 (juin 1977), p.56-57.

¹⁷¹ La seule expédition d'hiver d'envergure du conflit est menée à l'hiver de 1757 alors que le commandant Rigaud de Vaudreuil, frère du gouverneur, ravage les alentours du fort William-Henry.

3) Évolution du nombre d'unions exogames et de l'origine des conjoints étrangers.

Dans sa thèse portant sur les exilés canadiens en Guyane, Robert Larin nous dresse un portrait type de la mouvance des mariés canadiens du XVIII^e siècle qui, nés à 43 kilomètres de distance l'un de l'autre, parcourent une assez grande distance, soit un minimum de 40 kilomètres pour l'homme et de 32 kilomètres pour la femme, afin de se rejoindre¹⁷². Dans le cadre de notre mémoire, sans nous rendre jusqu'au calcul kilométrique des distances entre les paroisses d'origine des conjoints, nous avons tout de même cherché à connaître l'évolution du nombre et de la provenance des conjoints étrangers de notre corpus¹⁷³. Avant toute chose, notons que nous avons repris ici la définition de l'étranger utilisée par Jacques Mathieu et ses collaborateurs pour qui est étranger les « personnes identifiées par un lieu de résidence extérieur à la paroisse [...] ou dont les bans étaient publiés ailleurs ». Cette définition inclut donc non seulement les Français, Acadiens et Britanniques mais également les Canadiens des trois gouvernements du pays. À ce sujet, bien que les curés de nos paroisses soient assez fidèles dans l'indication de l'origine du conjoint, notons que nous avons tout de même dû ajouter un petit nombre d'individus au corpus des étrangers à cause de certains oublis des prêtres¹⁷⁴.

Avant tout, rappelons d'abord que l'Île d'Orléans, entièrement concédée à la fin du XVII^e siècle, ne permet plus l'établissement de nouveaux couples étrangers aux alentours de la Conquête. Ainsi, sur les 160 actes de mariage répertoriés entre le 1^{er} juillet 1750 et le 30 juin 1765, nous n'avons retrouvé que sept cas où les deux conjoints sont entièrement étrangers à la paroisse de la célébration. De ce nombre, nous retrouvons cinq couples qui ne semblent s'y marier que de façon accidentelle, étant formés de résidents

¹⁷² Robert Larin, *op. cit.*, p.198.

¹⁷³ Au sujet des étrangers qui s'établissent dans les paroisses canadiennes, une ordonnance de l'intendant Bigot du 20 avril 1750 ordonne « à tous les capitaines des côtes du gouvernement de Québec de donner avis à l'intendant des étrangers et autres inconnus qui ne seront pas du pays et qui s'établiront dans les dites côtes et y demeureront mariés ou non mariés et la profession qu'ils exerceront; ordre pareillement d'informer l'intendant de la mort des dits étrangers et inconnus aussitôt qu'elle sera arrivée; défense aux habitants chez qui les dits étrangers pourront mourir de vendre leurs effets ni de s'en emparer sous peine d'être poursuivis extraordinairement ». Malheureusement pour notre recherche, aucune trace de l'application de cette ordonnance ne nous est parvenue. Pierre-George Roy, *Inventaire des ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives provinciales de Québec*, Vol. III, Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1919. p.146.

¹⁷⁴ Jacques Mathieu *et al.*, « Les alliances matrimoniales exogames dans le gouvernement de Québec. 1700-1760 », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 35, 1 (juin 1981), p.6.

d'une même paroisse dont le territoire voisine celui de la célébration. Dans leurs cas, nous pouvons facilement émettre l'hypothèse que la maladie ou l'absence du curé de la paroisse de ces couples les ont forcés à se replier sur l'église la plus proche afin d'y célébrer leur union¹⁷⁵. Dans le cadre de cette analyse, nous avons donc exclu ces cinq couples afin de rendre nos résultats plus significatifs.

Premièrement, pour ce qui est des 155 femmes de notre corpus nuptial, notons que seulement cinq d'entre elles ne sont pas résidentes du lieu de leur union, soit près de 3% des conjointes. Parmi celles-ci, deux sont tout de même orléanaises, tandis que les trois autres sont respectivement natives de Saint-Charles, de Québec et de Beaubassin en Acadie. Le nombre de conjointes étrangères qui se rendent dans nos paroisses est donc quasi inexistant d'autant plus que les deux femmes originaires de Québec et de Beaubassin semblent elles-mêmes résider dans la paroisse de leur union depuis un certain temps; la première chez son tuteur, le curé de Saint-Pierre et la seconde réside probablement à Saint-Laurent depuis quelques années. À l'inverse des femmes, les hommes qui convolent à Saint-Pierre et à Saint-Laurent comptent une forte proportion d'étrangers dans leurs rangs, soit 44% du total. Plus nombreux à Saint-Pierre qu'à Saint-Laurent, avec 52% contre 34%, ces étrangers sont majoritairement originaires du reste de l'Île d'Orléans. Ainsi, sur les 68 individus qui se rendent dans nos paroisses entre 1750 et 1765 afin de s'y marier, 35% sont des Orléanais résident à proximité de leur future conjointe; Saint-Pierre attirant davantage les habitants de Sainte-Famille tandis que Saint-Laurent accueillant majoritairement ceux de Saint-Pierre et de Saint-Jean¹⁷⁶. Pour ce qui est des conjoints originaires des rives avoisinantes de l'Île d'Orléans, 26% sont des paroissiens de la rive nord, en n'y comptant pas la ville de Québec, et 18% sont de la rive

¹⁷⁵ De ces cinq couples, deux d'entre eux sont formés de résidents de Saint-Jean de l'Île d'Orléans qui se marient à Saint-Laurent, le 22 octobre 1764 et le 21 janvier 1765. Un troisième, formé d'un habitant de Sainte-Famille et d'une résidente de Saint-Jean, s'y marie également le 24 août 1750. À Saint-Pierre, nous retrouvons deux couples étrangers, formés de résidents de Saint-Laurent qui y convolent le même jour, soit le 13 février 1764, près d'une semaine après le décès du curé François Martel de la paroisse de Saint-Laurent.

¹⁷⁶ À Saint-Pierre, ils sont 18 Orléanais à s'y rendre afin d'y célébrer leurs noces. De ce nombre, neuf sont de Sainte-Famille, quatre de Saint-Laurent, quatre de Saint-Jean et un seul de Saint-François. À Saint-Laurent, sur les six Orléanais qui s'y marient, trois sont de Saint-Pierre, deux de Saint-Jean et un de Sainte-Famille.

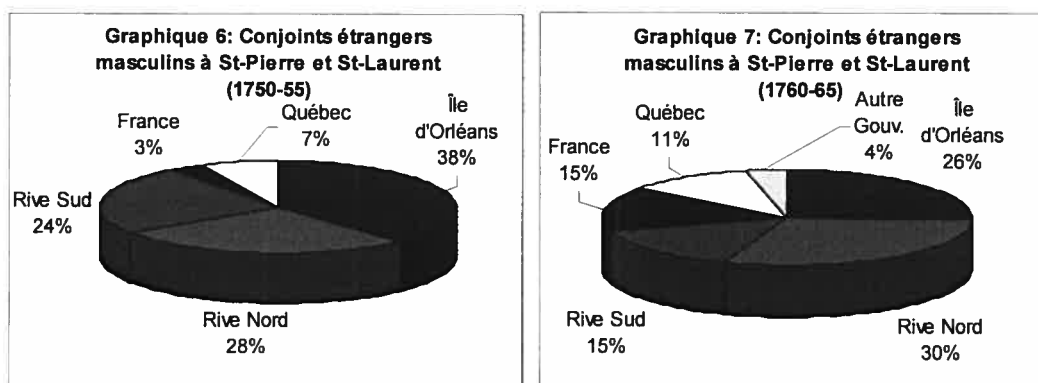
sud¹⁷⁷. Dans le cas de Québec, 12% des conjoints de notre corpus des étrangers en sont des résidents, cinq cas à Saint-Laurent et trois autres à Saint-Pierre. Les candidats d'outre-mer, quant à eux, sont fort peu nombreux et ne comptent que pour 7% du total, soit quatre Français pour Saint-Pierre et un seul à Saint-Laurent. De leur côté, les Acadiens ne comptent qu'un seul représentant qui est toutefois comptabilisé parmi les résidents de la rive nord du gouvernement de Québec puisqu'il habite à l'Ange-Gardien depuis quelque temps. Pour ce qui est des autres gouvernements du Canada, un seul individu, résident de Sorel, se rend dans nos paroisses pour toute notre période, soit Jean-Baptiste Drouet de Richarville, officier des troupes de la marine, qui se marie à Saint-Pierre.

Ce qui ressort de ces données générales est que la grande majorité des conjoints étrangers, soit 91% d'entre eux, sont originaires du gouvernement de Québec. Les unions entre les filles de l'Île d'Orléans et les étrangers semblent donc le fruit, pour l'essentiel, de rencontres de courtes distances facilitées, sans doute, par les alliances entretenues entre les insulaires et les exclus du terroir orléanais installés dans les paroisses voisines de l'Île, depuis une ou deux générations. Pour l'ensemble du Canada par exemple, près de 90% des propriétaires terriens d'une paroisse donnée sont apparentés entre eux selon une moyenne calculée par Jacques Mathieu et ses collaborateurs. Ce phénomène expliquerait, selon ces mêmes auteurs, la plus grande difficulté pour l'étranger à s'intégrer au sein de paroisses plus anciennes¹⁷⁸. Ce constat nous amène donc à chercher s'il y a une évolution dans le temps de l'origine des conjoints masculins et ce afin de savoir s'il existe une ouverture plus grande de l'Île d'Orléans causée par la guerre. Pour ce faire, nous avons d'abord exclu de notre analyse l'ensemble des unions célébrées dans nos paroisses entre le 1^{er} juillet 1755 et le 30 juin 1760. Ce choix est rendu nécessaire puisque le corpus nuptial des années de la guerre de la Conquête est trop faible numériquement, ne comptant qu'aussi peu que 23 mariages célébrés dont seulement 12 cas impliquant un conjoint étranger. La comparaison entre les périodes de l'avant-guerre et de l'après-guerre, qui comportent suffisamment de mariages, permet toutefois

¹⁷⁷ Pour Saint-Pierre, 12 individus sont de la rive nord contre seulement six de la rive sud. À Saint-Laurent, les proportions sont équivalentes avec six hommes originaires de chacune des rives.

¹⁷⁸ Jacques Mathieu et al., « L'accaparement foncier et la reproduction sociale dans la vallée du Saint-Laurent au XVIII^e siècle », dans Rolande Bonnain, Gérard Bouchard et Joseph Goy (dir). *Transmettre, hériter, succéder*. Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1992, p.127.

d'atteindre une analyse valable. En termes de résultats donc, nous avons d'abord constaté que la proportion de mariages exogames par rapport au total des unions célébrées diminue considérablement entre 1750-1755 et 1760-1765 en passant de 50% à 36% du total des unions. Ainsi, bien qu'ils y soient presque aussi nombreux avant qu'après la guerre, avec 29 et 27 célébrations, les mariages exogames de l'après-guerre, eux, sont noyés dans le boom nuptial qui suit la Conquête, ce qui diminue de beaucoup leur poids démographique. Quant à l'évolution de l'origine des conjoints, il semble qu'il y ait une plus grande ouverture de l'Île d'Orléans aux étrangers entre 1750-1755 et 1760-1765. En effet, la proportion occupée par les Orléanais dans le corpus des conjoints étrangers connaît une forte chute entre ces deux périodes, passant de 38% à 26% des cas. De même, celles occupées par les conjoints originaires des rives nord et sud du gouvernement stagnent ou diminuent considérablement; la rive nord passant de 28% à 30% des mariages, pendant que la rive sud dégringole de 24% à 15% des unions. À l'inverse, les régions qui prennent le plus d'importance suite aux années d'hostilités sont représentées par la France, qui quintuple sa représentation en passant de 3% à 15% des conjoints étrangers, et la ville de Québec qui double sa part en passant d'un peu moins de 7% à 11% des cas entre 1750-1755 et 1760-1765.



4) Apport nuptial étranger lié à la guerre de la Conquête.

Puisque le séjour des habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent à Charlesbourg en 1759 y fait cohabiter, pendant plus de trois mois, les paroissiens de ces trois endroits, nous avons également tenté de savoir si des traces de ce séjour étaient perceptibles dans le corpus nuptial de nos paroisses. Faisant partie du groupe des étrangers de la rive nord,

les Charlesbourgeois ne sont représentés que par six individus et ce pour les quinze années de notre étude. Parmi ces unions, qui se déroulent toutes à Saint-Pierre, deux d'entre elles s'y produisent avant le siège, soit en 1754 et en 1757, tandis que les quatre autres y surviennent après, soit entre 1761 et 1764. À première vue donc, nous serions tenté d'émettre l'hypothèse que le siège de 1759 ait, dans une certaine mesure, renforcé les liens entre les paroisses de Saint-Pierre et de Charlesbourg dont les habitants n'étaient que rarement associés avant cette date. Évidemment, comme nous ne nous basons que sur un nombre infime de cas, il ne nous est pas possible de valider cette hypothèse.

La multiplication du nombre d'unions impliquant des conjoints français mérite que l'on s'y attarde davantage. En effet, s'ils n'accueillent aucune troupe lors des deux premiers hivers du conflit, les habitants de l'Île d'Orléans sont toutefois chargés de loger le troisième bataillon du régiment de Berry aux hivers de 1757-1758 et de 1758-1759. Arrivé en compagnie du deuxième bataillon du même régiment à l'été de 1757, le troisième bataillon est alors durement frappé par la maladie; à tel point qu'il ne participe pas à l'expédition menée par Montcalm contre le fort William-Henry au mois d'août 1757. Formé de neuf compagnies de 60 hommes chacune, le troisième bataillon compte 540 hommes, ce qui représente, dans le cas de l'Île d'Orléans, un accroissement démographique équivalent à 15 ou 20% de sa population normale. Évidemment, ces chiffres ne représentent que les effectifs théoriques d'un bataillon. Ces derniers comptent généralement sur un nombre d'hommes inférieur à la norme à cause des maladies, des combats et du manque de nouvelles recrues¹⁷⁹. Pour la première année de son cantonnement, le troisième bataillon de Berry entre sur l'Île d'Orléans dès le mois d'octobre 1757 et n'en sort qu'à la fin de mai 1758. Le séjour suivant est légèrement plus court puisqu'il y entre en novembre 1758 et en sort dès le début du mois de mai 1759 afin de se rendre sur la frontière du lac Champlain où les deux bataillons de Berry y séjournent pour toute la durée de cette campagne décisive¹⁸⁰. Ces deux hivernements représentent donc des séjours de huit et de six mois consécutifs. Pour 1759-1760

¹⁷⁹ Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres du marquis de Montcalm au chevalier de Lévis*, op. cit., p.50.

¹⁸⁰ Nous n'avons que de vagues indications au sujet des dates précises de l'entrée et de la sortie des bataillons dont les hommes sont logés chez l'habitant. Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres du chevalier de Lévis concernant la guerre du Canada (1756-1760)*, Montréal, Beauchemin et fils, 1889, p.171-172; Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm*, op. cit., p.308, 358 et 478; Roland Lamontagne (dir.), op. cit., p.281-283; Jean-Claude Hébert, « Le siège de Québec en 1759 par un volontaire de l'armée française », op. cit., p.54.

toutefois, comme l'Île d'Orléans se trouve alors en zone britannique, les quartiers d'hiver du troisième bataillon de Berry se déplacent dans le gouvernement de Montréal où ils occupent les paroisses situées inclusivement entre Terrebonne et Berthier¹⁸¹. L'arrivée soudaine sur l'Île d'Orléans d'un aussi grand nombre de Français venus directement de France représente donc une situation anormale pour Saint-Pierre et Saint-Laurent puisque pour toute la décennie 1750, il n'y a qu'un seul Français qui y convole, soit le marchand Pierre Dostie qui se marie à Saint-Pierre en 1754. Après cette date, bien qu'ils n'y soient guère plus nombreux à s'y marier, nous y retrouvons tout de même quatre autres cas représentés par trois soldats des troupes de terre et un chirurgien; Antoine Geaugoux de la Crouzette, qui opère sur la Côte-du-Sud avant de s'installer à Saint-Laurent, vers 1762, puis de s'y marier en 1764. Dans le cas des militaires, notons qu'ils attendent tous les trois la fin des hostilités avant d'y célébrer leur mariage¹⁸². Faisant partie des régiments de Berry et de La Sarre, ces militaires semblent assez bien se connaître les uns les autres puisque deux d'entre eux sont des membres de la compagnie d'élite de leur bataillon, soit celle des grenadiers de Villemonte du bataillon de Berry. De plus, ces derniers, Pierre Filiard (23 ans) et Étienne Garnier (34 ans), se marient à Saint-Pierre le même jour, soit le 10 novembre 1760, tandis que le troisième, Paul Contois (30 ans) sergent du bataillon de La Sarre, se marie au même endroit deux semaines plus tôt¹⁸³. Dans le cas de Filiard et

¹⁸¹ Même sans la prise de Québec et de sa région par les Britanniques en septembre 1759, il semble assuré que le troisième bataillon de Berry ne soit pas retourné à l'Île d'Orléans pour un troisième hiver de suite. En effet, étant dévasté lors du siège, le gouvernement de Québec en entier est déjà exempté du logement des troupes et ce avant même la bataille du 13 septembre. De toute manière, même sans les dévastations, le choix des quartiers d'hiver pour chaque bataillon change souvent d'année en année. Au sujet du gouverneur Vaudreuil qui choisit les sites de cantonnement, Montcalm affirme d'ailleurs « qu'il [...] fait tout cela les yeux fermés ». Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres du marquis de Montcalm au chevalier de Lévis*, op. cit., p.42.

¹⁸² À noter que les soldats qui se marient avant la fin de la guerre en Amérique du Nord sont tout de même tenus de continuer à servir dans leur régiment comme l'atteste une missive adressée en 1755 au gouverneur Vaudreuil par un ministre qui signale que « Quoique l'intention de Sa Majesté soit que l'on permette aux soldats qui voudront défricher des terres et rester en Canada, elle ne veut cependant point que, sous ce prétexte ou quelque autre que ce soit, on délivre aucun congé absolu jusqu'à ce que les motifs pour lesquels elle a envoyé les dits bataillons étant cassés, elle juge à propos de les faire repasser en France, et ceux qui trouveront à se marier ou qui s'engageront de quelque manière que ce soit à faire un établissement dans les colonies, ne seront pas moins tenus de remplir leur service jusqu'au temps du retour de leurs troupes. » Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres de la cour de Versailles au baron de Dieskau, au marquis de Montcalm et au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1890. p.20.

¹⁸³ La présence d'un militaire du bataillon de La Sarre dans le corpus nuptial orléanais s'explique sans doute par les fréquentations s'étant développées entre les militaires des bataillons présents au camp de Beauport à l'été de 1759 (soit ceux de Béarn, de Guyenne, de Languedoc, de La Sarre et de Royal-Roussillon) et les Orléanaises réfugiées à Charlesbourg. Fait à noter au sujet de Paul Contois, il est dit dans

de Garnier, il est intéressant de noter qu'ils sont tous les deux inclus dans le même *témoignage de liberté au mariage*; document certifiant qu'ils ne sont pas déjà mariés en France et qui leur permet de le faire au Canada¹⁸⁴. Unis à des femmes de familles différentes, ces trois militaires des troupes de terre, s'ils se marient à Saint-Pierre, ne s'y installent pas définitivement. Ainsi, dans le cas du couple Pierre Filiard / Marie-Salomé Goulet d'abord, nous perdons toute trace de leur présence suite à leur mariage de 1760, ayant peut-être quitté le pays pour s'installer en France après cette date comme c'est le cas d'un certain nombre de canadiennes ayant épousé des soldats¹⁸⁵. Pour ce qui est du couple Étienne Garnier / Marie-Josèphe Raté, il s'installe à Québec dès 1761 où Étienne exerce la profession de menuisier. Finalement, en ce qui concerne le couple Paul Contois / Marie-Reine Dorval, ce dernier s'installe dans la région de l'Assomption après son mariage où Paul y devient négociant. Un quatrième militaire, s'il ne se marie pas à Saint-Pierre, semble toutefois y demeurer temporairement. Il s'agit de Jean Monastesse Jolicoeur, caporal du régiment de La Reine, marié à Marie-Anne Lafond à Québec en 1758 (à l'âge de 42 ans), et qui semble quitter la capitale pour Saint-Pierre où l'un de ses enfants naît et décède à l'été de 1763¹⁸⁶. Jolicoeur lui-même y est apparemment décédé puisqu'il est déclaré mort dans l'acte de baptême de son enfant et qu'un procès-verbal relatant la levée du corps d'un homme gelé à la pointe de l'Île d'Orléans, daté du 1^{er} avril, semble l'identifier.

Les rares soldats des troupes de terre à s'être mariés dans notre paroisse de Saint-Pierre n'y font donc que passer. Peut-être est-ce dû au fait que les hommes du bataillon de Berry n'aient pas résidé dans l'Île lors de la dernière année du conflit, ayant plutôt été logés dans le gouvernement de Montréal où de nombreuses terres sont disponibles. Au

son *témoignage de liberté au mariage* du 20 septembre 1760, qu'il est arrivé en 1756 avec son régiment et qu'il a étudié au collège de sa paroisse d'origine, soit celui de Perpignan. Dans Antoine Roy (dir.), « Témoignage de liberté au mariage (15 avril 1757 – 27 août 1763) », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1951-52 et 1952-1953, p.94.

¹⁸⁴ Rédigé le 30 octobre 1760, soit seulement 10 jours avant leurs noces, ce document indique que Pierre Filiard, originaire de la Bourgogne, sert dans son bataillon depuis six ans, tandis que son camarade, Étienne Garnier, du Brie, y sert depuis sept ans. N'ayant pas de preuves directes de leur célibat, Briand leur permet alors de faire publier leurs bans de mariage et ce « sur leurs dispositions mutuelles qui m'ont paru sincères, n'ayant point de témoins ». *Ibid.*, p.99-100.

¹⁸⁵ Robert Larin, *op. cit.*, p.204.

¹⁸⁶ Dans son *témoignage de liberté au mariage* du 5 mai 1758, il est dit que Jean Monestez dit Jolicoeur, natif de Flamaring dans l'évêché de Leictour, est arrivé au Canada deux ans plus tôt en tant que volontaire. Dans Antoine Roy (dir.), « Témoignage de liberté au mariage (15 avril 1757 – 27 août 1763) », *op. cit.*, p.51-52.

niveau de l'ensemble des paroisses de l'Île d'Orléans, les mariages entre les soldats des troupes de terre et les résidentes du lieu ne sont guère plus nombreux. À Sainte-Famille, ils ne sont que deux à se marier, à l'automne de 1760, soit Jacques Avelines et Jean Rocray. À Saint-Jean, nous ne retrouvons encore que trois cas qui se marient aux printemps de 1758, de 1759 puis de 1761, soit respectivement dans l'ordre Pierre Letan, Dominique Dusang et Pierre Protain. À Saint-François, ils ne sont que deux, qui se marient au printemps de 1759, soit Pierre Sabatier et Pierre Debroyeux. Aussi, sur les dix mariages entre les soldats des troupes de terre et les Orléanaises des cinq paroisses de l'Île, deux seulement s'y installent, soit Jacques Avelines à Sainte-Famille et Dominique Dusang à Saint-Jean. Parmi ces dix cas, notons également que quatre d'entre eux font partie de la même compagnie, soit celle des grenadiers de Villemonte du troisième bataillon de Berry. À première vue, la surreprésentation de cette compagnie dans le corpus nuptial orléanais semble exceptionnelle puisque les autres mariages de soldats des troupes de terre concernent des membres de six compagnies différentes. À ce sujet, Yves Landry note toutefois que près de 40% des grenadiers du bataillon de La Sarre se sont mariés au Canada, ce qui représente une proportion plus forte que la moyenne de l'ensemble des compagnies des bataillons de La Sarre et de Royal-Roussillon. Chez les grenadiers du bataillon de Royal-Roussillon toutefois, la proportion est inférieure à la moyenne générale de l'ensemble des compagnies de ces deux régiments¹⁸⁷. Puisqu'il nous manque les données relatives à l'ensemble des deux bataillons de Berry et à celles des autres bataillons des troupes de terre, il ne nous est pas possible de résoudre les inconnues entourant cette concentration des mariages au sein d'une même compagnie. Il est possible toutefois que ces soldats, membres de l'élite de leur bataillon, aient démontré une meilleure volonté que les autres à s'intégrer chez leurs hôtes ou à leur être agréable, d'où une plus grande confiance des Canadiens à leur endroit.

À ce sujet, peu d'informations sont disponibles en ce qui a trait au contexte entourant l'entrée dans une famille d'un soldat, par l'entremise d'un mariage, ou tout simplement en ce qui concerne les relations quotidiennes entre les Canadiens et les soldats. Les quelques indications parsemées parmi les journaux et la correspondance de

¹⁸⁷ Yves Landry, *Quelques aspects du comportement démographique des troupes de terre envoyées au Canada pendant la guerre de Sept ans*, op. cit., p.104.

l'époque nous signalent toutefois que ces relations furent assez bonnes en général et ce pour l'ensemble des sites de cantonnement. Montcalm note ainsi que les Canadiens et les soldats « s'accommodent très bien ensemble » et Lévis que les habitants accueillent les « soldats comme leurs enfants ». Bougainville souligne même en 1759, pour des fins intéressées il est vrai, que cette cordialité permettrait d'incorporer plus facilement une partie des milices canadiennes au sein des troupes de terre. Toutefois, cette camaraderie n'est pas sans failles puisqu'en 1758 par exemple, alors qu'un vol survient dans une paroisse, ce sont les soldats qui sont d'abord accusés, sans preuves d'ailleurs¹⁸⁸. Ainsi, bien qu'il semble être généralement bien accueilli dans les différentes paroisses, le soldat demeure tout de même un étranger sujet à la suspicion, particulièrement au sein de communautés soudées par un peuplement devenu centenaire au milieu du XVIII^e siècle. D'ailleurs, les rares participations des soldats du régiment de Berry comme témoins aux mariages des Orléanais pour la période 1757-1760 concernent presque uniquement les mariages de leurs compagnons d'armes : les grenadiers Pierre Filiard et Laurent Francoeur au mariage de Paul Contois à Saint-Pierre; le soldat Jacques Avelines au mariage de Jean Rocray à Sainte-Famille; les sergents Beaulieu et Lajeunesse au mariage de Pierre Sabatier à Saint-François et les grenadiers Belerd, Denis et Leroy au mariage de Pierre Letan à Saint-Jean. Le seul cas d'un soldat s'étant présenté comme témoin au mariage d'un habitant de l'Île d'Orléans durant son cantonnement est le sergent Jean Maureau qui assiste, le 19 février 1759 à Saint-Pierre, au mariage de Michel Dupil et de Louise Leclerc. Ainsi, comme le souligne André Lachance au sujet des paroisses canadiennes : « l'étranger, qui n'est apparenté à personne de l'endroit, aura du mal à se faire accepter »¹⁸⁹. Cette méfiance envers le nouvel arrivant expliquerait donc possiblement le faible nombre d'unions entre les nombreux soldats passés dans nos paroisses et les filles des habitants du lieu. Il est également probable, comme le souligne Jacques Henripin pour le XVII^e siècle, que les Orléanaises aient préféré, volontairement

¹⁸⁸ Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Journal du marquis de Montcalm*, op. cit., p.121; Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres du chevalier de Lévis*, op. cit., p.286; Roland Lamontagne (dir.), op. cit., p.59; Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres du marquis de Montcalm au chevalier de Lévis*, op. cit., p.124.

¹⁸⁹ André Lachance, op. cit., p.88.

ou non, marier des Canadiens déjà établis ou ayant davantage les moyens de leur assurer une vie décente que les jeunes troupiers fraîchement débarqués de France¹⁹⁰.

En ce qui concerne les nombreux Acadiens passés au Canada suite aux déportations de 1755-1758, peu d'entre eux se sont unis aux habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent¹⁹¹. Pourtant, en 1756, près de 200 Acadiens arrivés à Québec sont redistribués dans les différentes paroisses de l'Île d'Orléans¹⁹². C'est d'ailleurs à partir de cette date que les Acadiens apparaissent dans les registres paroissiaux de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, que ce soit comme témoins ou comme sujets d'une sépulture. À l'automne de 1756 par exemple, nous retrouvons deux sépultures acadiennes survenues à Saint-Laurent, soit celles de Anne Brazeau et de Marguerite Comeau. En terme d'implantation définitive toutefois, peu d'Acadiens se marient et s'installent dans nos paroisses où la plupart ne font que passer. Dans cette situation, nous retrouvons l'Acadien Charles Daigle qui est signalé à Saint-Laurent à l'automne de 1756 mais qui n'y est déjà plus en 1758 alors qu'il se marie à Québec où il ne fait d'ailleurs que passer avant de s'installer définitivement à Charlesbourg. De son côté, l'Acadien Claude Hébert est aperçu en compagnie de sa sœur Madeleine à Saint-Laurent le 9 avril 1757 et n'y est déjà plus le 6 juillet de la même année alors qu'on le retrouve à Québec. L'année suivante, on le retrouve temporairement à Saint-Charles sur la Côte-du-Sud puis à Bécancour en 1761 où il s'installe pour de bon. Ainsi, dans la paroisse de Saint-Pierre de l'Île d'Orléans, nous ne retrouvons qu'un seul Acadien qui y convole pour toute notre période, soit Jean-Baptiste Breault, qui épouse Marie-Dorothée Leclerc en février 1763. Ce dernier ne s'installe toutefois pas dans la paroisse de son épouse puisqu'il la ramène à l'Ange-Gardien où il réside depuis un certain temps. À Saint-Laurent, deux Acadiens de Beaubassin se marient tous deux à des résidents de la paroisse respectivement en juin 1763 et en octobre 1764. Il s'agit de l'orpheline Marie-Josèphe Carré, qui épouse Pierre Carreau, et de Jean-Baptiste Arsenault, qui épouse Françoise Dumas. Ces deux Acadiens, contrairement aux autres étrangers acadiens et français qui se marient ou passent dans nos

¹⁹⁰ Jacques Henripin, *op. cit.*, p.18.

¹⁹¹ À ce sujet, John A. Dickinson a observé que les réfugiés acadiens qui se dirigent d'abord vers le gouvernement de Québec suite aux déportations de 1755-1758, se dispersent ensuite à la grandeur du Canada après la Conquête. John A. Dickinson, « Les réfugiés acadiens au Canada, 1755-1775 », *op. cit.*, p.58.

¹⁹² Pierre-Marie Hébert, « L'établissement des Acadiens au Québec », *Revue d'ethnologie du Québec*, 10 (1979), p.21.

paroisses à partir de 1755, sont les deux seuls qui s'installent définitivement dans la paroisse de leur mariage. Mis à part le dénommé Deplene, qui assiste au mariage de Jean Drouet et de Marguerite Martel de Brouague en 1765, aucun Acadien n'est nommé comme témoin aux mariages des résidents de Saint-Pierre et de Saint-Laurent entre 1755 et 1765. Il y a toutefois Jean-Baptiste Arsenault qui paraît assez bien s'intégrer à sa société d'accueil, à tel point qu'il semble même y exercer les fonctions de marguillier entre 1758 et 1763, y étant alors nommé comme témoin dans une série d'actes de sépulture.

Les Britanniques, les derniers étrangers à s'être rendus dans la vallée laurentienne à cause de la guerre de la Conquête, n'établissent que très peu de liens avec les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent. Ayant passé tout l'été de 1759 dans une Île d'Orléans désertée de ses habitants, les militaires de la Grande-Bretagne y retournent tout de même à la fin de l'année et au début de 1760 pour y faire du bois pour l'hiver. À l'été de 1760, quelques soldats malades ou blessés sont également envoyés sur l'Île pour se rétablir¹⁹³. Par la suite, il semble qu'un détachement du 60^e régiment britannique, le Royal-Américain, soit stationné dans la paroisse de Saint-Jean de l'Île d'Orléans et ce jusqu'aux environs de l'année 1762. Bien qu'ils cohabitent alors avec les insulaires, nous n'avons retrouvé qu'un seul mariage unissant un militaire britannique et une Orléanaise, soit celui célébré le 4 novembre 1760 à Saint-François entre Jean Rosen, caporal suisse du Royal-Américain, et de l'Acadienne Geneviève Landry, nouvelle résidente de l'endroit. Parmi les autres Britanniques ayants laissés des traces dans les registres paroissiaux lors de leur passage dans l'Île, nous retrouvons d'abord un dénommé David Logan, caporal du 35^e Régiment, qui assiste à Saint-Jean en mars 1760 au décès de son fils Samuel âgé de sept mois; puis, le 21 septembre 1761, nous retrouvons également « Jean » Davis, sergent du Royal-Américain qui est à Saint-Jean afin d'y faire baptiser sa fille Élisabeth, née trois semaines plus tôt dans un lieu non précisé.

La présence des officiers britanniques, donc de leurs soldats, dans le comté de Saint-Laurent est également palpable dans trois actes de sépulture tenus à Saint-François pour un meurtre et deux accidents. Dans le premier cas, le curé de la paroisse note la présence d'« officiers anglais qui se sont transportés » à Saint-François le 24 juillet 1761

¹⁹³ John Knox, *op. cit.*, Vol. II, p.455-456.

afin de constater le décès de Marie Deblois, « laquelle on a trouvé égorgée au bord du bois ». Plus tard, le 18 août de la même année, l'officier Marr se déplace au même endroit afin d'inspecter le corps du matelot Dominique Laguerre qui « s'est noyé dans la rade ». Finalement, le 8 juin 1762, un officier du Royal-Américain, le dénommé Aldermain, signale au curé de Saint-François qu'il a trouvé le corps noyé d'un Amérindien de Lorette au large de sa paroisse, sur l'Île aux Rats. Pour ce qui est des civils britanniques qui sont passés à l'Île d'Orléans, nous n'avons retrouvé pour nos paroisses que le passage d'Alexandre Leit, marchand sur la Côte-du-Sud, qui loue pour trois ans à partir de 1763 la maison de Marguerite Barbel de Saint-Pierre¹⁹⁴. Ainsi donc, dans le quinquennat qui suit la prise de Québec, mis à part le mariage entre Jean Rosen et Geneviève Landry en 1760 et une naissance illégitime issue d'Hélène Campagnac et d'un officier britannique inconnu, aucune union ne s'est contractée entre une insulaire et un Britannique à l'Île d'Orléans.

5) Évolution du profil démographique des conjoints (1750-1765).

Si elle influence et le rythme de la nuptialité et l'origine géographique des étrangers du corpus nuptial de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, la guerre de la Conquête est aussi responsable de certains changements dans les caractéristiques démographiques des époux. Afin de mesurer l'évolution du profil des conjoints ayant convolé dans nos paroisses, nous avons donc fait appel aux 160 actes de mariage survenus entre le 1^{er} juillet 1750 et le 30 juin 1765, ce qui inclut les cinq mariages impliquant des couples étrangers voisins de la paroisse. De ce nombre, nous avons toutefois dû retrancher pour certains calculs les 28 mariages impliquant au moins une personne remariée, soit 10 cas à Saint-Laurent et 18 à Saint-Pierre. Comme pour l'analyse de l'évolution de la provenance des étrangers, nous nous concentrerons encore sur les deux quinquennats d'avant-guerre et d'après-guerre afin de compter sur des échantillons représentatifs.

Tout d'abord, nous avons observé que l'âge moyen des conjoints qui se marient dans nos paroisses est en légère hausse entre 1750-1755 et 1760-1765, ce qui semble confirmer qu'un retardement des unions fut causé par les incertitudes liées à la guerre. En effet, entre ces deux périodes, l'âge moyen des hommes à leur premier mariage passe de

¹⁹⁴ Acte du 4 mai 1763, notaire Sanguinet.

près de 25 à 27 ans tandis que celui des femmes passe de 22 à 23 ans. Fait à noter, l'âge moyen au mariage des conjoints de nos paroisses de 1750-1755 rejoint sensiblement celui de l'ensemble des Canadiens du XVIII^e siècle tandis que celui de la période de 1760-1765 dépasse légèrement cette moyenne¹⁹⁵. De même, pour ce qui est des écarts d'âge entre les époux, les mariages entre des conjoints séparés par un écart d'au moins dix ans et plus doublent entre 1750-1755 et 1760-1765 en passant de 10.4% à 22.8% des cas. Difficilement explicable, ce phénomène est sans doute lié à la situation difficile de l'après-guerre qui rend acceptable un plus grand écart d'âge entre les époux. D'ailleurs, une plus grande tolérance circonstancielle sur l'Île d'Orléans expliquerait également l'augmentation du nombre de mariages consanguins suite au siège de 1759. En effet, si l'on se fie au nombre de dispenses accordées par les curés de nos paroisses aux individus apparentés, nous passons d'un peu moins de 12% des mariages comprenant une dispense entre 1750 et 1755 à près de 21% des cas entre 1760 et 1765¹⁹⁶. Fait à noter, cette hausse des mariages entre proches parents est également présente chez les Acadiens réfugiés à la baie des Chaleurs à la fin de la guerre qui se marient entre eux à cause des nombreuses mortalités survenues dans les couples, situation favorisée par l'absence de prêtres pour les desservir.

Les années de guerre entre 1755 et 1760 ayant entraîné vers la mort bon nombre d'individus mariés, le nombre de mariages impliquant des veufs est en hausse dans les années 1760-1765. Représentant 8% des individus qui se marient dans les années de paix de 1750-1755, les veufs et les veuves comptent pour 13% des individus pour le quinquennat de 1760-1765. S'ils sont plus nombreux, ces mariages ne semblent toutefois pas être le résultat d'actions précipitées. En effet, sur les 19 cas de 1760-1765 dont nous pouvons calculer l'écart entre la date du décès d'un conjoint et celle du remariage du survivant du couple, seuls sept de ces derniers trouvent à se remarier dans un délai de

¹⁹⁵ En effet, pour le XVIII^e siècle au Canada, Jacques Henripin a estimé l'âge moyen des conjoints masculins à 26 ans et 10 mois et pour les conjoints féminins à 21 ans et 11 mois. Jacques Henripin, *op. cit.*, p.102.

¹⁹⁶ Sous l'Ancien Régime, il est strictement interdit de se marier entre parents jusqu'au quatrième degré de parenté. Il est toutefois possible de contourner cet interdit à l'aide d'une dispense obtenue en versant une certaine somme d'argent. Pour nos deux paroisses, l'ensemble des dispenses accordées entre 1750 et 1765 ne concernent que des individus liés par le troisième au quatrième degré de parenté. Un seul cas implique une parenté du deuxième au troisième degré, soit celui de Pierre Crépeau et de Marie-Josèphe Dorval qui se marient à Saint-Pierre le 6 novembre 1752.

moins de deux ans, soit 37% d'entre eux. Autre phénomène particulier, alors que le quinquennat 1750-1755 ne compte aucun couple unissant un veuf à une veuve, celui de 1760-1765 en compte cinq, ce qui représente près d'un conjoint en veuvage sur deux.

Si les remariages des veufs de l'après-guerre ne comportent aucune précipitation exceptionnelle, ceux de l'ensemble des individus du corpus ne semblent également pas avoir fait l'objet d'une précipitation particulière. En effet, les dispenses de bans, dont la publication doit être faite durant trois dimanches de suite afin de permettre à ceux qui s'opposent au mariage de le faire, sont aussi nombreuses en temps de guerre et de reconstruction qu'en temps de paix. Ainsi, sur les 58 actes de mariage de notre corpus qui mentionnent le nombre de bans publiés, seuls huit d'entre eux concernent une dispense de bans, soit trois pour la période 1750-1755, un pour 1755-1760 et quatre pour 1760-1765. Les dispenses de bans survenues entre 1750 et 1765 demeurent donc la chasse gardée des mieux nantis qui peuvent se les payer. Parmi les huit cas de dispenses, seuls quatre cas concernent la dispense de plus d'un bans, soient ceux de Nicolas-Gaspard Boisseau, ancien greffier de la Prévôté de Québec, et de son épouse Claire Joliet dit Mingan, qui se marient en 1764; de Jean Drouet de Richarville, ancien officier des troupes de la marine, et de Marguerite Martel de Brouague, fille du défunt commandant du Labrador, en 1765; de Étienne Papillon, navigateur, et de Marie-Louise Gosselin en 1751; et finalement de Jean-Baptiste Griault, forgeron de Québec, et de Marie-Anne Maranda en 1759.

Si l'évolution du nombre de dispenses de bans se déroule normalement, celle du nombre de témoins présents aux célébrations des mariages ne semble également pas connaître de perturbations majeures. En effet, pour l'ensemble des actes survenus dans nos deux paroisses, les curés Louis-Philippe Desgly, François et Joseph-Nicolas Martel notent en moyenne de 10 à 11 témoins et ce pour l'ensemble de notre période. Les écarts entre la rédaction des contrats de mariage retrouvés et la célébration de ceux-ci ne comportent également pas de variations significatives entre 1750 et 1765, le premier précédant presque toujours l'autre par moins d'un mois. Toutefois, si les pratiques entourant la célébration des mariages entre 1750 et 1765 demeurent similaires, certains cas d'exception sont tout de même présents dans les actes célébrés lors de la crise de 1759-1760. Le cas le plus flagrant est représenté par le mariage survenu à Saint-François de l'Île d'Orléans le 11 janvier 1760 entre Charles Fortier et Agnès Paquet qui, étant

mineure et vu « que son père n'a pas de domicile et qu'on ne sait pas où il est » à du recevoir le consentement de François Paquet, de Antoine Gobeil et de Ignace Gosselin « qui ont déclaré cette union avantageuse pour la mariée à cause des difficultés de la situation de la saison d'hiver » qui ne permettait pas d'« observer plus parfaitement les formalités légales ».

Comme nous venons de le voir, les incertitudes qui accompagnent la guerre de la Conquête provoquent une rupture dans le rythme nuptial de Saint-Pierre et de Saint-Laurent. En effet, ralenties dans les premières années du conflit, les célébrations sont totalement interrompues durant l'année récolte de 1759-1760 alors que l'Île d'Orléans est complètement évacuée par ses habitants et que son patrimoine bâti y est partiellement détruit par les Britanniques. Les années qui suivent la fin de la guerre représentent donc l'occasion d'effectuer un rattrapage nuptial chez des personnes qui sont maintenant légèrement plus âgés que la moyenne des années de paix et chez des veufs et des veuves qui sont un peu plus nombreux qu'à la normale. Parmi les époux qui se marient à Saint-Pierre et à Saint-Laurent entre 1750 et 1765, la majorité sont originaires de la paroisse de la célébration. Les autres, considérés comme étrangers, sont majoritairement natifs du gouvernement de Québec. Si la Conquête ne modifie pas la proportion d'étrangers qui se marient dans nos paroisses, proportion qui va en diminuant entre 1750-1755 et 1760-1765, il semble toutefois qu'elle ait une influence sur l'origine géographique des époux qui sont, après 1760, plus nombreux à provenir de France et de la ville de Québec. Le passage du troisième bataillon de Berry et de nombreux Acadiens sur le territoire orléanais ne laisse toutefois pas autant de traces que nous avons d'abord imaginé. Trois militaires s'y marient puis quittent nos paroisses, un autre semble s'y établir temporairement. Chez les Acadiens, deux s'établissent à Saint-Laurent et un troisième ne passe à Saint-Pierre que pour s'y marier. Plusieurs autres ne laissent souvent qu'une légère trace dans les registres paroissiaux avant de s'en aller plus au sud. La saturation foncière de l'Île d'Orléans sans doute combinée à la destruction partielle d'une partie de l'Île et aux possibilités d'établissement offertes par les gouvernements de Montréal et de Trois-Rivières semblent donc avoir joué contre la diversification des populations résidentes de Saint-Pierre et de Saint-Laurent. Ce portrait de la nuptialité en période de

crise nous amène donc à son corollaire direct soit la fécondité des couples de nos paroisses au moment de la guerre de la Conquête.

Chapitre V : Impacts de la Conquête sur la fécondité.

Intimement liée à la nuptialité, la fécondité des couples résident dans nos paroisses sera maintenant analysée afin de mieux connaître la réaction des ménages face aux moments marquants du conflit, en particulier lors du siège de Québec de 1759. À l'image des analyses des chapitres précédents, la présente étude portera sur l'évolution de la courbe des naissances entre le 1^{er} juillet 1750 et le 30 juin 1765 ainsi que sur l'évolution du contenu des actes de baptême des paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent.

1) Sources et méthodes.

En ce qui a trait au corpus des baptêmes devant servir à notre analyse, nous avons fait les mêmes choix méthodologiques que pour l'analyse de la mortalité et de la nuptialité. Ainsi, nous avons relevé tous les actes de baptême enregistrés dans les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, soit 577 actes, et les avons divisés en quinze années récoltes allant du 1^{er} juillet 1750 au 30 juin 1765. À ce corpus nous avons ensuite ajouté 13 actes de sépulture de mort-nés décédés trop rapidement pour avoir bénéficié d'un acte de baptême. Nous y avons finalement intégré six actes de baptême enregistrés à Beauport et à Charlesbourg à l'été de 1759 et qui concernent des enfants nés de couples résident habituellement à Saint-Pierre et à Saint-Laurent mais qui y trouvent refuge à l'occasion du siège de Québec¹⁹⁷. Notre corpus des baptêmes comprend donc un grand total de 596 actes répartis sur quinze années; 301 pour Saint-Pierre et 295 pour Saint-Laurent, ce qui démontre encore une fois que nos paroisses comptent sur un nombre similaire d'habitants au milieu du XVIII^e siècle. Dernier fait à noter, contrairement aux mariages, qui comprennent un bon nombre d'individus de passage et d'étrangers, les naissances survenues dans nos paroisses concernent presque exclusivement des enfants nés de parents résidents de Saint-Pierre et de Saint-Laurent.

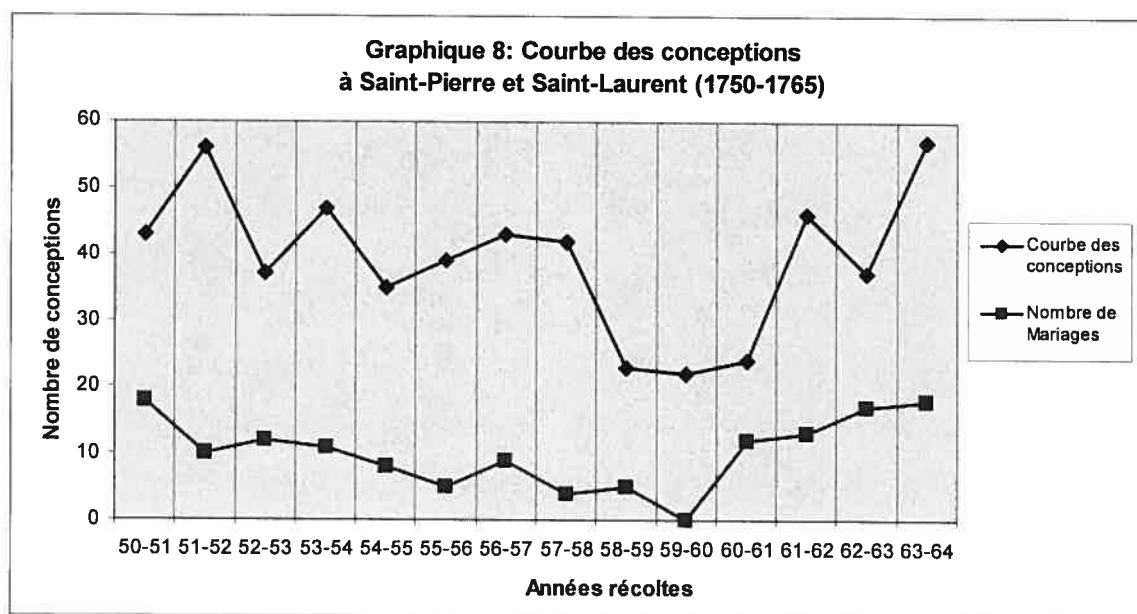
¹⁹⁷ Les actes de baptême enregistrés sur la rive nord du fleuve au moment du siège de Québec et qui concernent des enfants de couples résident habituellement à Saint-Pierre et à Saint-Laurent sont au nombre de six : trois pour Beauport, deux à Charlesbourg et un dernier dans une paroisse inconnue. Ces naissances surviennent entre les mois de juin et d'octobre 1759.

2) *Analyse de l'évolution de la courbe de la procréation.*

Résultante de comportements survenus neuf mois auparavant, la courbe de la fécondité nécessite une plus grande vigilance que les courbes de la mortalité et de la nuptialité. Ainsi, dans le graphique huit, les naissances enregistrées dans les registres paroissiaux, regroupées en années récoltes, ont dû être redistribuées selon le mois de conception afin de pouvoir mesurer les perturbations entourant l'activité sexuelle et non pas l'accouchement qui en est son corollaire. Ce faisant, nous pouvons d'abord observer qu'en général, la décennie de 1750 suit une évolution relativement stable dont les variations semblent davantage liées au rythme nuptial propre aux paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent qu'à une perturbation quelconque. Ainsi, malgré « la peur que l'habitant et l'évêque [...] ont communiqué aux dames du peuple » durant la guerre, les couples maintiennent leur rythme nuptial habituel jusqu'en 1758¹⁹⁸. À partir de cette date toutefois, un véritable ralentissement de l'activité sexuelle apparaît avec une chute de 42 à 23 conceptions. Ce phénomène s'explique alors en partie par la prise de Louisbourg à l'été de 1758 qui annonce alors l'arrivée prochaine d'une invasion par le fleuve et d'une attaque contre Québec. Ainsi, l'incertitude entourant les événements de l'année 1759 aura sans doute poussé certains couples à interrompre leur rythme de procréation afin d'éviter une grossesse en période de crise. Or, bien que cette hypothèse puisse expliquer une petite partie du phénomène, il est toutefois probable, que la chute des conceptions soit davantage liée à un affaiblissement de la santé des couples suite à leur malnutrition qu'à un impact direct des événements militaires. En effet, les mauvaises récoltes survenues en 1757 ont pu interrompre la fertilité normale ou favoriser les fausses couches. Évidemment, le creux atteint en 1758-1759 est aggravé par l'évacuation de l'Île d'Orléans en mai 1759 et par la séparation des femmes, durant l'été du siège, de tous les hommes en état de porter les armes et pas seulement les jeunes célibataires comme ce fut le cas dans les débuts du conflit. Ainsi, alors que les années de paix entre 1750 et 1754 ont compté sur une moyenne de 16 conceptions survenues entre les mois de mai et d'août inclusivement et que celles des étés de paix entre 1760 et 1765, une moyenne de 15 conceptions, le chiffre correspondant pour l'été de 1759 lui est de trois.

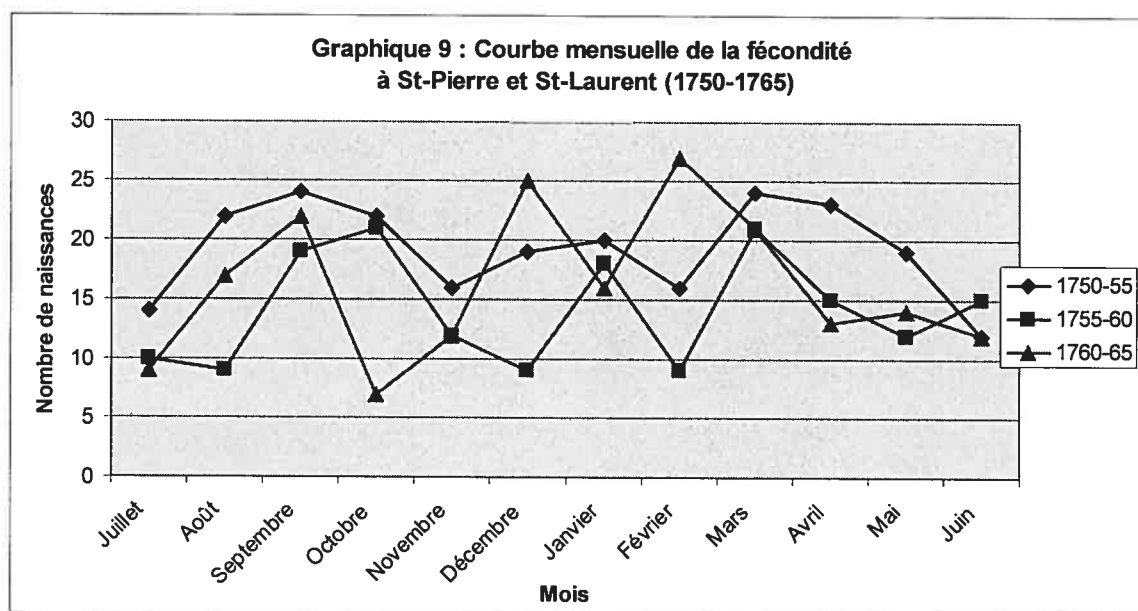
¹⁹⁸ À ce sujet, Montcalm note en date du 20 juin 1757 qu'on « tirera fort peu » de miliciens du gouvernement de Québec à cause du climat de peur qui y existe. Dans Henri-Raymond Casgrain (dir.), *Lettres de monsieur de Boullamaque au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1891. p.171.

Ainsi, la faiblesse de la nuptialité à mesure que progresse la guerre de la Conquête et son interruption totale en 1759-1760, la surmortalité de cette même année récolte auprès d'individus en âge de procréer, la présence possible de maladies ne menant pas nécessairement à la mort chez un certain nombre de gens et la nécessité pour une partie des résidents sinistrés de se loger chez un proche parent ou dans l'église du lieu suite au siège ont donc contribué à maintenir un niveau de conception beaucoup plus faible qu'en temps normal. Ainsi, ce n'est qu'avec la reprise du nombre de mariages en 1760-1761 qu'un bond dans le nombre de conceptions durant l'année récolte suivante a été rendu possible. Ainsi, entre 1760-1761 et 1761-1762, le nombre de conceptions ayant mené à une naissance passe de 24 à 46 cas, ce qui équivaut à un retour à la normale d'avant 1758. Le retour à la paix et à des rendements agricoles adéquats ont sans doute également joué dans cette reprise.



En ce qui a trait à la moyenne saisonnière des conceptions, notons que les années de guerre (1755-1760) en général ne divergent pas des années de paix du début de la décennie (voir le graphique neuf). Grossièrement, les mois d'août, de septembre, d'octobre d'une part, et les mois de mars et d'avril d'autre part sont les plus représentés

et ce pour l'ensemble de la décennie 1750¹⁹⁹. Les années qui se démarquent vraiment ne sont donc pas les années de guerre mais plutôt celles du retour à la paix, soient de 1760 à 1765, alors que de nombreux pics marginaux se produisent; positifs aux mois de décembre et de février, négatif au mois d'octobre. Apparemment, il semble que ces pics soient liés aux nombreux mariages survenus aux printemps du quinquennat 1760-1765 sous forme de rattrapage nuptial et dont les premières naissances rompent le rythme habituel des autres époques comportant un plus grand étalage des mariages dans le temps.



3) Perturbations perceptibles dans la rédaction des actes de baptême.

En terme de modifications survenues dans l'enregistrement des baptêmes, nous avons d'abord tenté de savoir si la guerre de la Conquête représentait un élément perturbateur suffisant pour retarder, au quotidien, la célébration du baptême. Toutefois, contrairement à notre hypothèse de départ, la presque totalité des baptêmes surviennent dans un délai d'une journée et moins suivant la naissance de l'enfant, soit 97% pour 1750-1755, 92% pour 1755-1760 et 95% pour 1760-1765. Seuls deux cas de baptêmes retardés par la guerre apparaissent durant le conflit, soit ceux de Marie-Victoire Montigny, née le 8 octobre 1759 à Saint-Pierre et baptisée le 28 du même mois, soit après

¹⁹⁹ Ce constat va quelque peu à l'encontre des travaux de Jacques Henripin pour qui les principaux mois de fécondité au Canada sont ceux de l'été, de mai à août inclusivement, qui sont suivis d'un creux à l'automne puis d'une reprise en janvier. Jacques Henripin, *op. cit.*, p.43.

20 jours d'attente, et Marie Chatigne, également née à Saint-Pierre le 3 janvier 1760 et baptisée 38 jours plus tard, soit le 10 février 1760.

Si les baptêmes ne comportent pas de retards significatifs dans leur célébration, le nombre de témoins cités dans les actes ne change également pas entre 1750 et 1765. En effet, en n'y comptant pas le curé, toujours présent évidemment, les actes de baptême comptent presque toujours de cinq à six mentions de personnes qui ont assisté à la cérémonie. Ainsi, pour l'ensemble de nos paroisses et de notre période, seuls trois actes en comptent moins ou en comptent plus; soit un qui n'en mentionne que trois et deux autres qui indiquent seulement quatre individus présents à la célébration. Toujours en ce qui a trait à la cérémonie du baptême, la prénomination des nouveaux nés ne connaît pas d'évolution notable en lien direct avec la guerre de la Conquête puisque dans ce domaine les évolutions se font sur une très longue durée²⁰⁰. Nous avons d'abord cru tout de même que la simple présence ou qu'une hausse soudaine de la popularité du prénom féminin « Marie-Victoire » pouvait être interprétée comme un signe d'une ferveur populaire liée au conflit. Or, parmi les sept cas d'enfants baptisées sous ce nom, toutes à Saint-Pierre, les quatre premières naissent en 1752 et en 1753 et seules les trois autres sont de 1757, du printemps 1759 et de l'automne 1759. À première vue donc, rien ne semble lier ce prénom au conflit qui fait rage. Toutefois, l'absence de ce prénom durant le quinquennat 1760-1765 laisse songeur. D'autant plus que quatre des sept « Marie-Victoire » sont nées de pères faisant les fonctions d'officier de milice, deux filles pour Michel Montigny, (1752 et 1759), une pour le major Joseph Chabot (1753) et une dernière pour Philippe Noël (1753).

Si la présence de soldats comme témoins aux mariages des habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent est quasiment inexistante, celle des soldats aux cérémonies des baptêmes est plus importante. Cette ouverture plus grande à l'étranger s'explique apparemment par le fait que les baptêmes représentent des événements beaucoup moins importants que les mariages à cause de leur fréquence et de la mortalité infantile élevée de l'Ancien Régime. Ainsi, pour nos deux paroisses, nous retrouvons sept baptêmes

²⁰⁰ À titre d'exemple, le passage dans l'ensemble de la Nouvelle-France d'une majorité de prénoms simples attribués au baptême, comme Marie ou Pierre, à une parité avec les prénoms multiples, comme Marie-Louise ou Jean-Baptiste, ne s'est fait que sur une cinquantaine d'années, soit entre 1680 et 1729. Dans Geneviève Ribordy, *Les prénoms de nos ancêtres*, Sillery, Septentrion, 1995. p.18-19.

survenus en 1758 et 1759 où un soldat fait office de témoin, soit cinq à Saint-Pierre et deux à Saint-Laurent. De ce nombre, seul Pierre Filiard se mariera ultérieurement dans la paroisse du baptême et encore ne s'y installera-t-il pas. La principale contribution de ces soldats est donc patronymique puisque, comme le veut l'usage populaire de l'époque, c'est le parrain ou la marraine qui donne le plus souvent son prénom à l'enfant, ce qui est le cas chez les trois garçons nés de ces sept baptêmes²⁰¹.

Le calcul de l'évolution des naissances illégitimes reste le dernier phénomène étudiable dans nos paroisses à être potentiellement influencé par la guerre de la Conquête. Selon les calculs effectués par Jacques Henripin, la fin du Régime français représente, en principe, un sommet de naissances illégitimes à cause de la présence de soldats français et de l'absence de nombreux hommes partis en tant que miliciens vers les frontières du sud et de l'ouest de la colonie. Ainsi, de la période 1751-1760 à celle de 1761-1770, nous passons selon ses calculs de 12.21 naissances illégitimes pour 1 000 habitants à 5.57²⁰². Incluant les villes, ce calcul ne signifie pas la même chose selon les différentes paroisses de l'époque où nous nous trouvons. En effet, pour la période 1700-1729, Lyne Paquette et Réal Bates ont calculé que les paroisses urbaines comptent alors de 1.93% de naissances illégitimes contre 0.87% pour les campagnes²⁰³. Bien qu'un certain nombre de ces naissances survenues en ville concernent des campagnardes qui y fuient une grossesse honteuse dans un milieu étranger, nous croyons tout de même que les naissances illégitimes impliquant des soldats et des résidentes de nos paroisses ont dû être négligeables, donc difficilement étudiables. En effet, bien que bon nombre de soldats soient logés chez l'habitant durant la saison morte, les chefs de famille et leurs fils sont également présents, ce qui facilite la surveillance des parents. Quittant leur lieu de cantonnement avant les miliciens la plupart du temps, et puisque « les enfants illégitimes sont [...] des enfants du plein air », peu d'occasions ont donc été offertes aux soldats qui

²⁰¹ À ce sujet, Raymond Roy, Yves Landry et Hubert Charbonneau ont noté que 53% des garçons nouveaux-nés du XVIII^e siècle canadien portent le prénom de leur parrain contre 19% qui le reçoivent de leur père. Chez les filles nouvellement nées, 39% d'entre-elles seulement reçoivent le prénom de leur marraine contre 12% qui le reçoivent de leur mère. Yves Landry, Raymond Roy et Hubert Charbonneau, « Quelques comportements des Canadiens au XVII^e siècle d'après les registres paroissiaux », *op. cit.*, p.67-70.

²⁰² Jacques Henripin, *op. cit.*, p.55.

²⁰³ Lyne Paquette et Réal Bates, « Les naissances illégitimes sur les rives du Saint-Laurent avant 1730 » *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 40, 2 (automne 1986), p.242.

ont pu tout au plus courtiser leur béguin au sein de la cellule familiale de celle-ci²⁰⁴. Ainsi donc, le seul cas d'enfant illégitime pour nos deux paroisses et pour l'ensemble de notre période est celui du dénommé François qui est né de parents inconnus et fut baptisé à Saint-Pierre le 16 février 1762.

Ainsi, demeurée normale au début du conflit, l'activité sexuelle menant à la procréation chez les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent est grandement ralentie suite à la mauvaise récolte de 1757 et des années suivantes. L'affaiblissement physique des couples en état de procréer, qui cause une baisse de la fertilité et une augmentation probable des fausses couches, conjugué au climat d'incertitude amené par la prise de Louisbourg en 1758, ont donc diminué le nombre de naissances survenues en 1759-1760 et ce bien qu'un petit nombre de celles-ci ait tout de même eu lieu dans les bois de Charlesbourg. L'évacuation complète de l'Île d'Orléans en mai 1759, la séparation des hommes et des femmes durant tout l'été, le maintien de la malnutrition et la cohabitation temporaire de sinistrés chez des voisins ou dans l'église paroissiale ont également contribué au faible taux de procréation entre 1758 et 1761. Le retour à la paix et à des récoltes normales, qui favorisent une meilleure alimentation et une stabilité des individus, donc une reprise des mariages retardés à cause du conflit, amène donc en 1761-1762 le retour des conceptions puis des naissances, l'année suivante. Au niveau de la perturbation du contenu des actes de baptême, seuls deux baptêmes sur l'ensemble du corpus connaissent des retards significatifs causés par la guerre. Le nombre de témoins mentionnés dans les actes, la prénomination et le parrainage ne connaissent également pas de rupture entre 1750 et 1765. Étant moins importants que les mariages, les baptêmes comptent sur une plus grande participation des soldats cantonnés dans nos paroisses. Ces derniers ne semblent toutefois pas avoir contribué à la hausse du nombre de naissances illégitimes puisque qu'un seul cas de ce genre nous est connu alors que la guerre est terminée depuis près de deux ans.

²⁰⁴ *Ibid*, p.246.

Conclusion :

Faisant partie des premières régions colonisées du Canada, les paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent ont atteint un niveau de développement matériel et une cohésion sociale élevés au moment de la guerre de la Conquête. N'ayant pas d'arrière-pays et comptant ensemble de 1 000 à 1 200 habitants, ces paroisses engendrent déjà des excédents démographiques qui se dispersent en grand nombre dans les côtes avoisinantes. Lors du siège de Québec de 1759, il semble que la majeure partie des bâtiments de Saint-Pierre et de Saint-Laurent ait été épargnée de la destruction par la présence, au « bout-de-l'Île », d'un campement britannique majeur dont les officiers et une bonne partie des soldats sont logés dans les habitations des environs. Pour ce qui est des caches enfouies dans les bois de l'Île, bien que certaines aient pu être pillées, le contenu de la majorité d'entre elles a sans doute été préservé. Quant à eux, les objets facilement transportables, les animaux, l'argent et les papiers familiaux des habitants de l'Île d'Orléans auraient été amenés dans les bois de Charlesbourg à la fin de mai et au début de juin 1759, ce qui expliquerait la présence de « vieux » objets dans les inventaires après-décès de l'après-guerre. Pour ce qui est des biens ecclésiastiques, l'église de Saint-Pierre et celle de Saint-François au moins, auraient été utilisées comme lieu de casernement par les Britanniques, ce qui serait la source d'importants dégâts, surtout pour l'intérieur du temple de Saint-Pierre où plusieurs habitants ont également été logés à l'hiver de 1759. Pour ce qui est des presbytères de Saint-Pierre et de Saint-Laurent, bien que Trudel affirme qu'ils aient été tous les deux détruits, il est possible toutefois, que celui de Saint-Pierre ait survécu comme il semble être le cas de la majorité des habitations de la paroisse.

Au sujet de l'évolution de la mortalité entre 1750 et 1765, bien que nous ne puissions pas suivre le sort des miliciens partis aux frontières défendre la colonie, à cause du manque de sources, nous pouvons tout de même affirmer que ce sont surtout les populations civiles qui subissent les contrecoups de la guerre et ce durant les pauses des automnes, des hivers et des printemps de la guerre de la Conquête. D'abord fortement touchés par la variole, maladie cyclique qui survient dans la colonie à tous les 20 ans, les habitants de nos paroisses sont ensuite témoins, entre 1755 et 1759, du passage de convois militaires massifs, de groupes d'Acadiens réfugiés et de prisonniers britanniques dont certains sont atteints par le typhus et la variole. De plus, durant les hivers de 1757-

1758 et de 1758-1759, les Orléanais accueillent le troisième bataillon du régiment de Berry qui a potentiellement servi de véhicule aux virus de toute sorte. Toutefois, la mortalité survenue lors des années s'étalant entre les pics de mortalité de 1755 et de 1759 demeure faible en tenant compte des grands mouvements de population qui se déroulent alors. Ce phénomène s'expliquerait peut-être par une plus grande résistance aux virus et par le fait que certaines maladies n'aient pas nécessairement mené à la mort. Quoi qu'il en soit, c'est surtout le siège de Québec de 1759 qui marque le plus les populations de nos paroisses au niveau de la mortalité avec 87 décès survenus entre le 1^{er} juillet 1759 et le 30 juin 1760. De ce nombre, les trois quarts ont lieu durant quatre mois de cette année récolte, soit entre octobre 1759 et janvier 1760. Ainsi, les habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent auront particulièrement souffert d'une évacuation complète, du rationnement alimentaire dans leur campement temporaire de Charlesbourg et pour certains, des difficultés liées à la destruction de leurs biens lors de leur retour dans l'Île.

Quant à lui, le rythme nuptial des habitants de Saint-Pierre et de Saint-Laurent est fortement influencé par la guerre. Complètement arrêtés durant le siège de Québec, les mariages ne reprennent que lors de l'année suivante. Les années de l'après-guerre sont alors marquées par un effet compensatoire lié au léger ralentissement du rythme nuptial des premières années du conflit qui fait en sorte que les époux sont un peu plus âgés qu'à l'habitude et que la proportion de veufs et de veuves est légèrement plus élevée. Autre fait à noter, la guerre de la Conquête n'influence pas la proportion des étrangers qui viennent convoler dans nos paroisses mais modifie quelque peu la provenance de ces derniers. Ils sont effectivement plus nombreux à venir de la ville de Québec et de la France, dont trois militaires des troupes de terre qui ne s'y installent toutefois pas. À l'instar de ces derniers, les réfugiés acadiens qui passent nombreux sur l'Île d'Orléans ne s'y marient que dans une proportion insignifiante avec seulement trois cas dont deux qui s'y installent. De même, aucun Britannique ne se marie ni ne s'installe à Saint-Pierre et Saint-Laurent entre 1760 et 1765. Il semble donc évident dans le cas de nos paroisses, que la géographie ait joué un rôle déterminant dans l'évolution quantitative et qualitative de leur nuptialité. Les maigres possibilités d'établissement offertes par l'Île d'Orléans sont alors incapables de concurrencer celles des autres gouvernements ou même l'attrait

exercé par la ville de Québec qui offre la possibilité aux militaires français d'y exercer un métier lorsqu'ils en maîtrisent un, ce qui est souvent le cas.

Au niveau de la procréation, il semble que les mauvaises récoltes survenues à partir de 1757, qui provoquent un affaiblissement physique général, se soient conjuguées au climat d'incertitude engendré par la nouvelle de la prise de Louisbourg en 1758 pour altérer le rythme normal des conceptions. En effet, la chute de cette ville forteresse annonce alors un siège dans la région de Québec pour l'année suivante. En 1759, la mobilisation de la totalité des hommes, et pas seulement les jeunes célibataires, a maintenu le rythme des conceptions à un bas niveau. Les difficultés matérielles entourant le retour dans l'Île auront couronné le tout et auront fait en sorte que le rythme des conceptions n'aura retrouvé son rythme normal qu'en 1761-1762.

Ce survol du passage des paroisses de Saint-Pierre et de Saint-Laurent au travers d'une guerre coloniale de grande envergure ne résout évidemment pas tous les mystères entourant la perturbation que ce conflit a engendré dans la vie quotidienne des civils canadiens. Nos sources ayant leurs limites, nous ne connaissons effectivement pas l'ampleur exacte qu'ont eu les maladies sur les résidents de nos paroisses. De plus, nous ne savons toujours que très peu de choses sur le contexte entourant le séjour des Orléanais sur la rive nord du fleuve et sur celui entourant leur retour dans leurs paroisses dévastées. Le nombre d'Acadiens ayant trouvé refuge sur l'Île d'Orléans suite aux déportations et les modalités de leur accueil par les habitants font également partie des questions sans réponse tout comme le contexte entourant les relations entre les soldats du régiment de Berry et les habitants de nos paroisses. En plus d'en savoir plus sur ces zones nébuleuses, il aurait également été intéressant de connaître, à des fins comparatives, l'évolution démographique particulière de paroisses dévastées, celles de la Côte-du-Sud par exemple, ou celles des autres gouvernements qui, ayant été épargnées par le siège de 1759, ont tout de même dû subir les contraintes de la guerre de la Conquête. Cet éclairage ne sera toutefois rendu possible que par la réalisation d'études démographiques centrées sur la guerre de la Conquête et qui différeront de celles qui, malheureusement, ne la laissent trop souvent qu'en périphérie comme s'il ne s'agissait que d'un conflit mineur comparable aux guerres coloniales nord-américaines précédentes.

BIBLIOGRAPHIE

SOURCES MANUSCRITES

Archives nationales du Québec à Québec (ANQ-Q)

Archives notariales (Greffes de notaires)

<u>Notaires</u>	<u>Dates extrêmes des greffes</u>
Alliez, André	1749-1760
Barolet, Claude	1728-1761
Boucault de Godefus, Gilbert	1736-1756
Chorest, Jean-Baptiste	1730-1755
Courville, Louis Léonard Aumasson de.	1756-1758
Crespin, Antoine	1751-1782
Dionne, Joseph	1743-1779
Desnoyer, Pierre-Auclair	1714-1751
Decharnay, Jean-Baptiste	1755-1759
Dulaurent, Christophe-Hilarion	1734-1759
Dupont, Noël	1748-1774
Fortier, Joseph	1731-1775
Genest, André	1738-1783
Gouget, Jacques	1761-1777
Guyart, Jean-Baptiste de Fleury	1754-1761
Huot, Nicolas	1739-1771
Kervezo, Nicolas-J.-Olide	1748-1755
Labranche, Pierre	1763-1775
Lanouiller-Desgranges, Paul-Antoine-François	1748-1760
Lavoye, Michel	1737-1772
Lamorille, Lemaître	1761-1766
Lévesque, Nicolas-Charles	1752-1795
Louet, Claude	1739-1767
Marois, Prisque	1750-1756
Moreau, F. Emmanuel	1750-1765
Panet, Jean-Claude	1744-1775
Parent, Pierre	1748-1776
Pichel, Louis	1710-1760
Pinguet, Nicolas	1749-1751
Raegot de Beaurivage, François	1709-1753
Richard, Joseph-Barthélémy	1751-1769
Rousselot, Pierre	1737-1756
Saillant de Collégien, Antoine-Jean	1749-1776
Sanguinet, Simon	1748-1771

SOURCES DISPONIBLES SUR SUPPORT INFORMATIQUE

Registre de population du Québec ancien (PRDH), Montréal, Université de Montréal.

Société Archiv-Histo. Parchemin Plus, Banque de données sur CD-ROM comportant l'inventaire des archives notariales du Québec.

SOURCES IMPRIMÉES

AVÈNE des MÉLOIZES, Nicolas-Renaud. *Journal militaire de Nicolas Renaud d'Avène des Méloizes (1756-1759)*. Québec, 1930. 88p.

BOUCAULT, Nicolas-Gaspard. « État présent du Canada, dressé sur nombre de mémoires et connaissances acquises sur les lieux, par le sieur Boucault (1754) ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1920-1921. p.11-50.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Journal des campagnes du chevalier de Lévis en Canada de 1756 à 1760*. Montréal, Beauchemin et fils, 1889. 340p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Journal du marquis de Montcalm durant ses campagnes de 1756 à 1759*. Québec, Demers, 1895. 626p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Lettres de la cour de Versailles au baron de Dieskau, au marquis de Montcalm et au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1890. 250p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Lettres de l'intendant Bigot au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1895. 110p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Lettres de M. de Bourlamaque au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1891. 367p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Lettres du chevalier de Lévis concernant la guerre du Canada (1756-1760)*. Montréal, Beauchemin et fils, 1889. 473p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Lettres du marquis de Montcalm au chevalier de Lévis*. Québec, Demers, 1984, 240p.

CASGRAIN, Henri-Raymond (dir.). *Lettres du marquis de Vaudreuil au chevalier de Lévis*, Québec, Demers, 1895. 215p.

COLLET, Mathieu-Benoît. « Procès-verbaux du procureur général Collet sur le district des paroisses de la Nouvelle-France, annotés par M. l'abbé Ivanhoé Caron ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1921-1922. p.262-380.

DE VOLPI, Charles. *Québec, recueil iconographique*. Don Mills, Longman Canada, 1971, 188p.

DOREIL. « Lettres de Doreil ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1944-1945, p.3-171.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « A journal of the expedition up the river St Lawrence by the serjeant-major of gen. Hopson's grenadiers » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.1-12.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « A journal of the siege of Quebec to which is annexed a correct plan of the battle fought on the 13th september 1759 drawn from the original surveys taken by the Engineers of the Army. » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.259-278.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « An accurate and authentic journal of the siege of Quebec, 1759, by a Gentleman in an eminent station on the spot » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.279-294.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Corps papers of the royal engineers, journal of Major Moncrief » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901, p.33-58.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Correspondence de Bougainville: Letters No. 1 to 156, written during the months of July, August and September, 1759 » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.1-136.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Extracts from Journal of the Particular Transactions during siege of Quebec » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.167-190.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Genuine letters from a volunteer in the British service at Quebec » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.13-26.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Journal abrégé de la campagne de 1759 en Canada par M. M, ayde de Camp de M. Le Mis de Montcalm » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.283-301.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Journal mémoratif de ce qui s'est passé de plus remarquable pendant qu'a duré le siège de Québec » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.163-218.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Letter of James Gibson » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.61-70.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Mémoire sur la campagne de 1759 depuis le mois de mai jusqu'en septembre » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume IV, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.219-230.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Memoirs of the siege of Quebec and total reduction of Canada in 1759 and 1760 by John Johnson, clerk and quarter mas'r sergeant to the 58th reg't. » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.71-166.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Original Correspondence of General Wolfe » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume VI, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.1-62.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Relation du siège de Québec » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume V, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.303-326.

DOUGHTY, A. et G.W. PARMELEE (dir.). « Secret Instructions, Letters, &c » dans *The Siege of Quebec and the Battle of the Plains of Abraham*. Volume VI, Québec, Dussault & Proulx, 1901. p.87-150.

FARIBAUT-BEAUREGARD, Marthe. *La population des forts français d'Amérique (XVIII^e siècle), Répertoire des baptêmes, mariages et sépultures célébrées dans les forts et les établissements français en Amérique du Nord au XVIII^e siècle*. 2 Volumes, Montréal, Éditions Bergeron, 1982.

GOSSELIN, Amédée. « Le recensement du gouvernement de Québec en 1762 ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1925-1926. p.1-143.

HÉBERT, Jean-Claude (dir.). « Journal de l'expédition sur le fleuve Saint-Laurent » dans *Le siège de Québec en 1759 par trois témoins*. Québec, MAC, 1972. p.35-50.

HÉBERT, Jean-Claude (dir.). « Le siège de Québec en 1759 par un volontaire de l'armée française », dans *Le siège de Québec en 1759 par trois témoins*, Québec, MAC, 1972. p.53-115.

HÉBERT, Jean-Claude. « Relation du siège de Québec » dans *Le siège de Québec en 1759 par trois témoins*. Québec, MAC, 1972. p.11-31.

KNOX, John. *An historical journal of the campaigns in north america for the years 1757, 1758, 1759, and 1760*. Toronto, The Champlain Society, 1914-1916. 3 Vol.

LAFONTAINE, André. *Les baillages de Beaupré et de l'Île d'Orléans*. Sherbrooke, 1987. 566p.

LAMONTAGNE, Roland (dir). *Louis-Antoine de Bougainville. Écrits sur le Canada Mémoires - Journal - Lettres*. Sillery, Éditions du Pélican, 1993. 455p.

MALARTIC, Anne-Joseph-Hippolyte de Maurès, comte de. *Journal des campagnes au Canada de 1755 à 1760*. Dijon, Damidot, 1890. 371p.

PLANTAVIT DE LA PAUSE, Jean-Guillaume. « Mémoire et observations sur mon voyage en Canada ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1931-1932. p.3-125.

PONTBRIAND. « Lettre de MGR de Pontbriand au ministre ». *Bulletin des Recherches Historiques*, 1936, Volume 42. p.550-553.

RAMEZAY, Jean-Baptiste-Nicolas-Roch de. *Mémoire du Sieur de Ramezay, commandant à Québec, au sujet de la reddition de cette ville*. Québec, Presses Lovell, 1861. 38p.

RÉCHER, Jean-Félix. *Journal du siège de Québec en 1759*. Québec, La Société Historique de Québec, 1959. 48p.

ROY, Antoine. « Aveu et dénombrement du fief de l'Isle et Comté St. Laurent nommée l'Isle d'Orléans ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1945-1946. p.9-35.

ROY, Antoine. « Témoignage de liberté au mariage (15 avril 1757 – 27 août 1763) ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1951-1953. p.5-159.

ROY, Léon. « Les terres de l'Île d'Orléans. Les terres de St-François et de St-Laurent ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1973. p.171-237.

ROY, Léon. « Les terres de l'Île d'Orléans. Les terres de Saint-Pierre ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1953-1955. p.9-69.

ROY, Pierre-George. « Inventaire de la correspondance de Mgr Jean-Olivier Briand, évêque de Québec, 1741-1794 ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1929-1930. p.47-136.

ROY, Pierre-George. « Inventaire de la correspondance de Mgr Louis-Philippe Mariaudeau D'Esgly, évêque de Québec, 1740-1788 », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1930-1931. p.185-198.

ROY, Pierre-George. *Inventaire de pièces sur la côte de Labrador*. Vol. I, Québec, Archives de la Province de Québec, 1940-1942. 2 Volumes..

ROY, Pierre-George. *Inventaire des concessions en fief et seigneurie fois et hommages et aveux et dénombrement conservés aux archives de la province de Québec*. Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1927-1929. 6 Volumes

ROY, Pierre-George. *Inventaire des ordonnances des Intendants de la Nouvelle-France conservées aux Archives provinciales de Québec* ». Volume III, Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1919. 296p.

ROY, Pierre-George, « Le recensement du gouvernement de Québec en 1762 ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1925-1926. p.1-143.

ROY, Pierre-George. *Lettres de noblesse, généalogie, érection en comtés et baronnies insinuées par le Conseil souverain de la Nouvelle-France*. Volume I, Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1920, 282p.

ROY, Pierre-George. « Mémoire du Canada ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1920-1921. p.94-198.

ROY, Pierre-George. « Récapitulation générale des paroisses dans le Gouvernement de Québec pour l'année 1765 », *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1936-1937. p.118-119.

TÉTU, H. et C.-O. GAGNON (dir.). *Mandements, lettres pastorales et circulaires des Évêques de Québec*. Vol. II, Québec, Imprimerie Générale A. Côté et Cie., 1888. 566p.

OUVRAGES GÉNÉRAUX

CASGRAIN, Henri-Raymond. *Montcalm et Lévis*. Tours, Alfred Mame et Fils, 1899. 400p.

DOUGHTY, Arthur. *The siege of Québec and the battle of the plains of Abraham*. Québec, Dussault et Proulx, 1901. 6 vol.

FRÉGAULT, Guy. *Histoire de la Nouvelle-France. IX : La guerre de la Conquête, 1754-1760*. Montréal et Paris, FIDES, 1955. 514p.

GARNEAU, François-Xavier. *Histoire du Canada*. Cinquième édition, Tome II., Paris, Librairie Félix Alcan, 1920. 747p.

GROULX, Lionel. *Histoire du Canada français depuis la découverte*. Tome I : *Le Régime français*. Montréal et Paris, FIDES, 1960. 394p.

SALONE, Émile. *La colonisation de la Nouvelle-France : Étude sur les origines de la nation canadienne française*. Paris, Boréal Express, 1970 (1905). 505p.

STANLEY, George F.G. *New France the last phase 1744-1760*. Toronto, McClelland and Stewart Limited, 1968. 319p.

MONOGRAPHIES DE L'ÎLE D'ORLÉANS

BOIS, Louis-Édouard. *L'Île d'Orléans: note sur son étendue, ses premiers établissements, sa population, les moeurs de ses habitants, ses productions*. Québec, A. Côté, 1895. 148p.

CÔTÉ, Jacques. *Saint-François Île d'Orléans*. Québec, Les Éditions Saint-Yves, 1979. 117p.

GOSSELIN, David. *Pages d'histoire ancienne et contemporaine de ma paroisse natale, Saint-Laurent, Île d'Orléans*. Québec, Dussault & Proulx, 1964. 107p.

LESSARD, Michel. *L'Île d'Orléans : aux sources du peuple québécois et de l'Amérique française*. Montréal, Éditions de l'Homme, 1998. 415p.

LÉTOURNEAU, Raymond. *Un visage de l'Île d'Orléans : St-Jean*. Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1979. 436p.

LÉTOURNEAU, Raymond. *Sainte-Famille, l'aînée de l'Île d'Orléans*. Beauceville, Presses de l'Éclaireur, 1984. 688p.

LORTIE-PARENT, Marie-Jeanne. *Deux coqs de Saint-Pierre m'ont raconté. 1679-1979*. Saint-Pierre, Corporation des fêtes du tricentenaire de Saint-Pierre, 1979. 232p.

POULIOT, Joseph Camille. *L'Île d'Orléans*. Québec, 1927. 176p.

ROY, Pierre-Georges. *L'Île d'Orléans*. Québec, Ls A. Proulx, 1928. 505p.

TURCOTTE, Louis-Philippe. *Histoire de l'Île d'Orléans*. Québec, Atelier typographique du Canada, 1867. 164p.

AUTRES ÉTUDES

AUBIN, Henri. *L'Île d'Orléans à Saint-Pierre*. Saint-Pierre, Édition Saint-Pierre, 1985. 180p.

AUDET, Bernard. *Avoir feu et lieu dans l'Île d'Orléans au XVII^e siècle : Étude matérielle*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1990. 271p.

BEAUREGARD Yves et al. « Famille, parenté et colonisation en Nouvelle-France ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 39, 3, p.391-405.

BÉRUBÉ, André. *Histoire du régime seigneurial dans la vallée du Saint-Laurent : Évaluation des ressources in situ*. Commission des lieux et monuments historiques du Canada. 1990. 244p.

BOLÉDA, Mario. « Trente mille Français à la conquête du Saint-Laurent ». *Histoire Sociale – Social History*, Vol. XXIII, no 45 (Mai 1990), p.153-177.

BONNAULT, Claude de. « Le Canada militaire ». *Rapport de l'Archiviste de la Province de Québec*, 1949-51, p.263-527.

BOUCHARD, Dominique. « La culture matérielle des Canadiens au XVIII^e siècle : Analyse du niveau de vie des artisans du fer ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 47, 4, p.479-498.

BOUCHARD, Gérard, Jeannette LAROUCHE et Lise BERGERON. « Donation entre vifs et inégalités sociales au Saguenay. Sur la reproduction familiale en contexte de saturation de l'espace agraire ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 46, 3, p.443-461.

BOUCHARD, Gérard, DICKINSON, John A. et Joseph GOY. *Les exclus de la terre en France et au Québec (XVII^e – XX^e siècles) : La reproduction familiale dans la différence*. Sillery, Septentrion, 1998. 336p.

CHARBONNEAU, Hubert. *La population du Québec : études rétrospectives*. Montréal, Boréal Express, 1973. 110p.

CHARBONNEAU, Hubert. « Les grandes mortalités épidémiques avant 1760 », *Mémoire de la société généalogique canadienne-française*, vol. 46, no 2 (été 1995), p.127-133.

CHAPPAIS, Thomas. *Le marquis de Montcalm (1712-1759)*. Québec, J.-P. Garneau, 1911. 695p.

CHARTRAND, René. *Le patrimoine militaire canadien : d'hier à aujourd'hui*. Tome 1 (1000-1754). Montréal, Art Global, 1993. 239p.

CHARTRAND, René. *Le patrimoine militaire canadien : d'hier à aujourd'hui*. Tome 2 (1754-1871). Montréal, Art Global, 1993. 238p.

CLICHE, Marie-Aimée. « Les attitudes devant la mort d'après les clauses testamentaires dans le gouvernement de Québec sous le régime français ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 32, 1 (juin 1978), p.57-94.

COATES, Colin M.. *Les transformations du paysage et de la société au Québec sous le régime seigneurial*. Sillery, Septentrion, 2003. 255p.

COMMISSION DES BIENS CULTURELS DU QUÉBEC. *Les chemins de la mémoire. Tome I. Québec*, Les publications du Québec, 1990. 540p.

CÔTÉ, André. *Joseph-Michel Cadet, 1719-1781, négociant et munitionnaire du roi en Nouvelle-France*. Sillery, Septentrion, 1998. 360p.

DESCHÊNES, Gaston. *L'année des Anglais : la Côte-du-sud à l'heure de la conquête*. Québec, Septentrion, 1988. 180p.

DECHÊNE, Louise. *Le partage des subsistances au Canada sous le régime français*. Montréal, Boréal, c1994. 283p.

DESSUREAULT, Christian et John A. DICKINSON. « Farm Implements and Husbandry in Colonial Quebec, 1740-1840 ». BENES, Peter (dir.). *New England / New France 1600-1850*, Boston, Boston University, 1992. p.110-121.

DESSUREAULT, Christian et Roch LEGAULT. « Évolution organisationnelle et sociale de la milice sédentaire canadienne : le cas du bataillon de Saint-Hyacinthe, 1808-1830 ». *Journal of the Canadian Historical Association / Revue de la Société Historique du Canada*, vol. 8 (1998), p.87-111.

DICKINSON, John A., « La justice seigneuriale en Nouvelle-France : le cas de Notre-Dame-des-Anges ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol.28, no3 (décembre 1974), p.323-346.

DICKINSON, John A., « Les chemins migratoires et l'établissement des Acadiens à Saint-Denis au XVIII^e siècle ». *Les cahiers la Société historique acadienne*, 29, 1 et 2 (mars-juin 1998), p.57-69.

DICKINSON, John A., « Les réfugiés acadiens au Canada, 1755-1775 ». *Études Canadiennes/Canadian Studies*, 37, (1994), p. 51-61.

DUBÉ, Michel. *Le zonage agricole, un bilan. Commission de protection du territoire agricole du Québec. Section A. Île d'Orléans, Section B. Côte de Beaupré.* 1984. 20p.

DUPAQUIER, Jacques. *Introduction à la démographie historique.* Paris, Gamma, 1974. 120p.

FLEURY, Michel et Louis HENRY. *Nouveau manuel de dépouillement et d'exploitation de l'état civil ancien.* Paris, L'institut national d'études démographiques, 1965. 182p.

FOURNIER, Martin. *Jean Mauvide : de chirurgien à seigneur de l'Île d'Orléans au XVIII^e siècle.* Québec, Septentrion, 2004. 187p.

GAUDETTE, Jean. « Des réfugiés acadiens à Québec en 1757 ». *Les cahiers la Société historique acadienne*, 17, 4 (octobre 1986), p.144-149.

GAULIN, André et Norbert LATULIPPE. *L'Île d'Orléans microcosme du Québec.* Québec, Association québécoise des professeurs de France, 1984. 137p.

GIGUÈRE, Nathalie, LAFLAMME, Éric, SCALLION, Anne, TARDIF, Réjean et Sandra-Joan THÉRIAULT. *La situation socio-économique de l'Île d'Orléans.* Thèse de M.A. (Architecture et aménagement du territoire), Québec, Université Laval, 1994. 91p.

GUAY, Lorraine. *Le Saint-Laurent insulaire : étude géographique.* Thèse de Ph. D. (Géographie), Québec, Université Laval, 2000. 450p.

HÉBERT, Pierre-Marie. « L'établissement des Acadiens au Québec ». *Revue d'ethnologie du Québec*, 10 (1979), p.17-38.

HENRIPIN, Jacques. *La population canadienne au début du XVII^e siècle : Nuptialité-Fécondité-Mortalité infantile.* Paris, PUF, 1954. 129p.

HENRY, Louis et Alain BLUM. *Techniques d'analyse en démographie historique.* Paris, L'institut national d'études démographiques, 1988. 180p.

IGARTUA, José. « François Martel de Brouage ». *Dictionnaire Biographique du Canada.* Volume III (1741-1770), Québec/Toronto, Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1974. p.467-469.

JEAN, Suzanne. *Aménagement intérieur et fonctions de la maison rurale de l'Île d'Orléans entre 1761 et 1767.* Thèse de M.A. (Histoire), Québec, Université Laval, 1976. 202p.

LABERGE, Alain. *Mobilité, établissement et enracinement en milieu rural: le peuplement des seigneuries de la Grande anse sous le régime français (1672-1752).* Thèse de Ph. D. (Histoire), Toronto, Université de York, 1987. 323p.

LACHANCE, André. « Nicolas-Gaspard Boisseau ». *Dictionnaire Biographique du Canada*. Volume V (1801-1820), Québec/Toronto, Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1983. p.99-100.

LACHANCE, André. *Vivre, aimer et mourir en Nouvelle-France : la vie quotidienne aux XVII^e et XVIII^e siècles*. Montréal, Libre Expression, 2000. 221p.

LANDRY, Yves. *Quelques aspects du comportement démographique des troupes de terre envoyées au Canada pendant la guerre de Sept ans*. Thèse de M.A. (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 1977. 186p.

LANDRY, Yves et Réal BATES. « Notes de recherche : Population et reproduction sociale à l'Île d'Orléans aux XVII^e et XVIII^e siècles ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 45, 3 (hiver 1992), p.403-413.

LANDRY, Yves, et Rénald LESSARD. « Les causes de décès aux XVII^e et XVIII^e siècles d'après les registres paroissiaux québécois ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, vol 48, no 4 (printemps 1995), p.509-526.

LANDRY, Yves, ROY, Raymond et Hubert CHARBONNEAU. « Quelques comportements des Canadiens au XVII^e siècle d'après les registres paroissiaux ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 31, 1 (juin 1977), p.49-73.

LARIN, Robert. *Les Canadiens passés en France à la Conquête, un portrait vu de la Guyane (de 1754 à 1805)*. Thèse de Ph. D. (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 2002. 374p.

LAROSE, André. *Les registres paroissiaux au Québec aux XVII^e et XVIII^e siècles : Introduction à l'étude d'une institution religieuse et civile*. Thèse de M.A. (Histoire), Montréal, Université de Montréal, 1976. 203p.

LAVALLÉE, Louis. *La Prairie en Nouvelle-France, 1647-1760. Étude d'histoire sociale*. Montréal et Kingston, McGill-Queen's University Press, 1993. 301p.

LAVALLÉE, Louis. « Les archives notariales et l'histoire sociale de la Nouvelle-France ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 28, 3 (décembre 1974), p. 385-403.

LÉGARÉ, Karine. *Préserver et partager. La reproduction familiale en terroir plein. La paroisse du Château-Richer au XVIII^e siècle*. Thèse de M.A. (Histoire), Québec, Université Laval, 2000, 113p.

MATHIEU, Jacques et al. « L'accaparement foncier et la reproduction sociale dans la vallée du Saint-Laurent au XVIII^e siècle » dans Rolande BONNAIN, Gérard BOUCHARD et Joseph Goy (dir.). *Transmettre, hériter, succéder*. Paris, École des hautes études en sciences sociales, 1992. p.121-134.

MATHIEU, Jacques et al. « Les alliances matrimoniales exogames dans le gouvernement de Québec. 1700-1760 », *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 35, 1 (juin 1981), p.3-32.

PAQUETTE, Lyne et Réal BATES. « Les naissances illégitimes sur les rives du Saint-Laurent avant 1730 » *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 40, 2 (automne 1986), p.239-252.

PELLETIER, Jean-Guy. « Louis-Philippe Mariauchau Desgly ». *Dictionnaire Biographique du Canada*. Volume IV (1771-1800), Québec/Toronto, Presses de l'Université Laval/University of Toronto Press, 1980. p.551-552.

POIRIER, Jean. *La toponymie historique et actuelle de l'Île d'Orléans*. Québec, 1961. 137p.

POSTOLEC, Geneviève. *Mariage et patrimoine à Neuville, de 1669 à 1782*. Thèse de Ph.D. (Histoire), Université Laval, 1995. 340p.

POULIOT, Vincent. *Le discours légendaire à l'île d'Orléans*. M.A. (Lettres), Université Laval, 1992. 130p.

PROULX, Gilles. « Soldat à Québec, 1748-1759 ». *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 32, 4 (mars 1979), p.204-215.

RIBORDY, Geneviève. *Les prénoms de nos ancêtres*. Sillery, Septentrion, 1995. 181p.

ROY, Guy-André et Andrée Ruel. *Le patrimoine religieux de l'Île d'Orléans*. Québec, Ministère des Affaires culturelles, 1982. 313p.

ROY, Pierre-George. *La famille Martel de Brouage*. Lévis, 1934. 39p.

ROY, Pierre-Georges. *La ville de Québec sous le régime français*. Québec, Service des Archives du gouvernement de la province de Québec, 1930. 2 vol.

STACEY, C.P. *Québec 1759 : The siege and the battle*. Toronto. The Macmillan Company of Canada limited, 1959. 210p.

TANGUAY, Cyprien. *À travers les registres*. Montréal, Librairie Saint-Joseph/Cadieux et Derome, 1886. 276p.

TREMBLAY, Jean-Paul-Médéric. *Tout un été de guerre : la conquête anglaise vue de la Baie Saint-Paul (1735-1785)*. Sainte-Foy, Publication de la Société d'histoire de Charlevoix, 1986. 116p.

TRUDEL, Marcel. *Histoire de la Nouvelle-France. Tome X. Le Régime militaire et la disparition de la Nouvelle-France 1759-1764*. Montréal, Fides, 1999. 612p.

TRUDEL, Marcel. *L'Église canadienne sous le Régime militaire 1759-1764*. Québec, Presses de l'Université Laval, 1956-1957, 2 volumes.

TRUDEL, Marcel. « Les églises ont-elles souffert de la Conquête? » *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 8, 1 (juin 1954), p.25-71.

TRUDEL, Marcel. *Le terrier du Saint-Laurent en 1674*. Montréal, Édition du Méridien, 1998. 2 volumes.

VACHON, André. *Histoire du notariat canadien 1621-1960*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1962. 209p.

WIEN, Thomas. « Les travaux pressants. Calendrier agricole, assolement et productivité au Canada au XVIII^e siècle. » *Revue d'Histoire de l'Amérique Française*, 43, 4 (printemps 1990), p. 535-558.